

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 3453

[C — 2011/27237]

**15 DECEMBRE 2011. — Décret portant organisation
du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Titre I^{er}. — Habilitation, définitions et champs d'application

Article 1^{er}. Le présent décret fixe les dispositions relatives au budget et à la comptabilité des services visés à l'article 3.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° loi de dispositions générales : la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

2° Parlement : le Parlement wallon;

3° Gouvernement : le Gouvernement wallon;

4° Ministre du Budget : le Ministre du Gouvernement wallon ayant le budget dans ses attributions;

5° service administratif à comptabilité autonome : service dont la gestion et la comptabilité sont séparées par une loi ou un décret de celles des services d'administration générale, sans que la personnalité juridique ne lui soit accordée, et qui dispose d'une trésorerie et d'une comptabilité autonomes;

6° ordonnateur : autorité compétente désignée par arrêté du Gouvernement et habilitée :

a) à constater les droits à la charge des tiers et à donner l'ordre de leur recouvrement;

b) dans la limite des crédits autorisés et disponibles, à engager et à liquider toute dépense imputable au budget ainsi qu'à en émettre l'ordre de paiement;

7° receveur : toute personne habilitée à procéder au recouvrement des droits constatés à la charge des tiers;

8° trésorier : toute personne habilitée à :

a) percevoir les recettes;

b) payer les dépenses imputées au budget;

c) exécuter des opérations financières non liées au budget;

9° classification économique : classification des recettes et des dépenses budgétaires en fonction des critères macro-économiques permettant de délivrer à l'Institut des comptes nationaux les données nécessaires à la réalisation de ses missions, telles que définies à l'article 108 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses. Cette classification est compatible avec le système européen des comptes nationaux et régionaux (SEC), lequel définit les normes comptables visant à une description quantitative cohérente, fiable et comparable des économies des Etats membres de l'Union européenne. Elle se compose de codes numériques de quatre chiffres au maximum et de libellés explicatifs;

10° droit constaté : droit réunissant toutes les conditions suivantes :

a) son montant est déterminé de manière exacte;

b) l'identité du débiteur ou du créancier est déterminable;

c) l'obligation de payer existe;

d) une pièce justificative est en possession de l'entité telle que visée à l'article 3;

11° engagement budgétaire : réservation par l'ordonnateur du crédit nécessaire à l'exécution d'un engagement juridique. L'engagement budgétaire implique la vérification de la régularité de l'imputation budgétaire, de la disponibilité de crédits, de la conformité de la dépense aux lois, décrets, arrêtés d'exécution, jugements et contrats ainsi que du respect du principe de bonne gestion financière défini sous 14°;

12° engagement juridique : enregistrement par l'ordonnateur d'une obligation irréversible à la charge du budget;

13° liquidation : acte par lequel l'ordonnateur s'assure de l'existence de droits constatés en faveur de tiers;

14° principe de bonne gestion financière : principe regroupant :

a) le principe d'économie, qui prescrit que les moyens mis en œuvre par l'ordonnateur en vue de la réalisation des activités soient rendus disponibles en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix;

b) le principe d'efficacité, qui vise le meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre et les résultats obtenus;

c) le principe d'efficacité, qui vise l'atteinte des objectifs spécifiques fixés et l'obtention des résultats escomptés.

Art. 3. Les Titres II à IX, XI et XII sont applicables aux services d'administration générale et aux cabinets ministériels qui forment ensemble une seule entité.

Les Titres X à XII, à l'exception des articles 78 à 81, sont applicables aux services administratifs à comptabilité autonome de la Région wallonne qui forment individuellement une entité spécifique.

Titre II. — Dispositions relatives au budget**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales**

Art. 4. Conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi de dispositions générales, le budget est l'acte qui prévoit et autorise, pour chaque année budgétaire et dans des décrets, toutes les recettes et toutes les dépenses de l'entité, sans compensation entre elles. L'année budgétaire débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre suivant.

L'ensemble des recettes couvre l'ensemble des dépenses. Par dérogation à ce principe, un décret peut créer un fonds budgétaire en lui affectant des recettes, qu'il identifie, pour couvrir des dépenses, dont il définit l'objet.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à la structure, à la spécialisation et au contenu du budget**Section 1^{re}. — Des recettes*

Art. 5. § 1^{er}. Au budget, sont portées en recettes :

1° l'estimation des droits qui seront constatés au profit de l'entité au cours de l'année budgétaire conformément aux dispositions de l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi de dispositions générales, y compris les droits afférents aux recettes affectées visées à l'article 4, alinéa 2;

2° l'estimation des recettes à percevoir au comptant, le cas échéant.

§ 2. Le budget, en recettes, autorise l'enrôlement et la perception des impôts et des taxes en vertu et conformément aux lois, décrets, arrêtés et tarifs en vigueur.

Sans préjudice des dispositions de l'article 2 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, les recettes, autres que les impôts et les taxes précités, sont les créances établies en vertu et conformément aux lois, décrets, arrêtés, conventions, arrêts et jugements.

§ 3. Les montants estimés des recettes ne sont pas limitatifs.

Art. 6. Outre l'autorisation visée à l'article 5, § 2, le budget, en recettes, contient au moins :

1° l'estimation globale du montant des droits et recettes visés à l'article 5, § 1^{er};

2° les habilitations données au Gouvernement de procéder aux opérations de gestion de la trésorerie et de la dette consolidée ainsi qu'aux opérations de couverture des besoins de financement découlant de l'exécution du budget. Le Gouvernement assure cette gestion financière dans le respect des principes de prudence et d'efficacité. Il veille à la conformité des besoins ou de la capacité de financement aux objectifs nationaux et européens;

3° les conditions dans lesquelles le recouvrement des recettes non fiscales peut être abandonné;

4° en annexe, un tableau répartissant les montants visés au 1° entre subdivisions et par article de base selon les règles suivantes :

a) une subdivision distincte comprend les estimations des recettes générales tandis que les recettes spécifiques, y compris les recettes affectées aux fonds budgétaires, sont prévues dans les subdivisions correspondantes aux divisions organiques du budget des dépenses visées à l'article 8, § 1^{er};

b) les estimations de recettes des subdivisions sont réparties par article de base. Chaque article de base est codifié selon la classification économique et identifie, par un libellé, la nature ou l'objet de la recette. Lorsqu'il s'agit d'un remboursement de dépenses, le code de l'article de base doit être identique à celui de l'opération préalable de dépenses.

Section 2. — Des dépenses

Art. 7. Au budget, sont portés en dépenses :

1° conformément aux dispositions de l'article 4, 2°, de la loi de dispositions générales :

a) les crédits d'engagement, à savoir les crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes qui seront exigibles au cours de l'année budgétaire;

b) les crédits de liquidation, à savoir les crédits à concurrence desquels des sommes peuvent être liquidées au cours de l'année budgétaire, du chef des droits constatés en vue d'apurer des obligations préalablement engagées. Les crédits de liquidation peuvent être non limitatifs pour les dépenses désignées dans le budget;

2° les dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires, visés à l'article 4, alinéa 2, et fixées dans le respect des moyens disponibles que sont, pour chacun des fonds, les recettes affectées majorées, le cas échéant, du report réel ou estimé des recettes non utilisées au cours des années précédentes.

Les dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires sont :

a) pour l'engagement, les sommes pouvant être engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire et, pour les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes qui seront exigibles au cours de l'année budgétaire;

b) pour la liquidation, les sommes pouvant être liquidées au cours de l'année budgétaire du chef des droits constatés en vue d'apurer des obligations préalablement engagées.

Toutefois, en cours d'exécution du budget, ces dépenses seront limitées par le montant des recettes affectées réellement perçues augmentées, le cas échéant, du solde réel reporté de l'exercice précédent;

3° le cas échéant, une provision de crédits d'engagement réservée spécifiquement aux dépenses de personnel administratif qui n'ont pu être déterminées avec précision au moment du vote du budget. L'utilisation par le Gouvernement d'une telle provision doit être dûment justifiée.

Art. 8. § 1^{er}. Le budget, en dépenses, est subdivisé en divisions organiques, en programmes et en articles de base.

Une division organique regroupe les programmes concourant à la réalisation d'une politique publique définie.

Chaque division organique comprend un programme fonctionnel et un ou plusieurs programmes opérationnels. Les crédits à inscrire dans ces deux types de programmes sont régis par les règles suivantes :

1° les crédits du programme fonctionnel sont destinés à couvrir les dépenses générales de fonctionnement au sein de la division organique;

2° les crédits d'un programme opérationnel sont destinés au financement d'une activité ou d'un ensemble cohérent d'activités spécifiques permettant de rencontrer un ou plusieurs des objectifs de la politique publique définie assignée à la division organique. Un programme opérationnel peut contenir les dépenses prévisionnelles à la charge d'un ou de plusieurs fonds budgétaires, à la condition de les distinguer des crédits, mais ne peut, en aucun cas, être alimenté par des crédits de liquidation non limitatifs.

Les crédits des programmes et les dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires sont répartis en articles de base. Chaque article de base est codifié selon la classification économique et identifie, par un libellé, la nature, l'objet ou le mode opératoire de la dépense.

§ 2. Les crédits d'engagement sont autorisés et plafonnés par programme.

§ 3. D'une part, les crédits de liquidation de chacun des programmes fonctionnels sont autorisés et plafonnés par programme, excepté s'ils sont non limitatifs, auquel cas ils sont plafonnés dans la limite du montant total des programmes fonctionnels de toutes les divisions organiques. D'autre part, les crédits de liquidation des programmes opérationnels sont autorisés par programme, mais plafonnés dans la limite du montant total des programmes opérationnels de la division organique.

§ 4. Le budget, en dépenses, contient au moins :

- 1° les dispositions fixant les conditions générales relatives aux dépenses;
- 2° les dispositions fixant, conformément à l'article 7, 1°, b), les dépenses pour lesquelles les crédits peuvent être non limitatifs;
- 3° les dispositions fixant, conformément à l'article 3, dernier alinéa, de la loi de dispositions générales, la nature des dépenses autorisées en l'absence d'un décret organique;
- 4° les dispositions accordant au Gouvernement des habilitations de gestion;
- 5° le tableau de synthèse, présenté par division organique et programme, des crédits d'engagement et des crédits de liquidation, en distinguant les crédits non limitatifs visés au 2° ainsi que, le cas échéant, des dépenses prévisionnelles à la charge des fonds budgétaires;
- 6° en annexe, le tableau détaillant par article de base les crédits et les dépenses visées au 5°.

Section 3. — Des documents informatifs et justificatifs du budget

Art. 9. § 1^{er}. Le budget est accompagné des documents informatifs et justificatifs suivants :

1° l'exposé général qui présente notamment les lignes directrices du budget, une synthèse des recettes et des dépenses, le contexte socio-économique dans lequel elles s'inscrivent, un rapport financier, un inventaire des dépenses fiscales ainsi qu'une projection pluriannuelle sur cinq ans des recettes et des dépenses à politique inchangée et, le cas échéant, corrigée pour atteindre un objectif budgétaire cible;

2° un exposé particulier qui justifie et commente les recettes et les dépenses en regard des objectifs de la politique publique définie. Il fait apparaître notamment :

- a) en recettes, par subdivision, le fondement légal et la justification de chacun des articles de base inscrits au budget;
- b) en dépenses, par division organique, la manière dont l'activité ou l'ensemble d'activités spécifiques de chacun des programmes contribue à la réalisation des objectifs de la division et, par article de base, le fondement légal et les moyens projetés dans le budget.

§ 2. En ce qui concerne les dépenses, l'exposé particulier fournit en outre :

- 1° lorsqu'il s'agit de dépenses dont l'exécution est programmée sur plusieurs années budgétaires, le plan de liquidation envisagé et chiffré;
- 2° lorsqu'il s'agit de dépenses prévisionnelles à la charge d'un fonds budgétaire, les montants suivants en les distinguant pour l'engagement et pour la liquidation :
 - a) le solde reporté de l'année précédente, réel ou estimé;
 - b) la prévision d'encaissement des recettes affectées durant l'année budgétaire;
 - c) la prévision des moyens disponibles, obtenue par l'addition des deux montants précités;
 - d) la prévision, par article de base codifié selon la classification économique, des moyens qui seront utilisés durant l'année budgétaire;
 - e) le solde final se dégageant des prévisions des opérations de l'année budgétaire;
- 3° lorsqu'il s'agit de dépenses relatives au financement d'une première tranche d'obligations pluriannuelles, prises en exécution d'un contrat conclu par le Gouvernement, une synthèse du plan financier et de ses paramètres éventuels d'adaptation annuelle.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives à la confection du budget et des ajustements, au calendrier budgétaire et à l'approbation par le Parlement

Art. 10. § 1^{er}. Considérant le cadre budgétaire à moyen terme directement applicable, le Gouvernement établit les projets de décret, l'un contenant les recettes du budget et l'autre les dépenses du budget, et les documents visés à l'article 9 ainsi que, le cas échéant, les projets de décret d'ajustement du budget et les documents visés au § 4.

§ 2. Le Gouvernement dépose, au plus tard à la mi-novembre de l'année précédente, les projets de décret du budget de l'année budgétaire accompagnés des documents visés à l'article 9, devant le Parlement qui les adopte au plus tard le 31 décembre suivant. Le décret contenant les recettes du budget doit être publié au *Moniteur belge* du 31 décembre au plus tard.

§ 3. Durant le premier quadrimestre de l'année budgétaire en cours, le Gouvernement contrôle l'exécution budgétaire en vue, le cas échéant, d'ajuster le budget des recettes et des dépenses.

Durant l'année budgétaire, le Gouvernement peut déposer des projets d'ajustement du budget des recettes et des dépenses.

A l'occasion du renouvellement intégral du Parlement, le Gouvernement procède à un contrôle budgétaire et, le cas échéant, dépose des projets d'ajustement du budget des recettes et des dépenses en vue de l'adapter aux objectifs de sa déclaration de politique.

§ 4. L'ajustement du budget s'opère de la manière suivante :

- 1° le budget des recettes et des dépenses est ajusté conformément aux dispositions des articles 5, 6, 7 et 8, en faisant apparaître, dans les tableaux, la comparaison entre les montants initiaux et ajustés;
- 2° l'exposé général visé à l'article 9, § 1^{er}, 1°, peut se limiter à la présentation d'une synthèse des recettes et des dépenses ajustées, à la motivation des actualisations et, le cas échéant, à une mise à jour du rapport financier;
- 3° les exposés particuliers visés à l'article 9, § 1^{er}, 2° et § 2, sont actualisés, en faisant apparaître la comparaison entre les montants initiaux et ajustés. Pour le surplus, ils peuvent se limiter à la justification des actualisations.

§ 5. Le Gouvernement dépose devant le Parlement les projets de décret d'ajustement du budget, accompagnés des documents visés au § 4, 2° et 3°. Les crédits faisant l'objet dans ces projets d'une annulation ou d'une réduction sont alors, à due concurrence, rendus indisponibles pour engager ou liquider des dépenses.

Les ajustements doivent être votés au plus tard le 31 décembre de l'année budgétaire en cours.

Art. 11. Tant pour le budget que lors d'un ajustement, l'approbation du Parlement porte, successivement, sur :

1° le dispositif en ce qui concerne le budget en recettes;

2° le dispositif et le tableau de synthèse visé à l'article 8, § 4, 5°, en ce qui concerne le budget en dépenses.

CHAPITRE IV. — *Dispositions réglant l'absence ou l'insuffisance de crédits*

Art. 12. § 1^{er}. Dans l'hypothèse exceptionnelle où il apparaît que le décret contenant les dépenses du budget ne sera pas voté pour le 31 décembre précédant l'année budgétaire, alors que le projet a été déposé au Parlement conformément à l'article 10, § 2, le Gouvernement assure, par une délibération motivée, portée immédiatement à la connaissance du Parlement, et directement exécutoire à partir du 1^{er} janvier de l'année budgétaire concernée, la continuité des services en ouvrant des crédits d'engagement et des crédits de liquidation.

Cette délibération couvre une période qu'elle détermine et qui ne peut être inférieure à un mois, ni excéder trois mois, sauf si des obligations légales ou contractuelles requièrent une période d'une autre durée. Les crédits doivent être équivalents en nature et proportionnels, pour la période concernée, aux montants autorisés de l'année précédente. Toutefois, les crédits destinés aux dépenses liées automatiquement ou contractuellement à l'indice des prix à la consommation ou à l'indice santé peuvent être majorés des augmentations strictement liées à cette indexation.

Dès le premier jour du mois suivant l'approbation du budget en dépenses par le Parlement, les effets de la délibération en cours cessent immédiatement et les dépenses exposées depuis le début de l'année budgétaire sont imputées à la charge des crédits du budget approuvé.

§ 2. Dans l'hypothèse exceptionnelle où il apparaît que le projet de décret contenant les dépenses du budget n'a pas été déposé au Parlement conformément à l'article 10, § 2, et que le décret ne sera dès lors pas voté pour le 31 décembre précédant l'année budgétaire, un décret doit ouvrir les crédits provisoires nécessaires au fonctionnement des services et à valoir sur le budget de cette année budgétaire.

Le décret ouvrant des crédits provisoires fixe la période à laquelle ces crédits se rapportent. La période pour laquelle des crédits d'engagement et de liquidation sont alloués ne peut être inférieure à un mois, ni excéder trois mois, sauf si des obligations légales ou contractuelles requièrent qu'ils le soient pour une période d'une autre durée.

Les crédits doivent être équivalents en nature et proportionnels, pour la période concernée, aux montants autorisés de l'année précédente. Toutefois, les crédits destinés aux dépenses liées automatiquement ou contractuellement à l'indice des prix à la consommation ou à l'indice santé peuvent être majorés des augmentations strictement liées à cette indexation.

Dès le premier jour du mois suivant l'approbation du budget en dépenses par le Parlement, les effets des décrets ouvrant des crédits provisoires cessent immédiatement et les dépenses exposées depuis le début de l'année budgétaire sont imputées à la charge des crédits du budget approuvé.

§ 3. L'absence de vote du budget en dépenses pour le 31 décembre de l'année précédant l'année budgétaire n'affecte pas les dépenses des fonds budgétaires. Leurs recettes reportées et perçues dès le début de l'année budgétaire sont immédiatement disponibles pour couvrir les dépenses.

Art. 13. Dans les cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles et à défaut ou en cas d'insuffisance de crédits, le Gouvernement autorise par une délibération motivée ouvrant les crédits nécessaires répartis en articles de base :

1° soit l'engagement de la dépense;

2° soit sa liquidation;

3° soit son engagement et sa liquidation.

Conjointement à cette délibération, le Gouvernement dépose au Parlement un projet de décret d'ajustement du budget conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1^{er}, 4 et 5. Ce dépôt rend la délibération exécutoire. Toutefois, le dépôt immédiat d'un projet de décret spécifique d'ajustement n'est pas requis dès lors que la délibération porte sur un montant inférieur à un seuil fixé, annuellement, dans les dispositions visées à l'article 8, § 4, 4°. Dans ce cas, la délibération est exécutoire à la date fixée par le Gouvernement.

Toutes les délibérations doivent faire l'objet d'une régularisation par voie d'ajustement du budget dont le projet devra être approuvé, au plus tard, le 31 décembre de l'année en cours.

Art. 14. Les délibérations visées aux articles 12, § 1^{er}, 13 et 23, § 2, sont transmises sans délai à la Cour des Comptes qui, le cas échéant, communique ses observations au Parlement et en informe le Ministre du Budget.

Les crédits ouverts par ces délibérations et par les décrets de crédits provisoires visés à l'article 12, § 2, ainsi que leur utilisation sont comptabilisés distinctement dans la comptabilité budgétaire.

Titre III. — Dispositions relatives à l'exécution du budget et à la comptabilité budgétaire

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 15. La comptabilité budgétaire doit permettre un suivi permanent du respect des autorisations budgétaires accordées par le Parlement et de l'exécution du budget. Elle est intégrée à la comptabilité générale visée au Titre IV.

Art. 16. § 1^{er}. Sont seuls imputés au budget d'une année budgétaire déterminée :

1° en recettes, les droits constatés durant cette année budgétaire, y compris ceux afférents à des recettes affectées, ainsi que les recettes perçues au comptant;

2° en dépenses, à la charge des crédits d'engagement,

a) les sommes qui sont engagées du chef d'obligations nées ou contractées au cours de l'année budgétaire;

b) lorsqu'il s'agit d'obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes exigibles pendant l'année budgétaire;

3° en dépenses, à la charge des crédits de liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef de droits constatés découlant des obligations préalablement engagées;

4° à la charge des fonds budgétaires,

a) sur les moyens disponibles pour l'engagement, les sommes qui sont engagées durant l'année budgétaire;

b) sur les moyens disponibles pour la liquidation, les sommes qui sont liquidées au cours de l'année budgétaire du chef de droits constatés découlant des obligations préalablement engagées.

§ 2. Les droits constatés au 31 décembre de l'année budgétaire qui ne sont pas imputés au budget de cette année avant le 1^{er} février de l'année suivante appartiennent d'office à cette nouvelle année budgétaire.

Art. 17. Le Gouvernement fournit périodiquement au Parlement une situation de l'exécution du budget, ventilée :

1° par subdivision en ce qui concerne les recettes;

2° par division organique, par programme et par article de base en ce qui concerne les dépenses.

Art. 18. Tout décret susceptible d'entraîner une dépense non prévue au budget ouvre les crédits d'engagement et de liquidation nécessaires à son exécution pendant l'année budgétaire en cours et, s'il y a lieu, pendant l'année suivante. A défaut, son entrée en vigueur est postposée au budget qui y procède.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux recettes budgétaires*

Art. 19. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions en matière de taxes et d'impôts, chacun dans leurs compétences, les ordonnateurs constatent les droits à la charge des tiers. Ils leur notifient au moins l'objet de la créance, la somme à payer, les modalités de paiement et la date d'échéance.

§ 2. Les droits constatés sont imputés dans la comptabilité et sont simultanément communiqués à un receveur. Pour les recettes non fiscales, l'entité peut désigner un receveur centralisateur.

Art. 20. Les fonctions de receveur et de trésorier sont compatibles entre elles, mais sont incompatibles avec celle d'ordonnateur.

Le receveur rend compte de sa gestion conformément aux dispositions de l'article 39 en sa qualité de comptable au sens de la loi de dispositions générales.

CHAPITRE III. — *Dispositions relatives aux dépenses budgétaires*

Art. 21. § 1^{er}. Dans la limite des montants fixés à chacun des articles de base, les ordonnateurs peuvent utiliser les crédits de dépenses conformément au principe de bonne gestion financière.

Toute dépense fait successivement l'objet d'un engagement, d'une liquidation, d'un ordre de paiement à l'intervention de l'ordonnateur et d'un paiement à l'intervention du trésorier.

§ 2. A défaut de délais de paiement fixés dans la législation relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, dans toutes autres dispositions légales et réglementaires fixant des délais particuliers ou encore d'échéance préalablement fixée conventionnellement avec le tiers créancier, le délai entre la liquidation de la dépense et le paiement de la somme exigible ne peut excéder vingt jours.

§ 3. Lorsque le montant du droit constaté ne peut être payé entre les mains du créancier en raison d'une saisie-arrêt, une opposition, une cession ou une délégation à charge des créances de la Région wallonne ou tout autre obstacle juridique ou administratif dûment notifié ou rendu opposable, la somme est enregistrée sur un compte d'attente, jusqu'au moment où le gestionnaire du contentieux, désigné par arrêté du Gouvernement, donne les ordres de paiement en faveur des bénéficiaires légalement déterminés. Dans cette hypothèse, les dispositions visées au § 2 ne sont pas applicables.

§ 4. Lorsqu'un ordonnateur cesse sa fonction, il transmet de manière complète et sans délai les données comptables et budgétaires des matières relevant de sa compétence à son successeur. Les modalités de cette procédure sont arrêtées par le Gouvernement, conformément aux dispositions de l'article 41, alinéa 2.

Art. 22. § 1^{er}. Les contrats et les marchés de travaux, de fournitures et de services tels que définis par la législation en vigueur, ainsi que les arrêtés d'octroi de subvention et, s'il échet, de prix ne peuvent être notifiés aux tiers par les ordonnateurs qu'après que leur montant ait été imputé sur les crédits d'engagement prévus.

L'engagement budgétaire doit être confirmé par l'engagement juridique corrélatif.

§ 2. Si le montant de l'engagement juridique diffère de celui de l'engagement budgétaire, ce dernier doit être, selon le cas, immédiatement complété par l'ordonnateur ou extourné d'office à due concurrence.

§ 3. Les dépenses autres que celles visées au § 1^{er} ne peuvent être imputées à la charge des crédits d'engagement qu'à l'appui d'une pièce justificative émanant d'un ordonnateur et constatant l'existence et l'étendue exacte de l'obligation.

Art. 23. § 1^{er}. Toute liquidation d'une dépense non préalablement engagée, en infraction à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, mais réunissant les conditions de la constatation du droit en faveur du tiers, doit être précédée d'un engagement régulateur, à la charge des crédits de l'année budgétaire en cours. Le Gouvernement en arrête les modalités.

§ 2. Si après épuisement de toutes les possibilités de nouvelle répartition des crédits, telles qu'elles sont prévues à l'article 26, il s'avère :

1° soit, qu'il n'existe pas de crédit d'engagement spécialisé ou qu'il est insuffisant pour la régularisation visée au § 1^{er};

2° soit, qu'une dépense régulièrement engagée ne peut être liquidée en raison d'une insuffisance de crédits de liquidation alors que les droits du tiers sont incontestablement constatés et sans préjudice des dispositions de l'article 16, § 2,

le Gouvernement ouvre le crédit nécessaire en adoptant une délibération budgétaire en se conformant à la procédure et aux modalités prévues aux articles 13 et 14.

Toutefois, si la délibération satisfait à la condition de seuil fixée à l'article 13, alinéa 3, elle doit en outre prévoir de compenser le montant ouvert par un blocage de crédits autorisés à due concurrence.

Art. 24. § 1^{er}. Au moins une fois par année budgétaire, la situation de l'encours des engagements juridiques fait l'objet d'une vérification.

Les engagements doivent être annulés, d'une part, si à l'appui de pièces justificatives, il est constaté qu'ils sont devenus sans objet et, d'autre part, d'office, s'ils n'ont pas été suivis d'une mise en œuvre dans un délai de cinq ans suivant l'année de leur imputation, excepté dans les cas où les ordonnateurs justifient leur maintien au-delà de cette période.

§ 2. Périodiquement, la situation de l'encours des dépenses à liquider fait l'objet d'une vérification en vue de détecter les anomalies qui pourraient occasionner des retards dans la séquence de la liquidation et du paiement.

Art. 25. Les obligations nécessaires pour assurer le fonctionnement continu des services peuvent être contractées à partir du 1^{er} novembre, à la charge des crédits d'engagement des programmes de l'année budgétaire suivante et dans la limite des crédits autorisés pour les dépenses correspondantes de l'année en cours.

Ces engagements sont imputés dans les engagements hors bilan de la comptabilité générale de l'année en cours, jusqu'à l'ouverture de l'année budgétaire suivante au début de laquelle ils sont immédiatement imputés dans la comptabilité budgétaire.

CHAPITRE IV. — Dispositions relatives à la nouvelle répartition des crédits en cours d'année budgétaire

Art. 26. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 27, durant l'année budgétaire, les ordonnateurs peuvent solliciter une modification de la répartition des crédits des programmes entre les articles de base en suivant la procédure et les modalités arrêtées par le Gouvernement et moyennant le respect des règles suivantes :

1° en ce qui concerne les crédits d'engagement, une nouvelle répartition peut intervenir entre les articles de base d'un même programme;

2° en ce qui concerne les crédits de liquidation limitatifs, une nouvelle répartition peut intervenir entre les articles de base du programme fonctionnel et entre les articles de base de tous les programmes opérationnels d'une même division organique;

3° en ce qui concerne les crédits de liquidation non limitatifs, une nouvelle répartition peut intervenir uniquement entre les articles de base alimentés par des crédits de cette nature dûment autorisés;

4° tant pour les crédits d'engagement que pour les crédits de liquidation, les augmentations de crédits doivent être compensées par des diminutions équivalentes de crédits lors de toute nouvelle répartition.

§ 2. Dans des cas d'urgence résultant de circonstances exceptionnelles ou imprévisibles et d'une insuffisance de crédits d'engagement au sein d'un programme fonctionnel d'une division organique empêchant la liquidation des rémunérations du personnel administratif, par dérogation aux dispositions du § 1^{er}, 1°, le Gouvernement autorise par une délibération motivée, un transfert vers ce programme et en provenance d'un ou de plusieurs autres programmes fonctionnels des crédits d'engagement nécessaires. Ce transfert est immédiatement exécutoire.

Art. 27. Les fonds budgétaires sont exclus du champ des modifications de la répartition des crédits des programmes telles qu'elles sont envisagées à l'article 26.

Aucun transfert de moyens ne peut avoir lieu entre les fonds budgétaires.

CHAPITRE V. — Dispositions relatives au compte d'exécution du budget

Art. 28. § 1^{er}. Les crédits autorisés d'engagement et de liquidation inscrits aux articles de base non utilisés au terme de l'année budgétaire tombent en annulation.

§ 2. Sont reportés à l'année suivante :

1° le solde des moyens des fonds budgétaires non utilisés, en engagement et en liquidation, au terme de l'année budgétaire;

2° le solde des engagements budgétaires non confirmés par les engagements juridiques corrélatifs au terme de l'année budgétaire; le solde reporté sera d'office annulé au terme de l'année suivante s'il n'a pas été confirmé juridiquement;

3° le solde des engagements juridiques non apurés par une mise en liquidation au terme de l'année budgétaire;

4° le solde des dépenses demeurant à liquider au terme de l'année budgétaire, après application des dispositions de l'article 16, § 2.

Art. 29. § 1^{er}. Le compte d'exécution du budget est présenté :

1° en ce qui concerne les recettes, conformément au tableau visé à l'article 6, 4°;

2° en ce qui concerne les crédits de dépenses, conformément au tableau visé à l'article 8, § 4, 5°.

§ 2. Sont portées dans le compte d'exécution du budget, en regard des estimations ou autorisations selon le cas, les imputations opérées conformément à l'article 16 dans la comptabilité budgétaire. En dépenses, la différence entre les crédits autorisés et les imputations détermine les crédits à annuler visés à l'article 28, § 1^{er}.

§ 3. Dans le compte d'exécution du budget, la détermination des soldes visés à l'article 28, § 2, 2° à 4° fait l'objet d'un compte rendu.

§ 4. Le solde budgétaire est obtenu par différence entre les recettes imputées et les dépenses liquidées.

§ 5. Doivent figurer dans une annexe au compte d'exécution du budget :

1° les imputations visées au § 2, détaillées par article de base, conformément au tableau visé à l'article 8, § 4, 6°;

2° un relevé des dépassements des crédits de liquidation non limitatifs autorisés conformément à l'article 8, § 4, 2°;

3° en ce qui concerne les fonds budgétaires, le détail des imputations de l'année en suivant le même schéma d'informations que celui repris à l'article 9, § 2, 2°, de manière à fixer le solde visé à l'article 28, § 2, 1°.

Titre IV. — Dispositions relatives à la comptabilité générale

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Art. 30. Conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi de dispositions générales, dans un système informatisé de livres et de comptes, l'entité tient une comptabilité générale selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double en suivant le plan comptable arrêté conformément à l'article 5 de la loi de dispositions générales.

Cette comptabilité générale s'étend à l'ensemble des avoirs, des droits, des dettes et des obligations et engagements de toute nature de l'entité.

Art. 31. L'exercice comptable s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. Il coïncide avec l'année budgétaire.

Art. 32. § 1^{er}. Toute opération comptable est inscrite, sans retard, de manière fidèle et complète et par ordre de date, soit dans le livre journal central soit dans des livres journaux auxiliaires spécialisés.

Dans ce dernier cas, les mouvements totaux imputés font, mensuellement au moins, l'objet d'une écriture récapitulative dans le livre journal central.

§ 2. Lorsque l'opération résulte d'une relation avec un tiers, les droits en sa faveur ou à sa charge doivent avoir été constatés préalablement.

§ 3. Toute écriture s'appuie sur une pièce justificative datée et portant un indice de référence à celle-ci.

Le Gouvernement détermine les conditions auxquelles doivent répondre les pièces justificatives.

Toutes les pièces justificatives référencées doivent être conservées de manière méthodique tout en garantissant leur inaltérabilité et leur accessibilité.

§ 4. Le système informatisé de livres et de comptes doit garantir la régularité et l'irréversibilité des écritures.

Art. 33. Dans le respect des dispositions du Titre XI, le Gouvernement fixe les délais et les modalités de conservation des livres, des pièces justificatives et des pièces comptables, étant entendu que ceux-ci doivent au minimum rester disponibles tant que le décret portant approbation du compte général visé à l'article 44, § 2, n'a pas été approuvé par le Parlement.

Art. 34. L'entité procède au moins une fois par an, et en fin d'exercice, aux opérations de relevé, de vérification, d'examen et d'évaluation nécessaires pour établir à la date du 31 décembre un inventaire complet de ses avoirs, de ses droits, de ses dettes, de ses obligations et de ses engagements, y compris de ses droits et engagements hors bilan et, dans ce cas, sans préjudice des dispositions de l'article 24, § 1^{er}.

Les comptes sont mis en concordance avec les données de l'inventaire, dont les pièces justificatives sont conservées suivant les mêmes règles que celles visées à l'article 33, avant l'établissement du compte général visé à l'article 41.

Art. 35. La comptabilité générale doit permettre l'établissement, au 31 décembre, du bilan et des comptes de résultats ainsi que, périodiquement et au 31 décembre, de situations des flux de trésorerie en les distinguant selon qu'ils concernent des opérations budgétaires, des opérations liées au financement et des opérations de gestion de fonds appartenant à des tiers.

Le résultat obtenu par différence entre les charges et les produits de l'exercice est reporté.

Art. 36. Après la clôture de l'exercice et jusqu'au moment où la Cour des Comptes transmet le compte général au Parlement, conformément à l'article 44, § 1^{er}, des écritures de correction consécutives aux travaux de contrôle et de certification de la Cour peuvent être passées, sans entraîner un décaissement ou un encaissement, pour assurer une présentation régulière, fidèle et sincère du compte annuel.

CHAPITRE II. — Règles d'organisation des services comptables et financiers

Art. 37. Le Gouvernement fixe les règles relatives à l'organisation de la comptabilité, en assurant le respect du principe de la séparation des fonctions.

Art. 38. § 1^{er}. Les entrées et les sorties de fonds s'effectuent à l'intervention de trésoriers. Elles sont centralisées.

§ 2. Le Gouvernement peut, par dérogation et dans les conditions qu'il détermine, autoriser une gestion financière décentralisée placée sous la responsabilité d'un trésorier. Des avances pour couvrir les dépenses de fonctionnement peuvent lui être versées, à charge pour lui de justifier les dépenses réalisées.

§ 3. Le système central d'encaissement et de décaissement des fonds doit être directement relié à la comptabilité générale et offrir toutes les garanties de sécurité contre toute forme de fraude.

Art. 39. Conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1^{er} et 3, de la loi de dispositions générales, les receveurs et les trésoriers sont justiciables de la Cour des Comptes, en leur qualité de comptables au sens de ladite loi.

Sans préjudice de l'application des dispositions visées aux articles 7 et 8 de la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes, ils dressent, au 31 décembre de chaque année, un compte de leur gestion annuelle qui est transmis, à l'intervention du Ministre du Budget, à la Cour des Comptes avant le 1^{er} mars de l'année qui suit celle pour laquelle il est établi.

Si un receveur ou un trésorier ne rend pas son compte annuel dans le délai légal ou, dans les autres cas, dans celui fixé par l'entité dont il dépend, ou s'il est décédé sans l'avoir rendu, l'entité l'établit d'office.

Art. 40. Un crédit d'engagement et de liquidation est prévu annuellement au budget pour couvrir les éventuelles pertes résultant de déficits, quelles qu'en soient l'origine et la cause. Si ce déficit est récupérable, le droit est constaté et imputé en comptabilité conformément aux dispositions de l'article 19.

Titre V. — Dispositions relatives au compte général

Art. 41. Pour le 31 mars, le Gouvernement établit le compte général de l'entité relatif à l'année budgétaire et comptable écoulée.

Il peut décider et déterminer le contenu, la forme, les modalités, la destination et la périodicité de rapports intermédiaires.

Art. 42. Conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi de dispositions générales, le compte général comprend :

1° le compte annuel, composé :

a) du bilan;

b) des comptes de résultats établis sur la base des charges et produits;

c) du compte de récapitulation des opérations budgétaires de l'année classées par destination en suivant la classification économique et dans le respect des normes nationales et européennes de la comptabilité nationale;

d) de la situation des flux de trésorerie;

2° le compte d'exécution du budget établi conformément à l'article 29;

3° l'annexe visée à l'article 43.

Les montants y repris sont ceux arrêtés au 31 décembre de l'année comptable et budgétaire écoulée.

Art. 43. L'annexe fournit au moins :

1° les informations utiles à l'appréciation des données relatives aux actifs immobilisés, aux créances et à la dette;

2° un commentaire visant à réconcilier le solde budgétaire, tel que visé à l'article 29, § 4, et le résultat de l'exercice de l'entité, tel que visé à l'article 35, alinéa 2;

3° un état des droits et engagements hors bilan;

4° un rapport sur les transferts de biens immeubles visés aux articles 57, 63 et 66 ainsi que sur les aliénations à titre onéreux des biens immeubles effectuées en vertu du Titre IX.

Art. 44. § 1^{er}. Au plus tard le 15 avril, le Gouvernement transmet à la Cour des Comptes le compte général de l'entité établi conformément aux articles 41 à 43.

La Cour fait parvenir le compte général, accompagné de ses observations et de la certification qu'elle délivre conformément à l'article 52, au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant.

Conjointement, elle envoie au Gouvernement une copie de ses observations et de la certification.

§ 2. Pour le 31 août au plus tard, le Gouvernement dépose au Parlement le projet de décret portant approbation du compte général de l'entité. L'approbation de ce projet doit intervenir au plus tard le 31 octobre suivant.

§ 3. Les observations et la certification de la Cour des Comptes ainsi que le compte général, excepté la partie de l'annexe au compte d'exécution du budget visée à l'article 29, § 5, 1°, sont publiés en annexe du décret portant son approbation.

Art. 45. L'exercice comptable et budgétaire est définitivement clos par le vote du décret portant approbation du compte général de cet exercice.

Titre VI. — Dispositions relatives à la surveillance et au contrôle

CHAPITRE I^{er}. — *Le contrôle et l'audit internes*

Art. 46. L'entité met en place un système de contrôle interne de ses processus et de ses activités selon les modalités à fixer par le Gouvernement.

Ce contrôle interne vise à donner une assurance raisonnable d'une maîtrise des risques concernant notamment :

1° la conformité des décisions aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements et contrats;

2° le respect des phases d'engagements et de liquidation des dépenses et de la correcte constatation des droits à l'égard des tiers;

3° la prévention et la détection des fraudes et des erreurs;

4° l'accomplissement des objectifs assignés;

5° la fiabilité et l'intégrité des données opérationnelles et financières;

6° la bonne gestion financière;

7° la protection du patrimoine;

8° la conservation des pièces et des valeurs détenues par les trésoriers;

9° la gestion des approvisionnements et des fournitures nécessaires au fonctionnement et à l'activité de l'entité.

Art. 47. Afin de s'assurer du bon fonctionnement des services et d'évaluer le système de contrôle interne, le Gouvernement organise l'audit interne en lui attribuant l'indépendance nécessaire à sa fonction et fixe les modalités de ses interventions. L'audit interne remplit également une fonction de conseil.

CHAPITRE II. — *Le contrôle administratif et budgétaire*

Art. 48. § 1^{er}. Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le Gouvernement surveille l'exécution du budget en organisant un contrôle administratif, budgétaire et de gestion selon les modalités qu'il fixe.

§ 2. Pour l'assister dans le cadre de ce contrôle, le Gouvernement dispose d'inspecteurs des finances qui sont mis à sa disposition et placés sous son autorité.

Les inspecteurs des finances assument également la fonction de conseiller budgétaire et financier du Gouvernement. Selon les modalités fixées par ce dernier, ils réalisent, en outre, des enquêtes budgétaires et financières spécifiques.

Art. 49. Les inspecteurs des finances rendent leurs avis préalables ou formulent leurs recommandations, d'initiative ou sur demande, en toute indépendance et conformément à la déontologie du Corps interfédéral de l'Inspection des Finances.

Disposant de pouvoirs d'investigation les plus larges, ils accomplissent leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers, archives et informations qu'ils jugent utiles à son exercice.

Ils ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services, ni donner d'ordres tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

CHAPITRE III. — *Le contrôle externe et la certification du compte général*

Art. 50. Conformément à l'article 10, § 1^{er}, de la loi de dispositions générales, la Cour des Comptes :

1° est chargée du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire de l'entité;

2° veille à ce qu'aucun crédit de dépenses du budget ne soit dépassé et qu'aucun transfert n'ait lieu;

3° examine la légalité et la régularité des dépenses et des recettes. En ce qui concerne ces dernières, la Cour exerce un contrôle général sur les opérations relatives à l'établissement et au recouvrement;

4° contrôle le bon emploi des deniers publics; elle s'assure du respect des principes d'économie, d'efficacité et d'efficience.

Art. 51. Pour l'accomplissement des missions visées à l'article 50, la Cour des Comptes :

1° est habilitée, conformément à l'article 10, §1^{er}, de la loi de dispositions générales, à se faire communiquer tous documents et renseignements, de quelque nature que ce soit, relatifs à la gestion de l'entité. Elle peut organiser un contrôle sur place;

2° dispose de l'accès direct et continu, en consultation, au système comptable informatisé;

3° correspond directement avec les ministres compétents qui sont tenus de lui répondre dans un délai maximum d'un mois. A leur demande, elle peut accorder une prolongation de ce délai;

4° communique, le cas échéant, ses observations au Parlement et en informe le Ministre du Budget et, dans les situations qui l'exigent, le ministre fonctionnellement compétent.

Art. 52. § 1^{er}. Dans le cadre du contrôle de la comptabilité générale et de la comptabilité budgétaire visé à l'article 50, 1°, la Cour des Comptes procède à la certification du compte général en émettant une opinion :

1° sur le respect des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution quant à la tenue de la comptabilité et l'établissement du compte général;

2° sur la régularité, la sincérité et la fidélité du compte général.

Conformément aux dispositions de l'article 44, § 1^{er}, cette certification accompagne les observations de la Cour lors du dépôt du compte général au Parlement.

§ 2. En application des dispositions de l'article 50, 3°, relatives à l'examen de la légalité et de la régularité des dépenses et des recettes, la Cour des Comptes est, notamment, habilitée à effectuer :

1° une analyse des projets de budget et d'ajustement du budget visés à l'article 10 qui lui sont transmis d'office par le Ministre du Budget;

2° une vérification auprès des ordonnateurs, des opérations relatives à la constatation des droits à la charge des tiers.

§ 3. Le Parlement peut charger la Cour des Comptes de procéder à des contrôles spécifiques de certains programmes de dépenses ainsi qu'à des audits financiers et à des analyses de gestion.

§ 4. Lorsque la Cour des Comptes contrôle le bon emploi des deniers publics comme visé à l'article 50, 4°, elle soumet ses conclusions provisoires au ministre fonctionnellement compétent et prévoit un débat contradictoire avant de déposer son rapport final.

En outre, lorsqu'elle exerce ce contrôle sur place, elle en informe préalablement l'autorité administrative compétente.

Titre VII. — Dispositions relatives au recouvrement des droits constatés de nature non fiscale

Art. 53. Si les droits constatés de nature non fiscale communiqués au receveur et notifiés aux débiteurs sont contestés par ces derniers, le receveur en suspend le recouvrement et en informe les ordonnateurs concernés qui peuvent, après examen, les annuler, totalement ou partiellement, ou les confirmer.

Les ordonnateurs informent le receveur de leurs décisions pour exécution et, le cas échéant, le département de la comptabilité pour l'enregistrement des implications de ces décisions en comptabilités budgétaire et générale.

Art. 54. Dans le respect des règles à arrêter par le Gouvernement, notamment en ce qui concerne l'application d'intérêts de retard, le receveur peut, sous sa responsabilité, accorder des facilités et des délais de paiement aux débiteurs défaillants qui se trouvent dans une situation d'impécuniosité dûment justifiée.

Art. 55. Le receveur doit engager, dans un délai maximum de douze mois, une procédure en récupération des droits constatés non contestés qui, à leur échéance et sans préjudice des dispositions de l'article 54, n'ont pas été acquittés par les débiteurs sauf à justifier que ces droits se trouvent dans un des cas visés à l'article 56. Les sommes à récupérer sont majorées de plein droit des intérêts de retard à un taux identique au taux légal selon les modalités à arrêter par le Gouvernement.

Le receveur peut en confier le recouvrement à l'administration fédérale compétente, conformément aux dispositions légales en vigueur, ou à tout service habilité par décret à y procéder.

Art. 56. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 54 et 55, sont définitivement déclarés irrécouvrables par le receveur, et imputés comme tels dans son compte de gestion, les droits constatés :

1° satisfaisant aux conditions fixées en vertu de l'article 6, 3°;

2° prescrits en vertu des dispositions du Titre XI;

3° dont les frais de récupération estimés par le receveur dépassent le montant des droits;

4° à l'encontre de débiteurs dont l'insolvabilité est attestée par voie d'huissier ou par les administrations fiscales;

5° produits à la faillite ou à la mise en liquidation d'une personne morale, sur production de l'attestation d'irrécouvrabilité délivrée par le curateur ou le liquidateur;

6° à charge d'un Etat étranger, ou d'une personne résidant à l'étranger, qui ne peuvent être recouverts par les voies légales existantes;

7° à l'encontre de débiteurs qui n'ont plus de domicile connu et restent introuvables à l'issue d'une période de cinq années consécutives prenant cours à la date de la mise en demeure par lettre recommandée;

8° à l'encontre de débiteurs décédés sans laisser d'héritiers connus ou dont les héritiers ont renoncé à toute succession;

9° qui, sur la base des éléments probants en possession du receveur, ne sont pas susceptibles d'être recouverts dans les cinq années suivant leur date d'exigibilité.

§ 2. La perte des créances correspondant aux droits constatés visés au § 1^{er} est enregistrée dans la comptabilité générale.

§ 3. Tout paiement obtenu ultérieurement à la déclaration d'irrécouvrabilité visée au § 1^{er} est imputé en comptabilité générale et en comptabilité budgétaire comme une recette perçue au comptant.

Titre VIII. — Dispositions relatives à l'octroi des subventions et des prix**CHAPITRE I^{er}. — Dispositions relatives à l'octroi, à l'emploi et au contrôle des subventions**

Art. 57. Par subvention accordée directement ou indirectement par l'entité, dénommée ci-après, l'instance subsidiaire, il faut entendre toute forme de soutien financier que cette instance accorde, dans une finalité directe ou indirecte d'intérêt général, à une activité organisée par un tiers, quelle que soit la dénomination de cette activité, à l'exception des dotations.

Le soutien financier peut consister :

- 1° soit en l'octroi d'avantages financiers;
- 2° soit en l'octroi d'avantages en nature sous la forme de transfert de biens ou de fourniture de prestations dont la charge financière est partiellement ou totalement couverte par l'instance subsidiaire.

Art. 58. Une subvention ne peut être octroyée que sur la base d'un décret ou d'une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses. Ces subventions peuvent être octroyées aux conditions fixées par le Gouvernement.

Une convention peut être conclue entre le bénéficiaire de la subvention et l'instance subsidiaire afin de fixer la portée de l'activité que le bénéficiaire s'engage à exécuter et le soutien financier y relatif qui lui sera alloué.

Art. 59. § 1^{er}. Une subvention peut être octroyée :

- 1° soit directement au bénéficiaire qui prend en charge l'organisation de l'activité;
- 2° soit indirectement à l'intervention d'une personne morale qui sert d'instance subsidiaire intermédiaire pour le bénéficiaire.

§ 2. Le bénéficiaire d'une subvention peut être :

- 1° une personne physique qui agit en son nom propre;
- 2° une personne morale;
- 3° une association ou organisation sans personnalité juridique.

Sans préjudice de leur responsabilité individuelle propre, des bénéficiaires peuvent s'associer en vue de l'exécution de l'activité visée par la subvention.

Art. 60. § 1^{er}. On distingue deux types de subventions :

- 1° une subvention générale qui finance une activité structurelle ayant un caractère continu et permanent. Cette subvention générale peut concerner toute ou seulement une partie de l'activité du bénéficiaire;
- 2° une subvention de projet qui finance les coûts spécifiques découlant d'une activité qui doit être limitée tant quant à son objet qu'à sa durée.

§ 2. Les subventions visées au § 1^{er} peuvent couvrir notamment les dépenses de personnel, de frais généraux, d'équipement, d'investissement et d'intérêts.

Art. 61. Sans préjudice des régimes de subventions organisés par des décrets existants et leurs arrêtés d'exécution et, conformément aux dispositions des articles 11 à 14 de la loi de dispositions générales, le Gouvernement détermine les règles concernant l'octroi, la justification et le contrôle de l'emploi des subventions, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie sans intérêt, ainsi que les incompatibilités dans le respect des principes suivants :

1° toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention;

2° toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée;

3° tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'un décret ne l'en dispense;

4° le bénéficiaire reconnaît à l'instance subsidiaire, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués. Dans le cadre de l'organisation et de la coordination des contrôles, le Gouvernement peut, notamment, faire appel aux inspecteurs des finances visés aux articles 48 et 49;

5° le bénéficiaire est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention lorsqu'il :

- a) ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention;
- b) n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée;
- c) met obstacle au contrôle de l'instance subsidiaire.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées au 3°, il est tenu de rembourser à concurrence de la partie non justifiée;

6° l'instance subsidiaire peut sursoir au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications requises ou de se soumettre au contrôle, sur pièces ou sur place, de l'instance subsidiaire. Dans cette hypothèse, lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante.

Art. 62. Sans préjudice des règles fixées par le Gouvernement en application de l'article 61 :

1° la liquidation de la subvention doit être effectuée en tenant compte de la réalisation effective de toutes les recettes et dépenses qui découlent de l'activité subsidiée à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans un décret, un règlement ou la décision de l'octroi de ladite subvention;

2° le montant d'une subvention générale au sens de l'article 60, § 1^{er}, 1°, ne peut dépasser les coûts réels engendrés par l'activité subsidiée sauf disposition décrétole contraire;

3° le montant d'une subvention de projet au sens de l'article 60, § 1^{er}, 2°, ne peut dépasser les coûts réels du projet.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives à l'octroi de prix*

Art. 63. Par prix accordé par l'entité ou par une personne morale de droit public subventionnée directement ou indirectement par la première, il faut entendre toute forme de soutien financier que cette instance accorde à un tiers en reconnaissance ou en récompense de ses mérites.

Ce prix peut consister :

- 1° soit en l'octroi d'avantages financiers;
- 2° soit en l'octroi d'avantages en nature sous la forme de transfert de biens ou de fourniture de prestations dont la charge financière est totalement couverte par cette instance.

Art. 64. Un prix ne peut être octroyé qu'en vertu d'un décret qui a instauré ce prix et en a déterminé les règles d'attribution ou d'une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses habilitant le Gouvernement à en fixer les modalités.

Son octroi est basé sur un acte unilatéral de l'entité ou de la personne morale de droit public subventionnée sans que le bénéficiaire ne soit tenu de l'accepter, ni de fournir la justification de son emploi.

Art. 65. Le remboursement d'un prix ne peut être exigé que si le bénéficiaire a communiqué des informations mensongères ou a agi en contravention avec des dispositions légales qui étaient d'application.

Titre IX. — Dispositions relatives aux biens désaffectés

Art. 66. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de dispositions légales particulières, les biens meubles ou immeubles appartenant à l'entité qui sont susceptibles d'être vendus, qui sont désaffectés et qui ne peuvent être réemployés, doivent être aliénés à titre onéreux.

§ 2. Dans le respect des formes légalement prescrites, le Gouvernement :

- 1° arrête la procédure à suivre pour l'application du § 1^{er};
- 2° décide de la cession à titre gratuit des biens meubles désaffectés dont l'aliénation à titre onéreux occasionnerait des frais supérieurs au produit estimé;
- 3° fixe la procédure et les conditions relatives à la mise au rebut des biens meubles désaffectés.

Art. 67. Les biens meubles complètement amortis en comptabilité générale continuent de figurer, avec une valeur nulle, à l'inventaire visé à l'article 34 tant qu'ils sont encore utilement affectés aux activités d'intérêt général ou de service public et, dans le cas inverse, tant qu'ils ne sont pas réalisés financièrement, cédés à titre gratuit ou mis au rebut.

Titre X. — Dispositions applicables aux services administratifs à comptabilité autonome

Art. 68. Chaque service administratif à comptabilité autonome est soumis à des dispositions à fixer par le Gouvernement dans le respect des règles minimales suivantes :

- 1° l'année budgétaire débute le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre suivant;
- 2° un budget annuel est établi et transmis aux autorités compétentes dans le respect d'un calendrier fixé en fonction de celui du budget de la Région wallonne. Il comporte l'ensemble des recettes et des dépenses telles que définies à l'article 4 de la loi de dispositions générales, déclinées en articles de base en suivant la classification économique;
- 3° les recettes peuvent comporter des dotations en provenance du budget de la Région wallonne;
- 4° les crédits de dépenses sont limitatifs, mais peuvent être redistribués entre les articles de base. Toutefois, les crédits de liquidation peuvent être non limitatifs pour les dépenses de fonctionnement liées au volume d'activités susceptible de générer des recettes propres;
- 5° les crédits d'engagement doivent être en tout état de cause limités aux moyens constitués par la dotation annuelle, les recettes propres et le montant de la réserve bilantaire après déduction du montant nécessaire à la couverture de l'encours des engagements reportés des exercices antérieurs;
- 6° les décaissements ne peuvent engendrer un dépassement de la trésorerie disponible;
- 7° les opérations internes de régularisation entre exercices sont prévues et imputées au budget;
- 8° à la fin de l'année budgétaire, les crédits d'engagement et la part des crédits de liquidation non concernés par les opérations visées au 7° tombent d'office en annulation;
- 9° les fonctions de receveur et de trésorier sont compatibles entre elles, mais sont incompatibles avec celles d'ordonnateur;
- 10° en cas de cessation de fonction, l'ordonnateur transmet de manière complète et en temps réel les données comptables et budgétaires du service à son successeur;
- 11° conformément aux dispositions de l'article 10, §§ 1^{er} et 3, de la loi de dispositions générales, les receveurs et les trésoriers sont justiciables de la Cour des Comptes, en leur qualité de comptables au sens de ladite loi;
- 12° la trésorerie disponible en fin d'exercice peut être utilisée dès le commencement de l'année suivante;
- 13° il doit être tenu un inventaire physique des biens immeubles et meubles constitutifs du patrimoine;
- 14° arrêté au 31 décembre de chaque année, le compte annuel comporte au moins le compte d'exécution du budget et une situation des actifs et des passifs ou un bilan, dressé après une mise en concordance avec l'inventaire physique.

Art. 69. Le budget annuel des recettes et des dépenses de chaque service administratif à comptabilité autonome est inséré dans une annexe au budget des dépenses de la Région wallonne. Parmi les dispositions de ce budget, il est fait mention, pour approbation par le Parlement, du total des recettes et du total des dépenses des services administratifs concernés.

A défaut d'approbation, au 1^{er} janvier de l'année budgétaire, du budget visé à l'alinéa 1^{er}, les services peuvent utiliser les crédits prévus dans leur projet de budget, sauf s'ils sont destinés à des dépenses d'un principe nouveau, non antérieurement autorisées.

Le budget annuel des services peut être ajusté, le cas échéant, durant l'année budgétaire, en même temps que le budget de la Région wallonne.

Art. 70. Chaque service administratif à comptabilité autonome met en place un contrôle interne dont les objectifs sont notamment ceux visés à l'article 46 et dont l'évaluation peut être auditée conformément aux dispositions de l'article 47.

Art. 71. Conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, le Gouvernement est habilité à rendre applicable le contrôle administratif et budgétaire visé aux articles 48 et 49 aux services administratifs à comptabilité autonome.

Art. 72. Conformément à l'article 10, §§ 1^{er} et 3 de la loi de dispositions générales, la Cour des Comptes exerce son contrôle sur les services administratifs à comptabilité autonome.

Art. 73. Etabli au plus tard pour le 15 mars de l'année qui suit l'année budgétaire, le compte annuel de chaque service administratif à comptabilité autonome est transmis au ministre fonctionnellement compétent et au Ministre du Budget qui est chargé de le soumettre à la Cour des Comptes, au plus tard le 15 avril suivant. La Cour fait parvenir les comptes annuels accompagnés de ses observations au Parlement au plus tard à la fin du mois de juin suivant et en informe conjointement le Ministre du Budget.

Les comptes annuels des services administratifs à comptabilité autonome sont joints, dans une forme agrégée, au compte général et approuvés par une mention figurant dans le décret portant approbation du compte général visé à l'article 44, § 2.

Titre XI. — Dispositions en matière de prescription

Art. 74. Conformément aux dispositions de l'article 15 de la loi de dispositions générales et sans préjudice des dispositions visées à l'article 75, les règles de prescription du droit commun sont applicables aux entités.

Art. 75. Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi de dispositions générales :

1° sont définitivement acquises à ceux qui les ont reçues, les sommes payées indûment par les entités en matière de traitements, d'avances sur ceux-ci ainsi que d'indemnités, d'allocations ou de prestations qui sont accessoires ou similaires aux traitements, lorsque le remboursement n'en a pas été réclamé dans un délai maximum de cinq ans à partir du 1^{er} janvier de l'année du paiement.

2° pour être valable, la réclamation doit être notifiée au débiteur par lettre recommandée à la poste et contenir :

- a) le montant total de la somme réclamée avec, par année, le relevé des paiements indus;
- b) la mention des dispositions en violation desquelles les paiements ont été faits.

A dater du dépôt de la lettre recommandée à la poste, la répétition de l'indû peut être poursuivie pendant le délai prévu par le droit commun pour la prescription des actions personnelles;

3° le délai fixé au 1° est porté à dix ans lorsque les sommes indues ont été obtenues par des manœuvres frauduleuses ou par des déclarations fausses ou sciemment incomplètes.

Titre XII. — Dispositions diverses, transitoires et finales

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions diverses

Art. 76. § 1^{er}. Le Gouvernement est habilité à confier au service qu'il désignera les missions :

1° de saisir la Commission de la comptabilité publique pour avis, d'examiner les avis de ladite Commission et d'en assurer la mise en œuvre;

2° de suivre l'évolution de la législation européenne ayant trait à la comptabilité, et plus particulièrement au système européen des comptes nationaux et régionaux dans la Communauté;

3° de proposer les adaptations aux décrets et textes réglementaires découlant des modifications des cadres légaux belge et international;

4° de contribuer à l'harmonisation du cadre légal budgétaire et comptable des organismes classés dans le secteur des administrations publiques relevant de la Région wallonne;

5° d'accompagner les travaux de regroupement économique des recettes et des dépenses de la Région wallonne;

6° de procéder à l'étude permanente des processus budgétaires et comptables en vue de participer à la simplification et à l'amélioration du service pour les usagers;

7° d'analyser l'incidence de toute modification à caractère budgétaire et comptable sur les applications logicielles de support.

§ 2. Outre les missions visées au § 1^{er}, le Gouvernement peut charger ledit service d'études en matière de budget et de comptabilité.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 77. Restent soumis aux dispositions des lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat :

1° l'exécution du budget voté antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret et les ajustements de ce budget;

2° l'établissement des comptes généraux et des comptes de comptables relatifs aux années budgétaires antérieures à la date d'entrée en vigueur du présent décret, y compris ceux découlant du cas visé au 1°;

3° la prescription, telle que réglée à l'article 100, alinéa 1^{er}, des créances nées à la charge de l'entité avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 78. Sans préjudice des dispositions visées à l'article 5, alinéa 1^{er} de la loi de dispositions générales, le bilan d'ouverture établi au 1^{er} janvier prend notamment en considération les valeurs, arrêtées au 31 décembre de l'année précédente, des éléments suivants :

1° le solde des engagements juridiques valides;

2° les droits constatés à recouvrer figurant dans les comptes de gestion des receveurs;

3° les avoirs sur les comptes financiers validés par les extraits délivrés par les organismes financiers;

4° les espèces et les valeurs en portefeuille fixées par les comptes des comptables en deniers;

5° la situation de la dette consolidée et des autres dettes.

Art. 79. Les dépenses engagées à la charge des crédits non dissociés restant à ordonnancer au 31 décembre de l'année de l'entrée en vigueur du présent décret seront, d'office, liquidées à la charge des crédits de liquidation de l'année suivante et au plus tard le 31 décembre de celle-ci.

Art. 80. Sans préjudice de la mise en application par le Gouvernement des dispositions du chapitre I^{er} de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, les entreprises régionales demeurent soumises aux dispositions du Titre III des lois coordonnées le 17 juillet 1991 sur la comptabilité de l'Etat qui sont relatives au budget et à son exécution, au contrôle ainsi qu'aux règles de gestion et de trésorerie.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 81. Les articles 4 à 11 du décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes, et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, tel que modifié, sont abrogés.

Art. 82. Le présent décret entre en vigueur à la même date que celle fixée pour l'entrée en vigueur de la loi de dispositions générales dans son article 17 et en ce qui concerne la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 15 décembre 2011.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité,
de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

B. LUTGEN

—————
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement wallon, 488 (2011-2012) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 14 décembre 2011.

Rapport oral

Discussion.

Compte rendu intégral, séance plénière du 15 décembre 2011.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 3453

[C - 2011/27237]

**15. DEZEMBER 2011 — Dekret zur Organisation des Haushaltsplans
und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Titel I — Emächtigung, greifbestimmungen und anwendungsbereich

Artikel 1 - Das vorliegende Dekret legt die Bestimmungen bezüglich des Haushaltsplanes und der Buchführung der in Artikel 3 erwähnten Dienststellen fest.

Art. 2 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1° Gesetz über die allgemeine Bestimmungen: das Gesetz vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der für die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie für die Organisation der Kontrolle durch den Rechnungshof geltenden allgemeinen Bestimmungen;

2° Parlament: Das Wallonische Parlament;

3° Regierung: Die Wallonische Regierung;

4° Minister für Haushalt: Der Minister der wallonischen Regierung, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

5° Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung: Dienststelle, deren Verwaltung und Buchführung von denjenigen der allgemeinen Verwaltungsdienststellen aufgrund eines Gesetzes oder eines Dekrets getrennt sind, ohne dass ihr die Rechtspersönlichkeit erteilt wird, und die über ein autonomes Kassenwesen und eine autonome Buchführung verfügt;

6° Anweisungsbefugter: Durch Erlass der Regierung bezeichnete zuständige Behörde, die dazu befugt ist:

a) die Anrechte zu Lasten von Dritten festzustellen, und ihre Beitreibung anzuordnen;

b) innerhalb der Begrenzungen der genehmigten und verfügbaren Mittel, jegliche auf den Haushaltsplan anrechenbare Ausgabe als Verpflichtung einzugehen und als zahlbar festzustellen, sowie deren Auszahlungsanordnung auszustellen;

7° Einnehmer: Jede Person, die zur Beitreibung der zu Lasten von Dritten festgestellten Anrechte ermächtigt ist;

8° Kassenführer: Jede Person, die befugt ist, um

a) die Einnahmen einzuziehen;

b) die auf den Haushaltsplan angerechneten Ausgaben zu zahlen;

c) Finanzgeschäfte, die nicht mit dem Haushalt verbunden sind, abzuwickeln;

9° wirtschaftliche Aufteilung: Aufteilung der Haushaltseinnahmen und Bausgaben unter Berücksichtigung von makrowirtschaftlichen Kriterien, mittels deren dem Institut der nationalen Rechnungen die für seine in Artikel 108 des Gesetzes vom 21. Dezember 1994 zur Festlegung sozialer und sonstiger Bestimmungen festgelegten Aufgaben notwendigen Daten geliefert werden können. Diese Aufteilung ist mit dem Europäischen System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene (ESVG), das auf eine quantitative, kohärente, zuverlässige und vergleichbare Beschreibung der Volkswirtschaften der Mitgliedstaaten der Europäischen Union abzielt, vereinbar. Sie setzt sich zusammen aus Nummerncoden von höchstens vier Ziffern und von erläuternden Bezeichnungen;

10° Festgestelltes Anrecht: Anrecht, das alle folgenden Bedingungen erfüllt:

a) Sein Betrag wird genau bestimmt;

b) die Identität des Schuldners oder des Gläubigers ist bestimmbar;

c) die Zahlungspflicht besteht;

d) ein Belegstück ist im Besitz der Einheit im Sinne von Artikel 3;

11° Haushaltsmittelbindung: Vormerkung durch den Anweisungsbefugten der zur Ausführung einer rechtlichen Verpflichtung notwendigen Mittel. Die Mittelbindung setzt voraus, dass die Ordnungsmäßigkeit der Haushaltsanrechnung, die Verfügbarkeit von Mitteln, die Übereinstimmung der Ausgabe mit den Gesetzen, Dekreten, Ausführungserlassen, Urteilen und Verträgen sowie die Beachtung des unter 14° definierten Grundsatzes der guten Haushaltsführung überprüft werden;

12° rechtliche Verpflichtung: Registrierung durch den Anweisungsbefugten einer irreversiblen Verpflichtung zu Lasten des Haushalts;

13° Feststellung: Handlung, durch die der Anweisungsbefugte das Bestehen von festgestellten Anrechten zugunsten von Dritten überprüft;

14° Grundsatz der guten Haushaltsführung: Grundsatz, der das Folgende vereinigt:

a) der Grundsatz der Sparsamkeit, nach dem die durch den Anweisungsbefugten bereitgestellten Mittel zwecks der Ausführung der Aktivitäten rechtzeitig, in den geeigneten Quantitäten und Qualitäten und zum besten Preis verfügbar gemacht werden;

b) der Grundsatz der Wirtschaftlichkeit, der auf den besten Verhältnis zwischen den eingesetzten Mitteln und den erzielten Ergebnissen abzielt;

c) der Grundsatz der Wirksamkeit, der auf das Erreichen der spezifischen festgesetzten Ziele und die Erzielung der erwarteten Ergebnisse abzielt.

Art. 3 - Die Titel II bis IX, XI und XII finden Anwendung auf die allgemeinen Verwaltungsdienststellen und die Ministerkabinette, die zusammen eine einzige Einheit bilden.

Die Titel X bis XII, mit Ausnahme der Artikel 78 bis 81 finden Anwendung auf die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung, die jeweils individuell eine spezifische Einheit bilden.

TITEL II — BESTIMMUNGEN BEZÜGLICH DES HAUSHALTS

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Art. 4 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 3 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen ist der Haushaltsplan die Handlung, die für jedes Haushaltsjahr in Dekreten alle Einnahmen und Ausgaben der Einheit ohne Ausgleich zwischen einander vorsieht. Das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und endet am folgenden 31. Dezember.

Die Gesamtheit der Einnahmen deckt die Gesamtheit der Ausgaben. In Abweichung von diesem Grundsatz kann ein Dekret einen Haushaltsfonds einrichten, und ihm Einnahmen zuschreiben, die es bezeichnet, um Ausgaben zu decken, deren Zweck es bestimmt.

KAPITEL II — Bestimmungen über die Struktur, die Spezialisierung und den Inhalt des Haushalts

Abschnitt 1 — Einnahmen

Art. 5 - § 1. Im Haushaltsplan werden als Einnahmen gebucht:

1° Die Schätzung der Anrechte, die zugunsten der Einheit im Laufe des Haushaltsjahrs gemäß den Bestimmungen von Artikel 4, Absatz 1, 1° des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen festgestellt werden, einschließlich der Anrechte, die mit den in Artikel 4, Absatz 2 erwähnten zweckgebundenen Einnahmen verbunden sind.

2° Ggf. die Schätzung der Einnahmen, die in bar zu beziehen sind.

§ 2. Der Einnahmenhaushaltsplan erlaubt die Eintragung in die Heberolle und die Erhebung der Steuern und Abgaben aufgrund von und gemäß den geltenden Gesetzen, Dekreten, Erlassen und Tarifen.

Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 2 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen sind die anderen Einnahmen, die nicht die erwähnten Steuern und Abgaben sind, die Forderungen, die aufgrund von und gemäß den Gesetzen, Dekreten, Erlassen, Vereinbarungen, Entscheiden und Urteilen festgelegt werden.

§ 3. Die veranschlagten Beträge der Einnahmen sind nicht einschränkend.

Art. 6 - Neben der in Artikel 5, § 2 erwähnten Erlaubnis enthält der Einnahmenhaushaltsplan mindestens:

1° die Gesamtschätzung der Beträge der in Artikel 5, § 1 erwähnten Anrechte und Einnahmen;

2° die der Regierung erteilten Ermächtigungen, um die Einrichtungen zur Verwaltung der Kasse und der konsolidierten Schuld sowie die Einrichtungen zur Deckung des Finanzierungsbedarfs, die sich aus der Ausführung des Haushaltsplans ergeben, vorzunehmen. Die Regierung führt diese Finanzverwaltung unter Einhaltung der Grundsätze der Vorsicht und der Wirtschaftlichkeit. Sie sorgt für die Übereinstimmung des Finanzierungsbedarfs oder der Finanzierungsfähigkeit mit den nationalen und europäischen Zielen;

3° die Bedingungen, unter denen auf die Beitreibung der nichtsteuerlichen Einnahmen verzichtet werden kann;

4° als Anlage, eine Tabelle mit der Aufteilung der unter 1° erwähnten Beträge in Unterteilungen und Basisartikel nach den folgenden Regeln:

a) eine getrennte Unterteilung umfasst die veranschlagten allgemeinen Einnahmen, während die spezifischen Einnahmen, einschließlich der den Haushaltsfonds zugeschriebenen zweckgebundenen Einnahmen, in den Unterteilungen vorgesehen werden, die den in Artikel 8, § 1 erwähnten Organisationsbereichen des Ausgabenhaushaltsplanes entsprechen;

b) die veranschlagten Einnahmen in den Unterteilungen werden nach Basisartikeln aufgeteilt. Jeder Basisartikel wird nach der wirtschaftlichen Aufteilung kodifiziert, und identifiziert durch eine Bezeichnung die Natur oder den Gegenstand der Einnahme. Wenn es sich um die Rückzahlung von Ausgaben handelt, muss der Code des Basisartikels mit demjenigen des vorherigen Ausgabenvorgangs identisch sein.

Abschnitt 2 — Ausgaben

Art. 7 - Im Haushaltsplan werden als Ausgaben gebucht:

1° gemäß den Bestimmungen von Artikel 4, 2° des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen:

a) die Verpflichtungskredite, d.h. die Kredite, in deren Höhe Beträge aufgrund von im Laufe des Haushaltsjahres entstandenen oder eingegangenen Verpflichtungen festgelegt werden können, und für wiederkehrende Verpflichtungen, deren Auswirkungen sich auf mehrere Jahre erstrecken, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres fällig werden;

b) die Ausgabenfeststellungskredite, d.h. die Kredite, in deren Höhe Beträge im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von festgestellten Anrechten zwecks der Bereinigung von vorher eingegangenen Verpflichtungen als zahlbar festgestellt werden können. Die Ausgabenfeststellungskredite können für die in dem Haushaltsplan bezeichneten Ausgaben nicht einschränkend sein.

2° die voraussichtlichen Ausgaben zu Lasten der in Artikel 4, Absatz 2 erwähnten Haushaltsfonds, die im Rahmen der verfügbaren Mittel festgelegt werden, die für jeden Fonds aus den ggf. um die tatsächliche oder veranschlagte Übertragung der im Laufe der Vorjahre nicht verwendeten Einnahmen erhöhten zweckgebundenen Einnahmen bestehen.

Die voraussichtlichen Ausgaben zu Lasten der Haushaltsfonds sind:

a) für die Haushaltsmittelbindung, die Beträge, die aufgrund von im Laufe des Haushaltsjahres entstandenen oder eingegangenen Verpflichtungen festgelegt werden können, und, für die wiederkehrenden Verpflichtungen, deren Wirkungen sich auf mehrere Jahre erstrecken, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres fällig werden;

b) für die Feststellung der Ausgaben, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von festgestellten Anrechten zwecks der Bereinigung von vorher eingegangenen Verpflichtungen festgestellt werden können.

Jedoch werden diese Ausgaben im Laufe der Ausführung des Haushalts durch den Betrag der tatsächlich eingezogenen zweckgebundenen Einnahmen, die ggf. um den tatsächlichen übertragenen Saldo des vorigen Haushaltsjahres erhöht werden, beschränkt.

3° ggf. eine Rückstellung von Verpflichtungskrediten, die spezifisch den Ausgaben für das Verwaltungspersonal vorbehalten werden, die zum Zeitpunkt der Abstimmung des Haushaltsplanes nicht genau bestimmt werden konnten. Die Verwendung durch die Regierung einer solchen Rückstellung muss gebührend begründet werden.

Art. 8 - § 1. Der Ausgabenhaushaltsplan wird in Organisationsbereiche, Programme und Basisartikel aufgliedert.

Ein Organisationsbereich umfasst die Programme, die zur Ausführung einer bestimmten öffentlichen Politik beitragen.

Jeder Organisationsbereich umfasst ein funktionelles Programm und ein oder mehrere operationelle Programme. Für die in diese zwei Programmtypen einzutragenden Kredite gelten die folgenden Regeln:

1° die Kredite des funktionellen Programms sind zur Deckung der allgemeinen Funktionsausgaben innerhalb des Organisationsbereichs bestimmt;

2° die Kredite eines operationellen Programms sind zur Finanzierung einer Aktivität oder einer kohärenten Gruppe von spezifischen Aktivitäten bestimmt, die es erlauben, ein oder mehrere Ziele der öffentlichen Politik, welcher der Organisationsbereich gewidmet ist, zu erreichen. Ein operationelles Programm kann die voraussichtlichen Ausgaben zu Lasten von einem oder mehreren Haushaltsfonds umfassen, vorausgesetzt, dass sie von den Krediten unterschieden werden, darf aber auf keinen Fall mit nicht einschränkenden Ausgabenfeststellungskrediten finanziert werden.

Die Kredite der Programme und die voraussichtlichen Ausgaben zu Lasten der Haushaltsfonds werden in Basisartikel aufgeteilt. Jeder Basisartikel wird nach der wirtschaftlichen Aufteilung kodifiziert und identifiziert durch eine Bezeichnung die Natur, den Gegenstand oder den Ausführungsmodus der Ausgabe.

§ 2. Die Verpflichtungskredite werden pro Programm genehmigt und begrenzt.

§ 3. Einerseits werden die Ausgabenfeststellungskredite jedes der funktionellen Programme pro Programm genehmigt und begrenzt, außer wenn sie nicht einschränkend sind. In diesem Fall wird ihre Höhe innerhalb der Begrenzungen des Gesamtbetrags der funktionellen Programme aller Organisationsbereiche beschränkt. Andererseits werden die Ausgabenfeststellungskredite der operationellen Programme pro Programm genehmigt, aber ihre Höhe wird innerhalb der Begrenzungen des Gesamtbetrags der operationellen Programme des Organisationsbereichs beschränkt.

§ 4. Der Ausgabenhaushaltsplan umfasst mindestens:

- 1° die Bestimmungen zur Festlegung der allgemeinen Bedingungen über die Ausgaben;
- 2° die Bestimmungen, die gemäß Artikel 7, 1°, b) die Ausgaben festlegen, für welche die Kredite nicht einschränkend werden können;
- 3° die Bestimmungen, die gemäß Artikel 3, letzter Absatz des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen die Natur der in Ermangelung eines Grundlagendekrets genehmigten Ausgaben festlegen;
- 4° die Bestimmungen, die der Regierung Verwaltungsermächtigungen erteilen;
- 5° die in Organisationsbereiche und Programme aufgegliederte zusammenfassende Tabelle der Verpflichtungskredite und der Ausgabenfeststellungskredite, wobei die in 2° erwähnten nicht einschränkenden Haushaltsmittel unterschieden werden, sowie ggf. der voraussichtlich zu Lasten der Haushaltsfonds zu leistenden Ausgaben;
- 6° als Anlage, die Tabelle, in der die unter 5° erwähnten Kredite und Ausgaben pro Basisartikel ausführlich aufgeführt werden.

Abschnitt 3 — Informations- und Rechtfertigungsdokumente des Haushaltsplanes

Art. 9 - § 1. Dem Haushaltsplan werden die folgenden Informations- und Rechtfertigungsdokumente beigelegt:

- 1° die allgemeine Darstellung, die insbesondere die Richtlinien des Haushaltsplanes, eine Zusammenfassung der Einnahmen und Ausgaben, den sozialwirtschaftlichen Zusammenhang, einen Finanzbericht, eine Auflistung der steuerlichen Ausgaben sowie eine mehrjährige und vorausschauende Berechnung über fünf Jahre der Einnahmen und Ausgaben mit unveränderter Politik darstellt, die ggf. berichtigt wird, um ein haushaltsmäßiges Ziel zu erreichen;
- 2° eine Einzeldarstellung zur Rechtfertigung und Erläuterung der Einnahmen und Ausgaben hinsichtlich der Zielsetzungen der bestimmten öffentlichen Politik. Sie enthält insbesondere:
 - a) für die Einnahmen: je Unterteilung, die gesetzliche Grundlage und die Rechtfertigung jedes der im Haushaltsplan eingetragenen Basisartikel;
 - b) für die Ausgaben, je Organisationsbereich, die Art und Weise, wie die Aktivität oder die Gruppe von spezifischen Aktivitäten jedes der Programme zur Erfüllung der Ziele des Organisationsbereichs beiträgt, und, je Basisartikel, die gesetzliche Grundlage und die im Haushaltsplan vorgesehenen Mittel.

§ 2. Was die Ausgaben betrifft, enthält die Einzeldarstellung außerdem

- 1° wenn es sich um Ausgaben handelt, deren Ausführung über mehrere Haushaltsjahre geplant ist, den beabsichtigten Ausgabenfeststellungsplan unter Angabe der Zahlen;
- 2° wenn es sich um voraussichtlich zu leistende Ausgaben zu Lasten eines Haushaltsfonds handelt, die folgenden Beträge, die je nach Haushaltsmittelbindung und Ausgabenfeststellung unterschieden werden:
 - a) der tatsächliche oder veranschlagte übertragene Saldo vom Vorjahr;
 - b) die Veranschlagung der während des Haushaltsjahres eingezogenen zweckgebundenen Einnahmen;
 - c) die Veranschlagung der verfügbaren Mittel, die durch die Summierung der zwei vorerwähnten Beträge erhalten wird;
 - d) die Veranschlagung pro nach der wirtschaftlichen Aufteilung kodifizierten Basisartikel der Mittel, die während des Haushaltsjahres verwendet werden;
 - e) der endgültige Saldo, der sich aus den Veranschlagungen der Vorgänge des Haushaltsjahres ergibt;
- 3° wenn es sich um Ausgaben zur Finanzierung einer ersten Tranche von mehrjährigen Verpflichtungen, die in Ausführung eines von der Regierung abgeschlossenen Vertrags eingegangen worden sind, handelt, eine Zusammenfassung des Finanzplanes und der eventuellen Parameter für seine jährliche Anpassung.

KAPITEL III — Bestimmungen über die Erstellung des Haushaltsplanes und der Anpassungen, den haushaltsmäßigen Zeitplan und die Genehmigung durch das Parlament.

Art. 10 - § 1. Angesichts des unmittelbar anwendbaren mittelfristigen Haushaltsrahmens stellt die Regierung die Dekretentwürfe, nämlich einen Dekretentwurf zur Festlegung der Haushaltseinnahmen und einen anderen zur Festlegung der Haushaltsausgaben, und die in Artikel 9 erwähnten Dokumente sowie ggf. die Dekretentwürfe bezüglich der Anpassung des Haushaltsplanes und die in § 4 erwähnten Dokumente auf.

§ 2. Die Regierung bringt spätestens Mitte November des Vorjahres die Dekretentwürfe für den Haushaltsplan des Haushaltsjahres, zusammen mit den in Artikel 9 erwähnten Dokumenten im Parlament ein, und dieses verabschiedet sie spätestens am 31. Dezember desselben Jahres. Der Einnahmenhaushaltsplan muss spätestens am 31. Dezember im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht werden.

§ 3. Während der ersten vier Monate des laufenden Haushaltsjahres kontrolliert die Regierung die Haushaltsdurchführung zwecks einer eventuellen Anpassung des Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplanes.

Während des Haushaltsjahres kann die Regierung Entwürfe zur Anpassung der Einnahmen- und Ausgabenhaushaltspläne einbringen.

Bei der vollständigen Erneuerung des Parlaments nimmt die Regierung eine Haushaltskontrolle vor und bringt ggf. Entwürfe zur Anpassung der Einnahmen- und Ausgabenhaushaltspläne ein, zwecks deren Anpassung an die Ziele ihrer politischen Erklärung.

§ 4. Die Haushaltsanpassung findet wie folgt statt:

- 1° der Einnahmen- und Ausgabenhaushaltsplan wird gemäß den Bestimmungen der Artikel 5, 6, 7 und 8 angepasst, wobei der Vergleich zwischen den ursprünglichen und den angepassten Beträgen in den Tabellen angegeben wird;

2° die in Artikel 9, § 1, 1° erwähnte allgemeine Darstellung kann sich auf die Darstellung einer Zusammenfassung der angepassten Einnahmen und Ausgaben, die Rechtfertigung der Anpassungen und ggf. eine Aktualisierung des Finanzberichts beschränken;

3° die in Artikel 9, § 1, 2° und § 2 erwähnten Einzeldarstellungen werden aktualisiert, wobei der Vergleich zwischen den ursprünglichen und angepassten Beträgen angegeben wird. Für den Überschuss können sie sich auf die Rechtfertigung der Anpassungen beschränken.

§ 5. Die Regierung bringt im Parlament die Entwürfe der Haushaltsanpassungsdekrets zusammen mit den in § 4, 2° und 3° erwähnten Dokumenten ein. Die Kredite, die in diesen Entwürfen Gegenstand einer Annullierung oder einer Kürzung sind, werden dann entsprechend unverfügbar gemacht, um Ausgaben für eine Verpflichtung festzulegen oder als zahlbar festzustellen.

Die Anpassungen müssen spätestens am 31. Dezember des laufenden Haushaltsjahres verabschiedet werden.

Art. 11 - Sowohl für den Haushaltsplan als auch bei einer Anpassung betrifft die Genehmigung des Parlaments nacheinander:

1° den verfügenden Teil, was den Einnahmenhaushaltsplan angeht;

2° den verfügenden Teil und die in Artikel 8, § 4, 5° erwähnte zusammenfassende Tabelle, was den Ausgabenhaushaltsplan angeht.

KAPITEL IV — Bestimmungen im Falle von fehlenden oder unzureichenden Krediten

Art. 12 - § 1. In dem außergewöhnlichen Fall, dass es ersichtlich wird, dass die Verabschiedung des Ausgabenhaushaltsplanes bis zum 31. Dezember, das dem Haushaltsjahr vorangeht, nicht erfolgen wird, obwohl der Entwurf im Parlament gemäß Artikel 10, § 2 eingebracht wurde, gewährleistet die Regierung durch einen mit Gründen versehenen Beschluss, der sofort zur Kenntnis des Parlaments gebracht und ab dem 1. Januar des betroffenen Haushaltsjahres sofort rechtskräftig wird, die Kontinuität der Dienste, indem Verpflichtungskredite und Ausgabenfeststellungskredite eröffnet werden.

Dieser Beschluss deckt einen Zeitraum, den er bestimmt, und der weder einen Monat unterschreiten noch drei Monate überschreiten darf, außer wenn aufgrund gesetzlicher oder vertragsmäßiger Verpflichtungen eine andere Dauer erforderlich ist. Die Kredite müssen gleicher Natur und für den betroffenen Zeitraum proportional zu den genehmigten Beträgen des Vorjahres sein. Jedoch können die Kredite, die für die mit dem Verbraucherpreisindex oder Gesundheitsindex automatisch oder vertragsmäßig gebundenen Ausgaben bestimmt sind, um die streng mit dieser Indexierung verbundenen Erhöhungen gesteigert werden.

Ab dem ersten Tag des Monats, der auf die Genehmigung des Ausgabenhaushaltsplanes durch das Parlament folgt, hören die Wirkungen des laufenden Beschlusses sofort auf und werden die seit dem Beginn des Haushaltsjahres getätigten Ausgaben zu Lasten der Kredite des genehmigten Haushaltsplanes angerechnet.

§ 2. In dem außergewöhnlichen Fall, dass es ersichtlich wird, dass der Entwurf des Ausgabenhaushaltsplanes im Parlament gemäß Artikel 10, § 2 nicht eingebracht wurde, und dass die Verabschiedung des Dekrets deshalb nicht vor dem 31. Dezember, der dem Haushaltsjahr vorangeht, erfolgen wird, müssen die provisorischen Haushaltsmittel, die für das Funktionieren der Dienststellen notwendig sind und die auf den Haushaltsplan dieses Haushaltsjahres anzurechnen sind, durch ein Dekret eröffnet werden.

In dem Dekret zur Bereitstellung von provisorischen Haushaltsmitteln wird der Zeitraum, auf welchen sich diese Mittel beziehen, festgelegt. Der Zeitraum, für welchen Verpflichtungskredite und Ausgabenfeststellungskredite bereitgestellt werden, darf weder einen Monat unterschreiten noch drei Monate überschreiten, außer wenn ihre Bereitstellung für eine andere Dauer durch gesetzliche oder vertragsmäßige Verpflichtungen erforderlich gemacht wird.

Die Kredite müssen gleicher Natur und für den betroffenen Zeitraum proportional zu den genehmigten Beträgen des Vorjahres sein. Jedoch können die Kredite, die für die mit dem Verbraucherpreisindex oder Gesundheitsindex automatisch oder vertragsmäßig gebundenen Ausgaben bestimmt sind, um die streng mit dieser Indexierung verbundenen Erhöhungen gesteigert werden.

Ab dem ersten Tag des Monats, der auf die Genehmigung des Ausgabenhaushaltsplanes durch das Parlament folgt, hören die Wirkungen der Dekrete zur Bereitstellung von provisorischen Haushaltsmitteln sofort auf und werden die seit dem Beginn des Haushaltsjahres getätigten Ausgaben zu Lasten der Kredite des genehmigten Haushaltsplanes angerechnet.

§ 3. Eine fehlende Verabschiedung des Ausgabenhaushaltsplanes vor dem 31. Dezember des Jahres, das dem Haushaltsjahr vorangeht, hat keine Wirkung auf die Ausgaben der Haushaltsfonds. Ihre übertragenen Einnahmen und seit dem Beginn des Haushaltsjahres eingezogenen Einnahmen sind sofort verfügbar, um die Ausgaben zu decken.

Art. 13 - In Dringlichkeitsfällen, die sich aus außergewöhnlichen oder unvorhersehbaren Umständen ergeben, und bei fehlenden oder unzureichenden Haushaltsmitteln genehmigt die Regierung durch einen mit Gründen versehenen Beschluss, der die notwendigen, in Basisartikel aufgeteilten Haushaltsmittel bereitstellt:

1° entweder die Ausgabeverpflichtung;

2° oder ihre Feststellung;

3° oder die Ausgabeverpflichtung und -feststellung.

Zusammen mit diesem Beschluss bringt die Regierung im Parlament einen Dekretentwurf zur Anpassung des Haushaltsplanes gemäß den Bestimmungen von Artikel 10, § 1, 4 und 5 ein. Dieses macht den Beschluss rechtskräftig. Jedoch ist es nicht erforderlich, dass ein spezifischer Dekretentwurf zur Anpassung sofort eingebracht wird, wenn der Beschluss einen Betrag betrifft, der unter einer jährlich in den in Artikel 8, 6 4, 4° erwähnten Bestimmungen festgelegten Schwelle liegt. In diesem Fall wird der Beschluss am von der Regierung festgelegten Datum rechtskräftig.

Alle Beschlüsse müssen durch eine Haushaltsanpassung, deren Entwurf spätestens am 31. Dezember des laufenden Jahres genehmigt werden muss, regularisiert werden.

Art. 14 - Die in den Artikeln 12, § 1, 13 und 23, § 2 erwähnten Beschlüsse werden dem Rechnungshof sofort übermittelt; dieser teilt dem Parlament seine Bemerkungen mit und informiert den Minister für Haushalt.

Die durch diese Beschlüsse und die in Artikel 12, § 2 erwähnten Dekrete über provisorische Haushaltsmittel bereitgestellten Haushaltsmittel, sowie ihre Verwendung werden in der Haushaltsbuchführung getrennt gebucht.

Titel III — Bestimmungen über die Ausführung des Haushaltsplans und die Haushaltsbuchführung**KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**

Art. 15 - Durch die Haushaltsbuchführung soll eine ständige Überwachung der Einhaltung der vom Parlament gewährten Zulassungen und der Ausführung des Haushaltsplans gewährleistet sein. Sie ist in der in Titel V erwähnten allgemeinen Buchführung mit einbezogen.

Art. 16 - § 1. Auf den Haushaltsplan eines bestimmten Haushaltsjahres werden nur angerechnet:

1° bei den Einnahmen, die festgestellten Anrechte im Laufe dieses Haushaltsjahres, einschließlich derjenigen, die sich auf zweckgebundene Einnahmen beziehen, sowie der in bar eingenommenen Einnahmen;

2° bei den Ausgaben, zu Lasten der Verpflichtungskredite,

a) die Beträge, die aufgrund von Verpflichtungen gebunden werden, die im Laufe des Haushaltsjahres entstanden oder eingegangen wurden;

b) falls es sich um wiederkehrende Verpflichtungen handelt, deren Auswirkungen sich auf mehrere Jahre erstrecken, die während des Haushaltsjahres fälligen Beträge;

3° bei den Ausgaben, zu Lasten der Ausgabenfeststellungskredite, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von festgestellten Anrechten festgestellt werden, die sich aus den vorher eingegangenen Verpflichtungen ergeben;

4° zu Lasten der Haushaltsfonds,

a) auf die für die Verpflichtung verfügbaren Haushaltsmittel, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres gebunden werden;

b) auf die für die Ausgabenfeststellung verfügbaren Haushaltsmittel, die Beträge, die im Laufe des Haushaltsjahres aufgrund von festgestellten Anrechten festgestellt werden, die sich aus den vorher eingegangenen Verpflichtungen ergeben.

§ 2. Die am 31. Dezember des Haushaltsjahres festgestellten Anrechte, die nicht auf den Haushalt dieses Jahres vor dem 1. Februar des darauffolgenden Jahres angerechnet werden, gehören von Amts wegen zu diesem neuen Haushaltjahr.

Art. 17 - Die Regierung übermittelt dem Parlament regelmäßig einen Bericht über die Ausführung des Haushaltsplans, der

1° nach Unterteilungen betreffend die Einnahmen;

2° nach Organisationsbereichen, Programmen und Basisartikeln betreffend die Ausgaben aufgliedert ist.

Art. 18 - In jedem Dekret, das nicht im Haushaltsplan vorgesehene Ausgaben nach sich ziehen kann, werden die Verpflichtungskredite und Ausgabenfeststellungskredite, die zu seiner Ausführung notwendig sind, während des laufenden und falls erforderlich während des darauffolgenden Jahres eröffnet. In Ermangelung dessen wird sein Inkrafttreten auf den Haushaltsplan verschoben, in dem die Ausführung vorgenommen wird.

KAPITEL II — Bestimmungen über die Haushaltseinnahmen

Art. 19 - § 1. Unbeschadet der Bestimmungen in Sachen Abgaben und Steuern, stellen die Anweisungsbefugten, jeder in seiner Zuständigkeit, die Anrechte zu Lasten der Drittpersonen fest. Sie stellen den Letzteren mindestens den Gegenstand der Forderung, den zu zahlenden Betrag, die Zahlungsmodalitäten und das Fälligkeitsdatum zu.

§ 2. Die festgestellten Anrechte werden in der Buchführung angerechnet und gleichzeitig dem Einnehmer übermittelt. Was die nichtsteuerlichen Einnahmen betrifft, kann die Einheit einen zentralisierenden Einnehmer bezeichnen.

Art. 20 - Die Funktionen des Einnehmers und des Kassenführers sind untereinander, jedoch nicht mit denen des Anweisungsbefugten vereinbar.

Der Einnehmer legt gemäß den Bestimmungen des Artikels 39 in seiner Eigenschaft als Rechnungsführer im Sinne des Gesetzes über allgemeine Bestimmungen Rechenschaft über seine Verwaltung ab.

KAPITEL III — Bestimmungen über die Haushaltsausgaben

Art. 21 - § 1. Im Rahmen der Beträge, die in jedem der Basisartikel festgelegt werden, können die Anweisungsbefugten die Ausgabenhaushaltsmittel gemäß dem Grundsatz der guten Haushaltsführung verwenden.

Jede Ausgabe ist nacheinander Gegenstand einer Verpflichtung, Ausgabenfeststellung, Zahlungsanordnung durch Vermittlung des Anweisungsbefugten und einer Auszahlung durch Vermittlung des Kassenführers.

§ 2. In Ermangelung von Zahlungsfristen aufgrund der Gesetzgebung bezüglich der öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, jeglicher anderen gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmung, in der Sonderfristen oder Fristen für ein Fälligkeitsdatum, das vorher mit dem Drittgläubigen vertraglich festgelegt worden ist, festgelegt sind, darf die Frist zwischen der Feststellung der Ausgabe und der Zahlung des fälligen Betrags zwanzig Tage nicht überschreiten.

§ 3. Wenn der Betrag des festgestellten Anrechts wegen einer Drittpfändung, Zahlungssperre, Veräußerung oder Abtretung zu Lasten der Forderungen der Wallonischen Region oder wegen jedes anderen juristischen oder administrativen Hindernisses, das ordnungsgemäß zugestellt oder gegenüber Dritten wirksam gemacht wurde, nicht zu Händen des Gläubigers ausgezahlt werden kann, wird der Betrag auf einem Verwahrkonto verbucht, bis dass der durch Erlass von der Regierung bezeichnete Verwalter der Streitsachen die Zahlung zugunsten der gesetzlich bestimmten Empfangsberechtigten anordnet. In diesem Fall sind die in § 2 erwähnten Bestimmungen nicht anwendbar.

§ 4. Falls ein Anweisungsbefugter seine Funktion niederlegt, übermittelt er die Buchführungs- und Haushaltsdaten der Sachbereiche, die in seine Zuständigkeit fallen, vollständig und fristlos seinem Nachfolger. Die Modalitäten für dieses Verfahren werden von der Regierung gemäß den Bestimmungen des Artikels 41, Absatz 2 verabschiedet.

Art. 22 - § 1. Die Verträge und Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, so wie sie durch die geltende Gesetzgebung bestimmt werden, sowie die Erlasse zur Gewährung von Zuschüssen und gegebenenfalls zur Verleihung von Preisen können von den Anweisungsbefugten nur den Drittpersonen zugestellt werden, nachdem deren Betrag auf die vorgesehenen Verpflichtungskredite angerechnet worden sind.

Die Ausgabeverpflichtung im Haushaltsplan muss durch eine entsprechende rechtliche Verpflichtung bestätigt werden.

§ 2. Wenn sich der Betrag der rechtlichen Verpflichtung von demjenigen der Haushaltsmittelbindung im Haushaltsplan unterscheidet, muss Letztere je nach Fall unverzüglich vom Anweisungsbefugten ergänzt oder von Amts wegen entsprechend storniert werden.

§ 3. Die anderen Ausgaben, die nicht in Paragraph 1 erwähnt werden, dürfen nur unter Beweis eines vom Anweisungsbefugten ausgestellten Belegstücks, in dem das Vorhandensein und das genaue Ausmaß der Verpflichtung festgestellt wird, auf die Verpflichtungskredite angerechnet werden.

Art. 23 - § 1. Jeder Feststellung einer nicht vorher gebundenen Ausgabe, die gegen Artikel 21, § 1, Absatz 2 verstößt, jedoch die Bedingungen für die Feststellung des Anrechts zugunsten einer Drittperson erfüllt, muss eine Ausgleichsverpflichtung zu Lasten der Haushaltsmittel des laufenden Haushaltsjahres vorhergehen. Die Regierung verabschiedet deren Modalitäten.

§ 2. Falls sich nach Erschöpfung aller Möglichkeiten einer neuen Aufteilung der Haushaltsmittel, so wie sie in Artikel 26 vorgesehen sind, erweist, dass:

1° entweder kein spezialisierter Verpflichtungskredit vorhanden ist oder dieser für den in § 1 erwähnten Ausgleich nicht ausreicht;

2° oder eine ordnungsgemäß gebundene Ausgabe wegen mangelnder Ausgabenfeststellungskredite nicht festgestellt werden kann, obwohl die Anrechte der Drittperson zweifellos festgestellt worden sind, und unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 16, § 2,

stellt die Regierung die erforderlichen Mittel bereit, indem sie einen Haushaltsbeschluss verabschiedet, wobei sie sich nach dem in den Artikeln 13 und 14 vorgesehenen Verfahren und den dort vorgesehenen Modalitäten richtet.

Wenn der Beschluss jedoch die in Artikel 13, Absatz 3 festgelegte Schwellenbedingung erfüllt, muss er außerdem vorsehen, den bereitgestellten Betrag durch eine Sperrung zugelassener Haushaltsmittel entsprechend auszugleichen.

Art. 24 - § 1. Mindestens einmal im Haushaltsjahr wird die Lage des Bestands der rechtlichen Verpflichtungen überprüft.

Die Verpflichtungen müssen für nichtig erklärt werden, einerseits, wenn unter Nachweis von Belegen festgestellt wird, dass sie gegenstandslos geworden sind, und andererseits von Amts wegen, wenn sie nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren, die auf das Jahr ihrer Anrechnung folgen, durchgeführt worden sind, außer in den Fällen, in denen die Anweisungsbefugten ihre Aufrechterhaltung über diesen Zeitraum hinaus rechtfertigen.

§ 2. Regelmäßig wird die Lage des Bestands der festzustellenden Ausgaben überprüft, um die Mängel zu entdecken, die Verzögerungen in der Abfolge der Ausgabenfeststellung und der Zahlung verursachen könnten.

Art. 25 - Die Verbindlichkeiten, die erforderlich sind, um das ununterbrochene Funktionieren der Dienste zu gewährleisten, können ab dem 1. November eingegangen werden, und zwar zu Lasten der Verpflichtungskredite der Programme des darauffolgenden Haushaltsjahres und im Rahmen der zugelassenen Haushaltsmittel für die entsprechenden Ausgaben des laufenden Jahres.

Diese Verpflichtungen werden in den Verpflichtungen außerhalb der Bilanz der allgemeinen Buchführung des laufenden Jahres bis zur Eröffnung des darauffolgenden Haushaltsjahres angerechnet, zu dessen Beginn sie unverzüglich in der Haushaltsbuchführung angerechnet werden.

KAPITEL IV — Bestimmungen über die neue Aufteilung der Haushaltsmittel im Laufe des Haushaltsjahres

Art. 26 - §1. Unbeschadet des Artikels 27 können die Anweisungsbefugten während des Haushaltsjahres eine Änderung der Aufteilung unter den Basisartikeln beantragen, indem sie das Verfahren und die Modalitäten, die von der Regierung verabschiedet worden sind, befolgen und folgende Regeln einhalten:

1° was die Verpflichtungskredite betrifft, kann eine neue Aufteilung unter den Basisartikeln eines selben Programms erfolgen;

2° was die einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite betrifft, kann eine neue Aufteilung unter den Basisartikeln des funktionellen Programms und unter den Basisartikeln aller operationellen Programmen eines selben Organisationsbereichs erfolgen;

3° was die nicht einschränkenden Ausgabenfeststellungskredite betrifft, kann eine neue Aufteilung nur unter den Basisartikeln erfolgen, die durch ordnungsgemäß zugelassene Haushaltsmittel dieser Art finanziert werden;

4° die Erhöhungen der Haushaltsmittel müssen sowohl für die Verpflichtungskredite, als auch für die Ausgabenfeststellungskredite bei jeder neuen Aufteilung durch gleichwertige Verringerungen der Haushaltsmittel ausgeglichen werden.

§ 2. In Dringlichkeitsfällen, die sich aus außergewöhnlichen oder unvorhersehbaren Umständen und einem Mangel an Verpflichtungskrediten innerhalb eines funktionellen Programms eines Organisationsbereichs ergeben und die Feststellung der Gehälter des Verwaltungspersonals verhindern, genehmigt die Regierung in Abweichung von den Bestimmungen des Paragraphen 1, 1° durch einen begründeten Beschluss, dass die erforderlichen Verpflichtungskredite aus mehreren anderen funktionellen Programmen auf dieses Programm übertragen werden. Diese Übertragung wird unverzüglich ausgeführt.

Art. 27 - Die Haushaltsfonds sind aus dem Bereich der in Artikel 26 in Betracht gezogenen Änderungen der Aufteilung der Haushaltsmittel der Programme ausgeschlossen.

Unter den Haushaltsfonds darf keine Übertragung von Haushaltsmitteln stattfinden.

KAPITEL — Bestimmungen über die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung

Art. 28 - § 1. Die zugelassenen, in den Basisartikeln eingetragenen Verpflichtungs- und Ausgabenfeststellungskredite, die nach Ablauf des Haushaltsjahres nicht beansprucht werden, verfallen.

§ 2. Auf das nächste Jahr werden übertragen:

1° der Saldo der nicht beanspruchten Mittel der Haushaltsfonds als Verpflichtungs- und Ausgabenfeststellungskredite nach Ablauf des Haushaltsjahres;

2° der Saldo der Haushaltsmittelbindungen, die nach Ablauf des Haushaltsjahres nicht durch die entsprechenden rechtlichen Verpflichtungen bestätigt wurden; der übertragene Saldo wird nach Ablauf des darauffolgenden Jahres von Amts wegen für nichtig erklärt, wenn er nicht rechtlich bestätigt worden ist;

3° der Saldo der rechtlichen Verpflichtungen, die nach Ablauf des Haushaltsjahres nicht durch eine Ausgabenfeststellung bereinigt wurden;

4° der Saldo der Ausgaben, die nach Ablauf des Haushaltsjahres noch festzustellen sind, nach Anwendung der Bestimmungen des Artikels 16, § 2.

Art. 29 - § 1. Die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung wird:

1° was die Einnahmen betrifft, gemäß der in Artikel 6, 4° erwähnten Tabelle dargelegt;

2° was die Ausgabenhaushaltsmittel betrifft, gemäß der in Artikel 8, § 4, 5° erwähnten Tabelle dargelegt.

§ 2. Die gemäß Artikel 16 in der Haushaltsbuchführung erfolgten Anrechnungen werden in die Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung neben die Schätzungen oder Zulassungen, je nach Fall, eingetragen. In den Ausgaben werden die in Artikel 28, § 1 für nichtig zu erklärenden Haushaltsmittel durch den Unterschied zwischen den zugelassenen Mittel und den Anrechnungen bestimmt.

§ 3. In der Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung ist die Bestimmung der in Artikel 28, § 2, 2° bis 4° erwähnten Saldi Gegenstand eines Protokolls.

§ 4. Der Haushaltssaldo ergibt sich aus dem Unterschied zwischen den angerechneten Einnahmen und den festgestellten Ausgaben.

§ 5. In einer Anlage zur Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung müssen angegeben werden:

1° die in Paragraph 2 erwähnten, nach Basisartikel einzeln angegebenen Anrechnungen gemäß Artikel 8, § 4, 6°;

2° eine Aufstellung der Überschreitungen der nicht einschränkenden, gemäß Artikel 8, § 4, 2° zugelassenen Ausgabenfeststellungskredite;

3° was die Haushaltsfonds betrifft, die detaillierten Anrechnungen des Jahres nach demselben Informationsschema, das in Artikel 9, § 2, 2° angeführt ist, und zwar derart, dass der in Artikel 28, § 2, 1° erwähnte Saldo festgelegt wird.

Titel IV — Bestimmungen über die allgemeine Buchführung

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Art. 30 - Gemäß den Bestimmungen des Artikels 6 des Gesetzes über allgemeine Bestimmungen führt die Einheit in einem informatisierten Buchführungssystem eine allgemeine Buchführung gemäß den üblichen Regeln der doppelten Buchführung nach dem gemäß Artikel 5 des Gesetzes über allgemeine Bestimmungen verabschiedeten Kontenplan.

Diese allgemeine Buchführung erstreckt sich auf die gesamten Guthaben, Rechte, Schulden, Obligationen und Verpflichtungen jeder Art der Einheit.

Art. 31 - Das Rechnungsjahr erstreckt sich vom 1. Januar bis zum 31. Dezember. Es stimmt mit dem Haushaltsjahr überein.

Art. 32 - § 1. Jeder Buchungsvorgang wird ohne Verzug wahrheitsgetreu und vollständig in der Reihenfolge des Datums entweder im zentralen Journal oder in spezialisierten Hilfsjournalen eingetragen.

In dem letztgenannten Fall sind die angerechneten Gesamtbewegungen mindestens monatlich Gegenstand einer Sammelbuchung im zentralen Journal.

§ 2. Wenn sich der Vorgang aus einer Beziehung mit einer Drittperson ergibt, müssen die Rechte zu dessen Gunsten oder Lasten vorher festgestellt worden sein.

§ 3. Jede Buchung stützt sich auf einen Beleg, der datiert ist und ein Referenzindiz zu dieser Buchung trägt.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die diese Belege erfüllen müssen.

Alle referenzierten Belege müssen methodisch aufbewahrt werden, wobei ihre Beständigkeit und Zugänglichkeit gewährleistet sind.

§ 4. Das informatisierte Buchführungssystem muss die Regelmäßigkeit und Irreversibilität der Verbuchungen gewährleisten.

Art. 33 - Unter Einhaltung der Bestimmungen des Titels XII legt die Regierung die Fristen und Modalitäten für die Aufbewahrung der Bücher, Belege und Rechnungsunterlagen fest, wobei vorausgesetzt wird, dass diese mindestens solange verfügbar bleiben müssen, als das Dekret zur Genehmigung des in Artikel 44, § 2 erwähnten allgemeinen Kontos nicht vom Parlament verabschiedet worden ist.

Art. 34 - Mindestens einmal im Jahr und am Ende des Rechnungsjahres führt die Einheit die Auflistungs-, Überprüfungs-, Untersuchungs- und Bewertungsverrichtungen durch, die notwendig sind, um am 31. Dezember ein vollständiges Inventar ihrer Mittel und Rechte, Schulden, Obligationen und Verpflichtungen, einschließlich ihrer Rechte und Verpflichtungen außerhalb der Bilanz, und in diesem Fall, unbeschadet der Bestimmungen des Artikels 24, § 1 zu erstellen.

Die Konten werden vor der Erstellung des in Artikel 41 erwähnten allgemeinen Kontos mit den Daten des Inventars in Übereinstimmung gebracht, deren Belege gemäß denselben Regeln, die in Artikel 33 erwähnt werden, aufbewahrt werden.

Art. 35 - Durch die allgemeine Buchführung muss die Aufstellung am 31. Dezember der Bilanz und der Erfolgsrechnung, sowie regelmäßig und am 31. Dezember die Erstellung von Lageberichten über die Finanzmittelströme ermöglicht werden, wobei zwischen diesen unterschieden wird, je nachdem, ob sie Haushaltsverrichtungen, mit der Finanzierung verbundene Verrichtungen und Verwaltungsverrichtungen von Fonds von Dritten betreffen.

Das durch die Differenz zwischen den Aufwendungen und Erträgen des Rechnungsjahres erhaltene Ergebnis wird übertragen.

Art. 36 - Nach Abschluss des Rechnungsjahres und bis zum Zeitpunkt, an dem der Rechnungshof das allgemeine Konto gemäß Artikel 44, § 1 dem Parlament übermittelt, können Korrekturen nach den Kontroll- und Zertifizierungsarbeiten des Rechnungshofes verbucht werden, ohne eine Auszahlung oder Einkassierungen zu verursachen, um eine regelmäßige, wahrheitsgetreue und aufrichtige Darlegung der jährlichen Rechnungsaufstellung zu gewährleisten.

KAPITEL II — *Regeln zur Organisation der Buchführungs- und Finanzdienste*

Art. 37 - Die Regierung legt die Regeln bezüglich der Organisation der Buchführung fest, indem sie die Einhaltung des Grundsatzes der getrennten Funktionen gewährleistet.

Art. 38 - § 1. Die Ein- und Ausgänge der Fonds erfolgen durch Vermittlung von Kassenführern. Sie werden zentralisiert.

§ 2. Die Regierung kann abweichend und unter den von ihr festgelegten Bedingungen eine dezentralisierte und unter die Verantwortung eines Kassenführers gestellte Finanzverwaltung genehmigen. Dem Letzteren können Vorschüsse ausbezahlt werden, um die Funktionsausgaben zu decken; ihm obliegt es dann, die getätigten Ausgaben zu rechtfertigen.

§ 3. Das zentrale Einkassierungs- und Auszahlungssystem der Fonds muss direkt mit der allgemeinen Buchführung verbunden sein und alle Sicherheitsgarantien gegen jegliche Art von Betrug bieten.

Art. 39 - Gemäß den Bestimmungen des Artikels 10, §§ 1 und 3 des Gesetzes über allgemeine Bestimmungen unterliegen die Einnahmer und Kassenführer in ihrer Eigenschaft als Rechnungsführer im Sinne des besagten Gesetzes der Zuständigkeit des Rechnungshofes.

Unbeschadet der Anwendung der in den Artikeln 7 und 8 des Gesetzes vom 29. Oktober 1846 bezüglich der Organisation des Rechnungshofes erwähnten Bestimmungen, stellen sie am 31. Dezember eines jeden Jahres eine Rechnung ihrer jährlichen Verwaltung auf, die durch Vermittlung des Ministers für Haushalt vor dem 1. März des Jahres, das auf dasjenige folgt, für das sie erstellt wird, dem Rechnungshof übermittelt wird.

Wenn ein Einnahmer oder ein Kassenführer seine jährliche Rechnungsaufstellung nicht innerhalb der gesetzlichen Frist, oder in den anderen Fällen, innerhalb der von der Einheit, von der er abhängt, festgelegten Frist vorlegt, oder wenn er verstorben ist, ohne ihn vorgelegt zu haben, erstellt die Einheit sie von Amts wegen.

Art. 40 - Jährlich wird ein Verpflichtungskredit und ein Ausgabenfeststellungskredit im Haushaltsplan vorgesehen, um die eventuellen Verluste, die sich aus den Defiziten ungeachtet ihrer Herkunft und Ursache ergeben, zu decken. Wenn dieser Defizit beitreibar ist, wird das Anrecht gemäß den Bestimmungen des Artikels 19 festgestellt und in der Buchführung angerechnet.

Titel V — Bestimmungen über das allgemeine Konto

Art. 41 - Für den 31. März erstellt die Regierung das allgemeine Konto der Einheit, das sich auf das abgelaufene Haushalts- und Rechnungsjahr bezieht.

Sie kann den Inhalt, die Form, die Modalitäten, die Zweckbestimmung und die Regelmäßigkeit von Zwischenberichten beschließen und bestimmen.

Art. 42 - Gemäß den Bestimmungen des Artikels 9 des Gesetzes über allgemeine Bestimmungen enthält das allgemeine Konto:

1° die jährliche Rechnungsaufstellung, bestehend aus:

a) der Bilanz;

b) auf der Grundlage der Aufwendungen und Erträge erstellten Erfolgsrechnungen;

c) der zusammenfassenden Rechnung der Haushaltsverrichtungen des Jahres, die nach Zweckbestimmung gemäß der wirtschaftlichen Klassifizierung und unter Einhaltung der nationalen und europäischen Normen der volkswirtschaftlichen Gesamtrechnung klassifiziert werden;

d) den Lageberichten über die Finanzmittelströme;

2° die gemäß Artikel 29 erstellte Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung;

3° die in Artikel 43 erwähnte Anlage.

Die dort angeführten Beträge sind diejenigen, die am 31. Dezember des abgelaufenen Rechnungs- und Haushaltsjahres verabschiedet wurden.

Art. 43 - In der Anlage stehen mindestens:

1° die zur Beurteilung der Daten bezüglich der Anlagevermögen, der Forderungen und der Schuld nützlichen Informationen;

2° ein Kommentar, das darauf abzielt, den Haushaltssaldo, so wie er in Artikel 29, § 4 erwähnt wird, sowie das Ergebnis des Rechnungsjahres der Einheit, so wie es in Artikel 35, Absatz 2 erwähnt wird, auszugleichen;

3° ein Verzeichnis der Rechte und Verpflichtungen außerhalb der Bilanz;

4° ein Bericht über die in den Artikeln 57, 63 und 66 erwähnten Übertragungen von unbeweglichen Gütern, sowie über die aufgrund des Titels X durchgeführten entgeltlichen Veräußerungen der unbeweglichen Güter.

Art. 44 - § 1. Spätestens am 15. April übermittelt die Regierung dem Rechnungshof das allgemeine Konto der Einheit gemäß den Artikeln 41 bis 43.

Der Rechnungshof lässt das allgemeine Konto unter Beifügung seiner Bemerkungen und der Zertifizierung, die er gemäß Artikel 52 ausstellt, dem Parlament spätestens am Ende des nachfolgenden Monats Juni zukommen.

Gleichzeitig sendet er der Regierung eine Abschrift seiner Bemerkungen und der Zertifizierung.

§ 2. Spätestens am 31. August legt die Regierung dem Parlament den Dekretentwurf zur Genehmigung des allgemeinen Kontos der Einheit vor. Die Genehmigung dieses Entwurfs muss spätestens am nachfolgenden 31. Oktober erfolgen.

§ 3. Die Bemerkungen und die Zertifizierung des Rechnungshofes, sowie das allgemeine Konto mit Ausnahme der Anlage zu der in Artikel 29, § 5, 1° erwähnten Rechnungsaufstellung der Haushaltsdurchführung werden als Anlage zum Dekret zu dessen Genehmigung veröffentlicht.

Art. 45 - Das Rechnungs- und Haushaltsjahr wird endgültig durch Verabschiedung des Dekrets zur Genehmigung des allgemeinen Kontos dieses Haushaltsjahres abgeschlossen.

Titel VI — Bestimmungen in bezug auf die Überwachung und Kontrolle*KAPITEL I — Die interne Kontrolle und das interne Audit*

Art. 46 - Die Einheit führt ein System der internen Kontrolle ihrer Vorgänge und Aktivitäten ein nach den Modalitäten, die von der Regierung zu bestimmen sind.

Diese interne Kontrolle zielt darauf ab, eine angemessene Risikobeherrschung zu gewährleisten, insbesondere hinsichtlich:

- 1° der Übereinstimmung der Beschlüsse mit den Gesetzen, Dekreten, Erlassen, Rundschreiben, Verordnungen und Verträgen;
- 2° der Einhaltung der Phasen für die Verpflichtung und die Auszahlung der Ausgaben und der ordnungsgemäßen Feststellung der Anrechte gegenüber Dritten;
- 3° der Vorbeugung und der Ermittlung von Betrug und Fehlern;
- 4° der Verwirklichung der auferlegten Zielsetzungen;
- 5° der Verlässlichkeit und der Vollständigkeit der operationellen und finanziellen Angaben;
- 6° der guten Finanzverwaltung;
- 7° der Besitztumswahrung;
- 8° der Aufbewahrung der von den Kassenführern verwahrten Belege und Wertpapiere;
- 9° der Verwaltung der Bevorratung und der Lieferungen, die für die Arbeit und die Tätigkeiten der Einheit notwendig sind.

Art. 47 - Um die reibungslose Arbeitsweise der Dienststellen sicher zu stellen und das System der internen Kontrolle zu beurteilen, gestaltet die Regierung das interne Audit, indem sie ihm die für die Ausübung dieses Amtes erforderliche Unabhängigkeit verleiht und die Modalitäten für dessen Interventionen festlegt. Das interne Audit übt zudem eine beratende Funktion aus.

KAPITEL II — Die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle

Art. 48 - § 1. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 51 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen überwacht die Regierung die Ausführung des Haushalts, indem sie eine administrative, haushalts- und verwaltungstechnische Kontrolle nach von ihr festgelegten Modalitäten durchführt.

§ 2. Bei dieser Kontrolltätigkeit wird die Regierung von Finanzinspektoren unterstützt, die ihr zur Verfügung gestellt werden und unter ihrer Aufsicht arbeiten.

Die Finanzinspektoren übernehmen zudem die Funktion eines Haushalts- und Finanzberaters der Regierung. Nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten führen die Finanzinspektoren zudem spezifische Haushalts- und Finanzuntersuchungen durch.

Art. 49 - Die Finanzinspektoren erteilen vorab ihre Gutachten oder sie formulieren auf eigene Initiative oder auf Anfrage Empfehlungen in völliger Unabhängigkeit und unter Beachtung der Berufsethik des interföderalen Korps der Finanzinspektion.

Sie verfügen über die weitest reichenden Untersuchungsbefugnisse und führen ihr Amt anhand von Unterlagen und vor Ort aus. Sie haben Zugang zu allen Akten, Archiven und Informationen, die ihnen im Rahmen der Ausübung ihres Amtes für zweckdienlich erscheinen.

Sie dürfen weder an der Führung, noch an der Verwaltung der Dienststellen teilnehmen, noch Anweisungen erteilen, um Verrichtungen zu verhindern oder auszusetzen.

KAPITEL III — Die externe Kontrolle und die Bestätigung der Gesamtrechnung

Art. 50 - Gemäß Artikel 10, § 1 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen:

- 1° übt der Rechnungshof die Kontrolle der allgemeinen Buchführung und der Haushaltsbuchführung der Einheit aus;
- 2° wacht er darüber, dass kein Ausgabenposten des Haushaltplans überschritten wird und dass keine Übertragung stattfindet;
- 3° prüft er die Gesetzmäßigkeit und die Regelmäßigkeit der Ausgaben und der Einnahmen. Was die Einnahmen betrifft, so übt der Rechnungshof auch eine allgemeine Kontrolle über die Verrichtungen bezüglich der Festlegung und Betreibung aus;
- 4° kontrolliert er den guten Gebrauch der öffentlichen Mittel und versichert sich der Beachtung der Grundsätze der Sparsamkeit, der Wirksamkeit und der Wirtschaftlichkeit.

Art. 51 - Im Rahmen der Wahrnehmung der in Artikel 50 angeführten Aufgaben:

- 1° ist der Rechnungshof gemäß Artikel 10, § 1 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen befugt, sich alle Dokumente und Auskünfte irgendwelcher Art bezüglich der Geschäftsführung der Einheit vorlegen zu lassen. Der Rechnungshof kann Kontrollen vor Ort vornehmen;
- 2° verfügt er über einen direkten und permanenten Zugang zur Einsichtnahme in das rechnergestützte Rechnungslegungssystem;
- 3° korrespondiert er direkt mit den zuständigen Ministern, die ihm innerhalb einer Frist von höchstens einen Monat zu antworten haben. Auf deren Antrag kann der Hof eine Verlängerung dieser Frist gewähren;
- 4° übermittelt er gegebenenfalls seine Anmerkungen dem Parlament und teilt dies dem Minister des Haushalts und B insofern die Situation dies verlangt B dem funktional zuständigen Minister mit.

Art. 52 - § 1. Im Rahmen der Kontrolle der in Artikel 50, 1° angeführten allgemeinen Buchführung und der Haushaltsbuchführung führt der Rechnungshof die Zertifizierung der Gesamtrechnung durch und bezieht Stellung zu:

- 1° der Beachtung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Ausführungserlasse hinsichtlich der Kontenführung und der Aufstellung der Gesamtrechnung;
- 2° der Rechtmäßigkeit, der Wahrhaftigkeit und der Zuverlässigkeit der Gesamtrechnung.

Gemäß den Bestimmungen von Artikel 44, § 1 wird diese Zertifizierung den Anmerkungen des Hofes anlässlich der Hinterlegung der Gesamtrechnung beim Parlament beigelegt.

§ 2. In Anwendung der Bestimmungen von Artikel 50, 3° über die Prüfung der Gesetzmäßigkeit und der Regelmäßigkeit der Ausgaben und der Einnahmen ist der Rechnungshof insbesondere befugt:

1° eine Analyse der in Artikel 10 erwähnten Entwürfe des Haushaltsplanes und Haushaltsanpassungen vorzunehmen, die ihm von Amts wegen durch den Haushaltsminister übermittelt werden;

2° bei den Anweisungsbefugten eine Prüfung der Geschäfte zur Feststellung von Rechten zu Lasten Dritter durchzuführen.

§ 3. Das Parlament kann den Rechnungshof damit beauftragen, manche Ausgabenprogramme spezifischen Kontrollen zu unterziehen sowie Finanzaudits und Verwaltungsanalysen durchzuführen.

§ 4. Wenn der Rechnungshof den guten Gebrauch der öffentlichen Mittel nach Artikel 50, 4° kontrolliert, unterbreitet er seine vorläufigen Schlussfolgerungen dem funktional zuständigen Minister und sieht er eine kontradiktorisch geführte Diskussion vor, bevor er seinen Abschlussbericht hinterlegt.

Wenn der Hof vor Ort Kontrollen durchführt, so informiert er vorab die zuständige Verwaltungsbehörde.

Titel VII — Bestimmungen in bezug auf die beitreibung des festgestellten anrechte, mit ausnahme der steuern

Art. 53 - Falls die dem Einnahmer übermittelten und den Schuldern mitgeteilten festgestellten Anrechte mit Ausnahme der Steuern von diesen Schuldnern beanstandet werden, so setzt der Einnahmer die Beitreibung aus und teilt dies den betroffenen Anweisungsbefugten mit, die nach Prüfung der Sachlage diese Anrechte vollständig oder teilweise annullieren oder diese bestätigen können.

Die Anweisungsbefugten teilen dem Einnahmer ihre Entscheidungen zur Ausführung mit. Sie informieren zudem gegebenenfalls die Abteilung Buchführung, die daraufhin die Auswirkungen dieser Entscheidungen in die allgemeine Buchführung und die Haushaltsbuchführung einträgt.

Art. 54 - Unter Beachtung der von der Regierung zu verabschiedenden Bestimmungen, insbesondere was die Anwendung von Verzugszinsen betrifft, kann der Einnahmer unter seiner Verantwortung den säumigen Schuldnern, die sich nachweislich in finanziellen Schwierigkeiten befinden, Zahlungsaufschübe oder Zahlungerleichterungen gewähren.

Art. 55 - Innerhalb einer Frist von maximal zwölf Monaten muss der Einnahmer ein Verfahren zur Beitreibung der nicht beanstandeten festgestellten Anrechte, die an ihrem Fälligkeitstag unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 54 nicht von den Schuldnern entrichtet worden sind, einleiten, es sei denn einer der in Artikel 56 angeführten Fälle ist auf diese Anrechte anwendbar. Nach von der Regierung zu verabschiedenden Modalitäten werden die eintreibbaren Beträge von Rechts wegen um Verzugszinsen erhöht, deren Satz dem gesetzlichen Satz entspricht.

Gemäß den geltenden gesetzlichen Bestimmungen kann der Einnahmer die zuständige föderale Verwaltung oder jede Dienststelle, die diese Aufgaben kraft eines Dekrets wahrnehmen kann, mit der Eintreibung beauftragen.

Art. 56 - § 1. Unbeschadet der Artikel 54 und 55 werden die festgestellten Anrechte durch den Einnahmer als endgültig nicht eintreibbar erklärt und als solche in der Geschäftsrechnung verbucht, wenn:

1° sie die gemäß Artikel 6, 3° festgelegten Bedingungen erfüllen;

2° sie gemäß den Bestimmungen von Titel XI verjährt sind;

3° die durch den Einnahmer geschätzten Eintreibungskosten den Betrag der Anrechte übersteigen;

4° die Insolvenz der Schuldner durch Gerichtsvollzieher oder Steuerbehörden bescheinigt wird;

5° sie sich aus dem Konkurs oder der Auflösung juristischer Personen ergeben und der Konkursverwalter oder der Liquidator die Nichteintreibbarkeit des Anrechts bescheinigt;

6° sie gegenüber einem fremden Staat oder einer im Ausland wohnhaften Person bestehen, die nicht unter Anwendung der bestehenden gesetzlichen Mittel eintreibbar sind;

7° sie gegenüber Schuldnern bestehen, die keinen bekannten Wohnsitz mehr haben und nach Ablauf eines Zeitraums von fünf aufeinanderfolgenden Jahren, der ab dem Datum der Inverzugsetzung per Einschreibebrief beginnt, unauffindbar bleiben;

8° sie gegenüber Schuldnern bestehen, die verstorben sind, ohne bekannte Erben zu hinterlassen oder deren Erben auf jeglichen Nachlass verzichtet haben;

9° auf der Grundlage von beweiskräftigen Informationen, über die der Einnahmer verfügt, davon ausgegangen werden muss, dass sie innerhalb von fünf Jahren nach dem Datum ihrer Einforderbarkeit nicht eingetrieben werden können.

§ 2. Der Verlust der Forderungen, der den in § 1 erwähnten festgestellten Anrechten entspricht, wird in der allgemeinen Buchführung verbucht.

§ 3. Jede Einzahlung, die nach der in § 1 erwähnten Erklärung der Nichteintreibbarkeit erfolgt, wird in der allgemeinen Buchführung und in der Haushaltsbuchführung als eine Bareinnahme gebucht.

Titel VIII — Bestimmungen in bezug auf die gewährung von zuschüssen und preisen

KAPITEL I — Bestimmungen in Bezug auf die Gewährung, die Verwendung und die Kontrolle der Zuschüsse

Art. 57 - Als ein mittelbar oder unmittelbar durch die Einheit, nachstehend die bezuschussende Instanz genannt, gewährter Zuschuss gilt jegliche Form der Finanzhilfe, die im Rahmen einer direkten oder indirekten Zielsetzung allgemeinen Interesses von dieser Instanz gewährt wird für eine von einer Drittperson organisierten Tätigkeit, unabhängig von der Bezeichnung dieser Tätigkeit, mit Ausnahme der Dotationen.

Bei der Finanzhilfe handelt es sich:

1° entweder um die Gewährung finanzieller Vorteile;

2° oder durch die Gewährung von Sachleistungen in Form von Güterübertragungen oder der Bereitstellung von Leistungen, deren finanzieller Aufwand teilweise oder vollständig von der bezuschussenden Instanz getragen wird.

Art. 58 - Ein Zuschuss kann auf der Grundlage eines Dekrets oder einer im Ausgabenhaushaltsplan vermerkten Sonderbestimmung gewährt werden. Diese Zuschüsse können zu den von der Regierung festgelegten Bedingungen gewährt werden.

Zwischen dem Bezugsberechtigten des Zuschusses und der bezuschussenden Instanz kann ein Abkommen abgeschlossen werden, um den Rahmen der Tätigkeit, zu deren Ausführung der Bezugsberechtigte sich verpflichtet, abzugrenzen, und die dafür gewährte Finanzhilfe festzulegen.

Art. 59 - § 1. Ein Zuschuss kann wie folgt gewährt werden:

1° entweder direkt zugunsten des Bezugsberechtigten, der die Organisation der Tätigkeit übernimmt;

2° oder indirekt über eine juristische Person, die in ihrer Eigenschaft als bezuschussende Instanz für den Bezugsberechtigten als Vermittler fungiert.

§ 2. Bei dem Bezugsberechtigten eines Zuschusses kann es sich handeln um:

1° eine natürliche Person, die in ihrem eigenen Namen handelt;

2° eine juristische Person;

3° eine Vereinigung oder Organisation ohne Rechtspersönlichkeit.

Unbeschadet ihrer eigenen persönlichen Haftbarkeit können sich die Bezugsberechtigten vereinigen, um die Tätigkeit, für die ein Zuschuss gewährt wird, auszuführen.

Art. 60 - § 1. Es wird zwischen zwei Arten von Zuschüssen unterschieden:

1° ein allgemeiner Zuschuss, durch den eine strukturelle Tätigkeit finanziert wird, die dauerhaft und stetig ist. Dieser allgemeine Zuschuss kann sich auf die gesamte Tätigkeit des Bezugsberechtigten beziehen, oder nur auf einen Teil davon;

2° ein projektbezogener Zuschuss, durch den die spezifischen Kosten finanziert werden, die durch eine Tätigkeit entstehen, die sowohl was ihr Ziel, als auch ihre Dauer betrifft, begrenzt ist.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnten Zuschüsse können insbesondere für Personalkosten, allgemeine Kosten, Ausrüstungs- und Investitionskosten sowie Zinsen gewährt werden.

Art. 61 - Unbeschadet der durch bestehende Dekrete und deren Ausführungserlasse organisierte Bezuschussungsregelungen und gemäß den Bestimmungen der Artikel 11 bis 14 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen legt die Regierung die Regeln für die Gewährung, die Rechtfertigung und die Kontrolle der Verwendung der Zuschüsse fest, einschließlich jeglicher zinslos gewährten beitreibbaren Geldvorschüsse, sowie die Unvereinbarkeiten. Dabei sind folgende Grundsätze zu beachten:

1° in jedem Beschluss zur Gewährung eines Zuschusses werden die Art, die Tragweite sowie die Modalitäten für die Verwendung und für die durch den Bezugsberechtigten des Zuschusses zu übermittelnden Belege angeführt;

2° jeder Zuschuss muss zu den Zwecken verwendet werden, für die er gewährt worden ist;

3° jeder Bezugsberechtigte eines Zuschusses muss die Verwendung der ihm gewährten Summen rechtfertigen, es sei denn, er ist per Dekret von dieser Verpflichtung befreit;

4° der Bezugsberechtigte erkennt durch die Annahme des Zuschusses das Recht der bezuschussenden Instanz an, vor Ort die Kontrolle der Verwendung der gewährten Summen durchführen zu lassen. Im Rahmen der Organisierung und der Koordinierung der Kontrollen kann die Regierung insbesondere den Beistand der in den Artikeln 48 und 49 erwähnten Finanzinspektoren in Anspruch nehmen;

5° Der Bezugsberechtigte ist verpflichtet, den Betrag des Zuschusses unmittelbar zu erstatten, wenn er:

a) die Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses nicht beachtet;

b) den Zuschuss nicht für die Zwecke verwendet, für die er gewährt worden ist;

c) die Kontrolle der bezuschussenden Instanz beeinträchtigt.

Versäumt der Bezugsberechtigte es, die in Punkt 3° erwähnten Belege zu übermitteln, so ist er verpflichtet, den Teil, für den er keine Belege einreicht, zurück zu zahlen;

6° Die Zahlung der Zuschüsse kann außerdem durch die bezuschussende Instanz ausgesetzt werden, solange für ähnliche, vorherempfangene Zuschüsse der Begünstigte es unterlässt, die besagten Belege vorzulegen oder sich der vor Ort oder anhand von Rechnungsunterlagen durchgeführten Kontrolle der bezuschussenden Instanz zu unterwerfen. Wird der Zuschuss in dieser Annahme in Teilbeträgen ausgezahlt, so wird jeder Teilbetrag als ein getrennter Zuschuss gewertet.

Art. 62 - Unbeschadet der von der Regierung in Anwendung von Artikel 61 festgelegten Bestimmungen:

1° erfolgt die Feststellung des Zuschusses unter Berücksichtigung der tatsächlichen Tätigkeit aller Einnahmen und Ausgaben, die durch die bezuschusste Tätigkeit entstehen, es sei denn es, anderslautende Bestimmungen werden in einem Dekret, einer Regelung oder in dem Beschluss zur Gewährung des besagten Zuschusses vorgesehen;

2° darf der Betrag eines allgemeinen Zuschusses im Sinne von Artikel 60, § 1, 1° die tatsächlichen durch die bezuschusste Tätigkeit entstehenden Kosten nicht übersteigen, insofern nicht anders per Dekret vorgesehen;

3° darf der projektbezogene Zuschuss im Sinne von Artikel 60, § 1, 2° die tatsächlichen Kosten des Projekts nicht übersteigen.

KAPITEL II — Bestimmungen in Bezug auf die Gewährung von Preisen

Art. 63 - Bei dem von der Einheit oder der mittelbar oder unmittelbar von dieser Einheit bezuschussten juristischen Person öffentlichen Rechts gewährten Preis handelt es sich um jegliche Form der Finanzhilfe, die diese Instanz einer Drittperson in Anerkennung oder zur Belohnung ihrer Verdienste gewährt.

Bei diesem Preis handelt es sich:

1° entweder um die Gewährung finanzieller Vorteile;

2° oder um die Gewährung von Sachleistungen in Form von Güterübertragungen oder der Bereitstellung von Leistungen, deren finanzieller Aufwand teilweise oder vollständig von dieser Instanz getragen wird.

Art. 64 - Ein Preis kann nur auf der Grundlage eines Dekrets, durch das dieser Preis eingeführt wurde und durch das die Regeln für die Vergabe festgelegt wurden oder auf der Grundlage einer im Ausgabenhaushaltsplan vermerkten Sonderbestimmung, durch die die Regierung befugt wird, die betreffenden Modalitäten festzulegen, gewährt werden.

Die Gewährung des Preises beruht auf einer einseitigen Handlung der Einheit oder der bezuschussten juristischen Person öffentlichen Rechts, ohne dass der Empfänger verpflichtet wäre, ihn anzunehmen oder seine Verwendung zu rechtfertigen.

Art. 65 - Die Erstattung eines Preises darf nur dann gefordert werden, wenn der Empfänger falsche Informationen übermittelt hat, oder wenn er gegen die geltenden gesetzlichen Bestimmungen verstoßen hat.

Titel IX - Bestimmungen in Bezug auf die nicht mehr benutzten Güter

Art. 66 - § 1. Unbeschadet der Anwendung besonderer gesetzlicher Bestimmungen müssen die beweglichen oder unbeweglichen Güter, die der Einheit gehören und die für einen Verkauf in Frage kommen, die nicht mehr benutzt werden und die nicht wiederverwendet werden können, entgeltlich veräußert werden.

§ 2. Unter Beachtung der gesetzlich vorgeschriebenen Formen:

1° legt die Regierung das für die Anwendung von Paragraph 1 zu beachtende Verfahren fest;

2° beschließt sie die unentgeltliche Abtretung von nicht mehr genutzten beweglichen Gütern, deren entgeltliche Veräußerung kostenaufwendiger wäre als der erzielte Gewinn;

3° legt sie das Verfahren und die Bedingungen für die Aussonderung der nicht mehr benutzten beweglichen Güter fest.

Art. 67 - Die vollständig in der allgemeinen Buchführung abbeschriebenen Güter werden in dem in Artikel 34 angeführten Inventar ohne Wert aufgeführt, solange sie noch sinnvoll für Tätigkeiten des allgemeinen Interesses oder des öffentlichen Dienstes verwendet werden können. Anderenfalls werden sie solange sie noch nicht finanziell realisiert wurden, unentgeltlich abgetreten oder ausgesondert.

Titel X — Auf die verwaltungsdienststellen mit autonomer buchführung anwendbare bestimmungen

Art. 68 - Jede Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung unterliegt den Bestimmungen, die die Regierung unter Beachtung der folgenden Mindestanforderungen festlegt:

1° das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember desselben Jahres;

2° ein Jahreshaushaltsplan wird aufgestellt und den zuständigen Behörden unter Beachtung eines Zeitplans, der auf der Grundlage des für den Haushaltsplan der Wallonischen Region festgelegten Zeitplans festgelegt wird. Er umfasst alle in Artikel 4 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen definierten Einnahmen und Ausgaben, die in Übereinstimmung mit der wirtschaftlichen Aufteilung in Basisartikel aufgeteilt werden;

3° die Einnahmen können Dotationen aus dem Haushalt der Wallonischen Region umfassen;

4° die Haushaltsmittel für Ausgaben sind einschränkend, sie können jedoch unter den Basisartikeln umverteilt werden. Die Ausgabenfeststellungskredite können jedoch nicht einschränkend sein für die Funktionsausgaben, die an das Tätigkeitsvolumen, durch das Eigeneinnahmen entstehen können, gebunden sind.

5° die Verpflichtungskredite müssen in allen Fällen auf die Mittel beschränkt werden, die durch die jährliche Dotation, die Eigeneinnahmen und den Betrag der Bilanzrücklage gebildet werden, nach Abzug des Betrags, der für die Deckung der laufenden Verpflichtungen, die aus früheren Haushaltsjahren übernommen wurden, notwendig ist;

6° das Ausmaß der Auszahlungen darf den verfügbaren Kassenbestand nicht übersteigen;

7° die Vorgänge zur internen Regularisierung zwischen Haushaltsjahren werden vorgesehen und dem Haushalt angerechnet;

8° am Ende des Haushaltsjahres verfallen die Verpflichtungskredite und der Anteil der Ausgabenfeststellungskredite, die nicht von den in Punkt 7° erwähnten Vorgängen betroffen sind, automatisch;

9° die Funktionen als Einnehmer und als Kassenführer sind miteinander vereinbar. Sie sind jedoch nicht mit den Funktionen eines Anweisungsbefugten vereinbar;

10° legt er sein Amt nieder, so übermittelt der Anweisungsbefugte seinem Nachfolger die vollständigen Echtzeitdaten über die Buchführungs- und Haushaltsangaben der Dienststelle;

11° gemäß den Bestimmungen von Artikel 10, § 1 und § 3 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen handelt es sich bei den Einnehmern und den Kassenführern aufgrund ihrer Eigenschaft als Buchhalter im Sinne des genannten Gesetzes um Rechtsunterworfenen des Rechnungshofes;

12° der am Ende des Haushaltsjahres verfügbare Kassenstand kann sofort bei Beginn des folgenden Jahres verwendet werden;

13° der reale Bestand der unbeweglichen und beweglichen Güter, die das Vermögen bilden, ist aufzustellen;

14° der Jahresabschluss am 31. Dezember jeden Jahres umfasst wenigstens die Rechnungsaufstellung über die Durchführung des Haushalts und die Lage der Aktiva und der Passiva oder eine Bilanz, die nach Abgleichung mit dem realen Bestand erstellt wird.

Art. 69 - Der Jahreshaushaltsplan der Einnahmen und der Ausgaben jeder Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung wird in eine Anlage zum Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region eingefügt. In diesem Haushaltsplan werden zwecks Genehmigung durch das Parlament der Gesamtbetrag der Einnahmen und der Gesamtbetrag der Ausgaben der betreffenden Verwaltungsdienststellen angeführt.

Ist der Haushaltsplan am ersten Januar des Haushaltsjahres nicht genehmigt worden, so sind die Dienststellen befugt, die in ihrem Haushaltsentwurf angeführten Mittel zu verwenden, es sei denn, diese sind für Ausgaben bestimmt, die grundsätzlich neu sind und daher nicht vorher genehmigt worden sind.

Der Jahreshaushaltsplan der Dienststellen kann gegebenenfalls im Laufe des Haushaltsjahres zur gleichen Zeit wie der Haushalt der Wallonischen Region angepasst werden.

Art. 70 - Jede Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung führt eine interne Kontrolle ein, deren Zielsetzungen insbesondere mit jenen übereinstimmen, die in Artikel 46 angeführt werden und deren Beurteilung gemäß den Bestimmungen von Artikel 47 Gegenstand eines Audits sein kann.

Art. 71 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 51 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen ist die Regierung befugt, die in den Artikel 48 und 49 erwähnte Verwaltungs- und Haushaltskontrolle auf die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung anwenden zu lassen.

Art. 72 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 10, § 1 und § 3 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen übt der Rechnungshof seine Kontrolle über die Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung aus.

Art. 73 - Der spätestens am 15. März des Jahres, das auf das Haushaltsjahr folgt, erstellte Jahresabschluss jeder Verwaltungsdienststelle mit autonomer Buchführung wird dem funktional zuständigen Minister und dem Minister für Haushalt übermittelt, der die Aufgabe hat, ihn spätestens am darauffolgenden 15. April dem Rechnungshof vorzulegen. Der Hof übermittelt dem Parlament die Jahresabschlüsse gemeinsam mit seinen Anmerkungen spätestens am Ende des darauffolgenden Monats Juni und informiert gleichzeitig den Minister für Haushalt.

Die Jahresabschlüsse der Verwaltungsdienststellen mit autonomer Buchführung werden in aggregierter Form der Gesamtrechnung beigelegt und durch einen Vermerk genehmigt, der in dem in Artikel 44, § 2 angeführten Dekret zur Genehmigung der Gesamtrechnung steht.

Titel XI — Bestimmungen in bezug auf die Verjährung

Art. 74 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen und unbeschadet der in Artikel 75 angeführten Bestimmungen sind die Vorschriften des allgemeinen Rechts in Bezug auf die Verjährung auf die Einheiten anwendbar.

Art. 75 - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 16 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen:

1° Was Gehälter, Vorschüsse darauf und Entschädigungen oder Beihilfen, die Bestandteil der Gehälter sind oder mit ihnen gleichzusetzen sind, betrifft, sind die von den Einheiten zu Unrecht ausgezahlten Summen endgültig zugunsten derjenigen, die sie erhalten haben, verfallen, wenn deren Rückzahlung nicht innerhalb einer Frist von höchstens fünf Jahren ab dem ersten Januar des Auszahlungsjahres gefordert wurde.

2° Damit diese Aufforderung zur Rückzahlung gültig ist, muss sie dem Schuldner mit bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zur Kenntnis gebracht werden, unter Angabe:

a) des Gesamtbetrags der zurückgeforderten Summe mit Vermerk der pro Jahr zu Unrecht durchgeführten Zahlungen;

b) der Bestimmungen, im Widerspruch zu denen die Zahlungen getätigt wurden.

Ab der Aufgabe des Einschreibebriefes kann der nicht geschuldete Betrag während der Frist zurückgefordert werden, die durch das allgemeine Recht für die Verjährung der persönlich angestregten Verfahren vorgesehen wird;

3° die in Punkt 1° festgelegte Frist wird auf zehn Jahre verlängert, wenn die nicht geschuldeten Summen durch betrügerische Handlungen oder durch falsche oder bewusst unvollständige Erklärungen erlangt wurden.

Titel XII — Sonstige Bestimmungen, Übergangsbestimmungen und Schlussbestimmungen

KAPITEL I — Sonstige Bestimmungen

Art. 76 - § 1. Die Regierung ist befugt, einer von ihr bezeichneten Dienststelle die folgenden Aufgaben zu übertragen:

1° Gutachten der Kommission für öffentliche Buchhaltung anfordern, die Gutachten der genannten Kommission prüfen und die Umsetzung der Empfehlungen gewährleisten;

2° die Entwicklung der europäischen Gesetzgebung auf dem Gebiet der Buchführung verfolgen und insbesondere was das Europäische System Volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene in der Europäischen Gemeinschaft betrifft;

3° Anpassungen der Dekrete und verordnungsmäßigen Texte vorschlagen, die durch Änderungen der belgischen und internationalen rechtlichen Rahmenbedingungen erforderlich werden;

4° zur Harmonisierung der rechtlichen Rahmenbedingungen auf haushalts- und buchhaltungstechnischer Ebene der in den Bereich der öffentlichen Verwaltungen, die der Wallonischen Region unterstehen, eingestuft sind Einrichtungen;

5° die Arbeiten zur wirtschaftlichen Zusammenlegung der Einnahmen und Ausgaben der Wallonischen Region begleiten;

6° die ständige Untersichtung der Haushalts- und Buchhaltungsvorgänge durchführen, um an der Vereinfachung und der Verbesserung der Dienstleistungen für die Empfänger teilzunehmen;

7° die Auswirkungen auf die Software-Applikationen jeglicher Änderungen auf haushalts- und buchhaltungstechnischer Ebene.

§ 2. Zusätzlich zu den in § 1 angeführten Aufgaben kann die Regierung die genannte Dienststelle mit Studien in den Bereichen Haushalt und Buchführung beauftragen.

KAPITEL II — Übergangsbestimmungen

Art. 77 - Die folgenden Bereiche unterliegen auch weiterhin den am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetzen über die Staatsbuchführung:

1° die Ausführung des vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets genehmigten Haushaltsplans und die Anpassungen dieses Haushaltsplans;

2° Die Ausstellung der allgemeinen Konten und der Konten der Rechnungsführer für die Haushaltsjahre vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets, einschließlich jener, die von dem in Punkt 1° erläuterten Fall abzuleiten sind;

3° die in Artikel 100, Absatz 1 geregelte Verjährung der Schulden, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets zu Lasten der Einheit entstanden sind.

Art. 78 - Unbeschadet der in Artikel 5, Absatz 1 des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen erwähnten Bestimmungen wird in der am 1. Januar erstellten Eröffnungsbilanz u.a. der am 31. Dezember des vorangehenden Jahres festgelegte Wert folgender Bestandteile berücksichtigt:

1° der Saldo der gültigen rechtlichen Verpflichtungen;

2° die festgestellten Anrechte, die einzunehmen sind und in den Verwaltungskonten der Einnehmer angeführt werden;

3° die Guthaben auf Finanzkonten, die durch von den Finanzanstalten ausgestellten Kontenauszüge validiert werden;

4° die Barmittel und Wertpapiere, die von den Konten der Rechnungsführer als Geldmittel bestimmt wurden;

5° die Situation der konsolidierten Schuld und der sonstigen Schulden.

Art. 79 - Die gebundenen Ausgaben zu Lasten der nicht aufgegliederten Mittel, die am 31. Dezember des Jahres des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets noch zur Zahlung anzuordnen sind, werden automatisch zu Lasten der Ausgabenfeststellungskredite des nächsten Jahres festgestellt und zwar spätestens am 31. Dezember des betreffenden Jahres.

Art. 80 - Unbeschadet der Ausführung durch die Regierung der Bestimmungen von Kapitel I des Gesetzes vom 17. Juli 1975 über die Buchhaltung der Unternehmen unterliegen die regionalen Unternehmen weiterhin den Bestimmungen von Titel III der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetzen über die Staatsbuchführung, die sich auf den Haushalt und dessen Ausführung, die Kontrolle sowie auf die Verwaltung und die Finanzen anwendbaren Bestimmungen beziehen.

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 81 - Die Artikel 4 bis 11 des Programmdekrets vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokaler Behörden und Transportwesen werden aufgehoben.

Art. 82 - Das vorliegende Dekret tritt in Kraft an demselben Datum wie jenes, das für das Inkrafttreten des Gesetzes über die allgemeinen Bestimmungen festgelegt wurde in seinem Artikel 17 und was die Wallonische Region betrifft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 15. Dezember 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten,
Natur, Forstwesen und Erbe
B. LUTGEN

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2011-2012.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 488 (2011-2012) Nrn 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 14. Dezember 2011.

Mündlicher Bericht.

Diskussion.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 15. Dezember 2011.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 3453

[C — 2011/27237]

15 DECEMBER 2011. — Decreet houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Titel I — Machtiging, begripsomschrijving en toepassingsgebied

Artikel 1. Dit decreet legt de bepalingen vast betreffende de begroting en de boekhouding van de in artikel 3 bedoelde diensten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° wet tot vaststelling van de algemene bepalingen : de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

2° Parlement : het Waalse Parlement;

3° Regering : de Waalse Regering;

4° Minister van Begroting : de Minister van de Waalse Regering bevoegd voor de Begroting;

5° administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie : dienst waarvan het beheer en de boekhouding bij een wet of een decreet zijn gescheiden van die van het algemeen bestuur, zonder dat hem een afzonderlijke rechtspersoonlijkheid wordt toegekend en die beschikt over een autonome thesaurie en boekhouding;

6° ordonnateur : bevoegde overheid die bij besluit van de Regering aangewezen en gemachtigd wordt om :

a) de rechten ten laste van de derden vast te stellen en hun invordering te bevelen;

b) binnen de perken van de toegelaten en beschikbare kredieten elke uitgave die op de begroting uitgetrokken mag worden vast te leggen en uit te betalen alsmede de betalingsopdracht ervan op te stellen;

7° ontvanger : elke persoon gemachtigd om over te gaan tot de invordering van de vastgestelde rechten ten laste van de derden;

8° penningmeester : elke persoon gemachtigd om :

a) de ontvangsten te innen;

b) de op de begroting toegerekende uitgaven te betalen;

c) de financiële verrichtingen die niet gebonden zijn aan de begroting uit te voeren;

9° economische classificatie : classificatie van de begrotingsontvangsten en Buitgaven naar gelang van de macro-economische criteria, waarbij het Instituut voor nationale rekeningen de voor de uitvoering van zijn opdrachten nodige gegevens, zoals bepaald in artikel 108 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen, kan ontvangen. Die classificatie is verenigbaar met het Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESR), dat de boekhoudnormen bepaalt met het oog op een coherente, betrouwbare en vergelijkbare kwantitatieve beschrijving van de economie van de lidstaten van de Europese Unie. Ze bestaat uit numerieke codes van maximum vier cijfers en duidingen;

10° vastgesteld recht : recht dat voldoet aan alle volgende voorwaarden :

a) het bedrag ervan wordt precies aangegeven;

b) de identiteit van de schuldenaar of van de schuldeiser kan bepaald worden;

c) de verplichting tot betaling bestaat;

d) een verantwoordingsstuk is in het bezit van de eenheid zoals bedoeld in artikel 3;

11° vastlegging in de begroting : de handeling waarbij het krediet door de ordonnateur wordt gereserveerd ter uitvoering van een juridische verbintenis. De vastlegging in de begroting houdt de verificatie in van de regelmatigheid van de aanwijzing in de begroting, van de beschikbaarheid van kredieten, van de overeenstemming van de uitgave met de wetten, decreten, uitvoeringsbesluiten, vonnissen en contracten alsmede de naleving van het beginsel van goed financieel beheer bepaald in 14°;

12° juridische verbintenis : de registratie door de ordonnateur van een onomkeerbare verplichting ten laste van de begroting;

13° betaalbaarstelling : de handeling waarbij de ordonnateur het bestaan van vastgestelde rechten ten gunste van derden verifieert;

14° beginsel van goed financieel beheer : dat beginsel omvat :

a) het beginsel zuinigheid, dat bepaalt dat de door de ordonnateur uitgevoerde middelen ter uitvoering van de activiteiten tijdig beschikbaar worden gesteld in de aangepaste hoeveelheden en kwaliteiten en tegen de beste prijs;

b) het beginsel efficiëntie, dat de beste verhouding tussen de uitgevoerde middelen en de behaalde resultaten beoogt;

c) het beginsel doeltreffendheid dat het bereiken van de bepaalde specifieke doelstellingen en het behalen van de verwachte resultaten beoogt.

Art. 3. De titels II tot IX, XI en XII zijn van toepassing op de diensten van het algemeen bestuur en op de ministeriële kabinetten die samen een enige eenheid vormen.

De Titels X tot XII, met uitzondering van de artikelen 78 tot 81, zijn van toepassing op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie van het Waalse Gewest die individueel een specifieke eenheid vormen.

Titel II. — Bepalingen betreffende de begrotingHOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 4. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen is de begroting de akte die voor elk begrotingsjaar en in decreten voorziet in alle ontvangsten en alle uitgaven van de eenheid zonder onderlinge compensatie en die ze toelaat. Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december daaropvolgend.

De gezamenlijke ontvangsten zijn bestemd voor de gezamenlijke uitgaven. In afwijking van dat beginsel kan een decreet een begrotingsfonds oprichten door voor uitgaven, waarvan het het voorwerp vaststelt, sommige ontvangsten te bestemmen.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de structuur, de specialisatie en de inhoud van de begroting**Afdeling 1. — De ontvangsten*

Art. 5. § 1. Op de begroting worden als ontvangsten geboekt :

1° de raming van de rechten die tijdens het begrotingsjaar ten bate van de eenheid vastgesteld zullen worden overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, eerste lid, 1°, van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, met inbegrip van de rechten betreffende de in artikel 4, tweede lid, bedoelde bestemde ontvangsten;

2° de raming van de ontvangsten die contant geïnd moeten worden, in voorkomend geval.

§ 2. De begroting, wat de ontvangsten betreft, laat de inkohiering en de inning van de belastingen en taksen toe krachtens en overeenkomstig de vigerende wetten, decreten, besluiten en tarieven.

Onverminderd de bepalingen van artikel 2 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten zijn de andere ontvangsten dan de bovenvermelde belastingen en taksen de schuldvorderingen vastgesteld krachtens en overeenkomstig de wetten, decreten, besluiten overeenkomsten, arresten en vonnissen.

§ 3. De geraamde bedragen van de ontvangsten zijn niet-limitatief.

Art. 6. Naast de in artikel 5, § 2, bedoelde machtiging omvat de begroting, wat de ontvangsten betreft, minstens :

1° de globale raming van het bedrag van de in artikel 5, § 1, bedoelde rechten en ontvangsten;

2° de machtigingen gegeven aan de Regering om over te gaan tot het beheer van de thesaurie en de geconsolideerde schulden en om te kunnen inspelen op de financieringsbehoeften voortvloeiend uit de uitvoering van de begroting. De Regering zorgt voor dit financiële beheer met inachtneming van de voorzichtigheids- en efficiëntiebeginselen. Ze zorgt voor de overeenstemming van de behoeften of van de financieringscapaciteit met de nationale en Europese doelstellingen;

3° de voorwaarden waarin de invordering van de niet-fiscale ontvangsten opgegeven kan worden;

4° in bijlage, een tabel waarin de in 1° bedoelde bedragen verdeeld worden tussen onderafdelingen en per basisallocatie volgens de volgende regels :

a) een afzonderlijke onderafdeling omvat de ramingen van de algemene ontvangsten terwijl de specifieke ontvangsten, met inbegrip van de voor de begrotingsfondsen bestemde ontvangsten, vermeld worden in de onderafdelingen overeenstemmend met de in artikel 8, § 1, bedoelde organisatieafdelingen van de ontvangstenbegroting;

b) de ramingen van ontvangsten van de onderafdelingen worden per basisallocatie verdeeld. Elke basisallocatie wordt gecodificeerd volgens de economische classificatie en identificeert de aard of het doel van de ontvangst via een omschrijving. Als het gaat om een terugbetaling van uitgaven moet de code van de basisallocatie dezelfde zijn als die van de vorige uitgavenverrichting.

Afdeling 2. — De uitgaven

Art. 7. Op de begroting worden als uitgaven geboekt :

1° overeenkomstig de bepalingen van artikel 4, 2°, van de bijzondere wet tot vaststelling van de algemene bepalingen :

a) de vastleggingskredieten, namelijk de kredieten ten belope waarvan bedragen kunnen worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die ontstaan of worden gesloten tijdens het begrotingsjaar en, voor de recurrente verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren voordoen, ten belope van de tijdens het begrotingsjaar opeisbare sommen;

b) de vereffeningskredieten, namelijk de kredieten ten belope waarvan bedragen tijdens het begrotingsjaar kunnen worden vereffend uit hoofde van de rechten vastgesteld in uitvoering van de voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen. De vereffeningskredieten kunnen niet-limitatief zijn voor de in de begroting vermelde uitgaven;

2° de verwachte uitgaven ten laste van de in artikel 4, tweede lid, bedoelde begrotingsfondsen die bepaald zijn met inachtneming van de beschikbare middelen die voor elk fonds bestaan uit de bestemde ontvangsten verhoogd, in voorkomend geval, met de werkelijke of geraamde overdracht van de ontvangsten die tijdens de vorige jaren niet gebruikt zijn.

De verwachte uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen zijn :

a) voor de vastlegging, de sommen die kunnen worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die ontstaan of worden gesloten tijdens het begrotingsjaar en, voor de recurrente verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren voordoen, de sommen die tijdens het begrotingsjaar opeisbaar zullen zijn;

b) voor de vereffening, de sommen die tijdens het begrotingsjaar kunnen worden vereffend uit hoofde van de rechten vastgesteld in uitvoering van de voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen.

Tijdens de uitvoering van de begroting zullen deze uitgaven evenwel beperkt worden door het bedrag van de werkelijk geïnde bestemde ontvangsten verhoogd in voorkomend geval met het reële overgedragen saldo van het vorige begrotingsjaar;

3° in voorkomend geval een voorraad van vastleggingskredieten die specifiek bestemd is voor de uitgaven van administratief personeel die bij de stemming van de begroting niet precies kunnen worden vastgesteld. Het gebruik door de Regering van een dergelijke voorraad moet behoorlijk verantwoord zijn.

Art. 8. § 1. De begroting, wat de uitgaven betreft, wordt onderverdeeld in organisatieafdelingen, in programma's en in basisallocaties.

Een organisatieafdeling omvat de programma's die bijdragen tot de uitvoering van een bepaald openbaar beleid.

Elke organisatieafdeling omvat een functioneel programma en één of meerdere operationele programma's. De in die twee types programma's te boeken kredieten worden als volgt geregeld :

1° de kredieten van het functionele programma zijn bestemd om de algemene werkingsuitgaven binnen de organisatieafdeling te dekken;

2° de kredieten van een operationeel programma zijn bestemd voor de financiering van een activiteit of een coherent geheel van specifieke activiteiten waardoor één of meerdere doelstellingen van het voor de organisatieafdeling toegewezen bepaalde openbare beleid kunnen worden bereikt. Een operationeel programma kan de verwachte uitgaven ten laste van één of meerdere begrotingsfondsen omvatten op voorwaarde dat ze worden onderscheiden van de kredieten, maar mag in geen geval gespijsd worden door niet-limitatieve vereffeningskredieten.

De kredieten van de programma's en de verwachte uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen worden in basisallocaties verdeeld. Elke basisallocatie wordt gecodificeerd volgens de economische classificatie en identificeert de aard of het doel van de uitgave of de uitvoeringsmodus voor de uitgave.

§ 2. De vastleggingskredieten worden toegelaten en per programma beperkt.

§ 3. Enerzijds worden de vereffeningskredieten van elk van de functionele programma's toegelaten en per programma beperkt, behalve als ze niet-limitatief zijn, in welk geval ze beperkt worden binnen de perken van het totaal bedrag van de functionele programma's van de organisatieafdeling. Anderzijds worden de vereffeningskredieten van de operationele programma's per programma toegelaten maar beperkt binnen de perken van het totaal bedrag van de operationele programma's van alle organisatieafdelingen.

§ 4. De begroting, wat de uitgaven betreft, omvat minstens :

1° de bepalingen tot vaststelling van de algemene voorwaarden betreffende de uitgaven;

2° de bepalingen tot vaststelling, overeenkomstig artikel 7, 1°, b), van de uitgaven waarvoor de kredieten niet-limitatief kunnen zijn;

3° de bepalingen tot vaststelling, overeenkomstig artikel 3, laatste lid, van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, de aard van de toegelaten uitgaven bij gebrek aan een organiek decreet.

4° de bepalingen, waarbij beheersmachtigingen worden toegekend aan de Regering;

5° de per organisatieafdeling en programma voorgestelde samenvattende tabel van de vastleggings- en vereffeningskredieten, waarbij de in 2° bedoelde niet-limitatieve kredieten en, in voorkomend geval, verwachte uitgaven ten laste van de begrotingsfondsen worden onderscheiden;

6° in bijlage, de tabel, waarin de kredieten en de in 5° bedoelde uitgaven per basisallocatie worden gedetailleerd.

Afdeling 3. — Informatieve documenten en bewijsstukken van de begroting

Art. 9. § 1. De begroting gaat vergezeld van de volgende informatieve documenten en bewijsstukken :

1° de algemene toelichting met vermelding van o.a. de richtlijnen van de begroting, een synthese van de ontvangsten en uitgaven, de sociaal-economische context waarop ze aansluiten, een financieel rapport, een inventaris van de fiscale uitgaven alsmede een meerjarige projectie over vijf jaar van de ontvangsten en uitgaven met een beleid dat ongewijzigd en, in voorkomend geval, verbeterd is om een bepaalde budgettaire doelstelling te bereiken;

2° een bijzondere toelichting die de ontvangsten en uitgaven ten opzichte van de doelstellingen van het bepaalde openbare beleid rechtvaardigt en uitlegt. Ze brengt o.a. hetgeen volgt aan het licht :

a) wat de ontvangsten betreft en per onderafdeling, de wettelijke grondslag en de rechtvaardiging van elke van de op de begroting uitgetrokken basisallocaties;

b) wat de uitgaven betreft en per organisatieafdeling, de wijze waarop de activiteit of het geheel van specifieke activiteiten van elk programma bijdraagt tot de uitvoering van de doelstelling van de afdeling en, per basisallocatie, de wettelijke grondslag en de in de begroting overwogen middelen.

§ 2. Wat betreft de uitgaven, omvat de bijzondere toelichting bovendien :

1° als het gaat om uitgaven waarvan de uitvoering over verschillende begrotingsjaren geprogrammeerd wordt, het overwogen en bicijferde vereffeningsplan;

2° als het gaat om verwachte uitgaven ten laste van een begrotingsfonds, de volgende bedragen, waarbij ze voor de vastlegging en voor de vereffening onderscheiden worden :

a) het uit het vorige jaar overgedragen reële of geraamde saldo;

b) de raming van de inning van de tijdens het begrotingsjaar bestemde ontvangsten;

c) de raming van de beschikbare middelen die door de optelling van de twee bovenvermelde bedragen wordt verkregen;

d) de raming per basisallocatie gecodificeerd volgens de economische classificatie van de middelen die tijdens het begrotingsjaar gebruikt zullen worden;

e) het eindsaldo voortvloeiend uit de vooruitzichten van de verrichtingen van het begrotingsjaar;

3° als het gaat om uitgaven betreffende de financiering van een eerste schijf van meerjarige verbintenissen genomen in uitvoering van een contract gesloten door de Regering, een synthese van het financiële plan en zijn eventuele parameters betreffende een jaarlijkse aanpassing.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende het opmaken van de begroting en de aanpassingen, de begrotingskalender en de goedkeuring door het Parlement

Art. 10. § 1. Gelet op het begrotingskader dat op middellange termijn rechtstreeks toepasselijk is, zorgt de Regering voor het opmaken van de decreetsontwerpen, waarbij het ene de ontvangsten van de begroting omvat, en het andere de uitgaven van de begroting, en van de in artikel 9 bedoelde documenten alsmede, in voorkomend geval, van de decreetsontwerpen tot aanpassing van de begroting en de in § 4 bedoelde documenten.

§ 2. Uiterlijk half november van het vorige jaar dient de Regering de decreetsontwerpen van de begroting van het begrotingsjaar samen met de in artikel 9 bedoelde documenten bij het Parlement in, dat ze uiterlijk op 31 december daaropvolgend aanneemt. Het decreet houdende de ontvangsten van de begroting moet uiterlijk op 31 december in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden.

§ 3. Tijdens het quadrimester van het lopende begrotingsjaar verifieert de Regering de uitvoering van de begroting ten einde, in voorkomend geval, de begroting van de ontvangsten en van de uitgaven aan te passen.

Tijdens het begrotingsjaar kan de Regering ontwerpen tot aanpassing van de begroting van de ontvangsten en van de uitgaven indienen.

Bij de integrale hernieuwing van het Parlement gaat de Regering over tot een begrotingscontrole en dient ze, in voorkomend geval, de ontwerpen tot aanpassing van de begroting van de ontvangsten en van de uitgaven in om ze aan te passen aan de doelstellingen van haar beleidsverklaring.

§ 4. De aanpassing van de begroting vindt plaats op de volgende wijze :

1° de begroting van de ontvangsten en van de uitgaven wordt aangepast overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5, 6, 7 en 8, waarbij de oorspronkelijke en de aangepaste bedragen in de tabellen worden vergeleken;

2° de in artikel 9, § 1, 1°, bedoelde algemene toelichting kan zich beperken tot de voorstelling van een synthese van de aangepaste ontvangsten en uitgaven, tot de motivering van de bijwerkingen en, in voorkomend geval, tot de updating van het financiële rapport;

3° de in artikel 9, § 1, 1° en 2° bedoelde bijzondere toelichtingen worden bijgewerkt, waarbij de oorspronkelijke en de aangepaste bedragen worden vergeleken. Voor de rest kunnen ze zich beperken tot de rechtvaardiging van de bijwerkingen.

§ 5. De Regering dient de ontwerpen van decreet tot aanpassing van de begroting samen met de in § 4, 2° en 3° bedoelde documenten bij het Parlement in. De kredieten die in deze ontwerpen het voorwerp uitmaken van een vernietiging of een vermindering, worden dan in evenredige mate onbeschikbaar gesteld om uitgaven vast te leggen of uit te betalen.

De aanpassingen moeten uiterlijk op 31 december van het lopende begrotingsjaar goedgekeurd worden.

Art. 11. Zowel voor de begroting als voor een aanpassing heeft de goedkeuring van het Parlement achtereenvolgens betrekking op :

1° het beschikkend gedeelte wat betreft de ontvangstenbegroting;

2° het beschikkend gedeelte en de in artikel 8, § 4, 5°, bedoelde samenvattende tabel wat betreft de uitgavenbegroting.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen die de afwezigheid of het tekort aan kredieten regelen*

Art. 12. § 1. Als in een uitzonderlijke situatie blijkt dat het decreet houdende de uitgavenbegroting niet voor 31 december dat aan het begrotingsjaar voorafgaat, zal gestemd worden, terwijl het project overeenkomstig artikel 10, § 2, in het Parlement werd neergelegd, zorgt de Regering, met een gemotiveerde beraadslaging die onmiddellijk ter kennis wordt gebracht van het Parlement en rechtstreeks vanaf 1 januari van het betrokken begrotingsjaar uitvoerbaar is, voor de continuïteit van de diensten door vastleggingskredieten en vereffeningskredieten te openen.

Deze beslissing dekt een periode die zijzelf bepaalt en die niet minder dan één maand of meer dan drie maanden mag bedragen, behalve als wettelijke of contractuele verplichtingen een andere duur vereisen. De kredieten moeten van aard gelijk zijn en evenredig, voor de betrokken periode, met de toegelaten bedragen van het vorig jaar. De kredieten voor uitgaven die automatisch of contractueel verbonden zijn met de index der consumptieprijzen of de gezondheidsindexindexering kunnen echter worden verhoogd met de verhogingen die strikt met deze indexering verbonden zijn.

Vanaf de eerste dag van de maand na de goedkeuring van de uitgavenbegroting door het Parlement houden de gevolgen van de lopende beraadslaging onmiddellijk op en worden de gedane uitgaven sinds het begin van het begrotingsjaar aangerekend ten laste van de kredieten van de goedgekeurde begroting.

§ 2. Als in een uitzonderlijke situatie blijkt dat het ontwerp van decreet houdende de uitgavenbegroting niet overeenkomstig artikel 10, § 2, in het Parlement werd neergelegd, en dat het decreet dan ook niet voor 31 december dat aan het begrotingsjaar voorafgaat, zal gestemd worden, opent een decreet voorlopige kredieten die voor de werking van de diensten noodzakelijk zijn en in mindering komen van de begroting van dat begrotingsjaar.

Het decreet waarbij voorlopige kredieten worden geopend, stelt de termijn vast waarop deze kredieten betrekking hebben. De termijn waarvoor vastleggings- en vereffeningskredieten worden toegekend, mag niet minder dan één maand en niet meer dan drie maanden bedragen, behalve wanneer wettelijke of contractuele verplichtingen een andere termijn opleggen.

De kredieten moeten van aard gelijk zijn en evenredig, voor de betrokken periode, met de toegelaten bedragen van het vorig jaar. De kredieten voor uitgaven die automatisch of contractueel verbonden zijn met de index der consumptieprijzen of de gezondheidsindex kunnen echter worden verhoogd met de verhogingen die strikt met deze indexering verbonden zijn.

Vanaf de eerste dag van de maand na de goedkeuring van de uitgavenbegroting door het Parlement houden de gevolgen van de decreten die voorlopige kredieten openen onmiddellijk op en worden de gedane uitgaven sinds het begin van het begrotingsjaar aangerekend ten laste van de kredieten van de goedgekeurde begroting.

§ 3. De uitgaven van de begrotingsfondsen hebben niet te lijden onder het uitblijven van de stemming van de uitgavenbegroting voor 31 december van het jaar dat aan het begrotingsjaar voorafgaat. Hun overgedragen ontvangsten die van bij het begin van het begrotingsjaar zijn ontvangen, zijn onmiddellijk beschikbaar om de uitgaven te dekken.

Art. 13. In dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden en bij gebrek of in geval van een tekort aan kredieten kan de Regering, met een gemotiveerde beraadslaging die het openen van de nodige kredieten verdeeld in basisallocaties, machtiging verlenen tot :

1° hetzij het vastleggen van de uitgave;

2° hetzij het vereffenen;

3° hetzij het vastleggen en het vereffenen.

Samen met deze beslissing legt de Regering bij het Parlement een ontwerp van decreet tot aanpassing van de begroting neer overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, §§ 1, 4 en 5. Door dit neerleggen wordt de beslissing uitvoerbaar verklaard. De onmiddellijke neerlegging van een specifiek ontwerp van decreet tot aanpassing is echter niet vereist daar de beslissing betrekking heeft op een bedrag dat lager is dan een drempel dat jaarlijks bepaald is in de bepalingen bedoeld in artikel 8, § 4, 4°. In dit geval wordt de beslissing uitvoerbaar verklaard op de datum bepaald door de Regering.

Elke beraadslaging moet het voorwerp uitmaken van een regularisatie via aanpassing van de begroting waarvan het project uiterlijk op 31 december van het lopende jaar zal moeten goedgekeurd worden.

Art. 14. De beraadslagingen bedoeld in de artikelen 12, § 1, 13 en 23, § 2, worden onverwijld aan het Rekenhof overgemaakt dat, desgevallend, zijn opmerkingen meedeelt aan het Parlement en de Minister van Begroting op de hoogte brengt.

De kredieten die door deze beraadslagingen en door de decreten van voorlopige kredieten bedoeld in artikel 12, § 2, worden geopend, alsook hun gebruik worden apart geboekt in de begrotingsboekhouding.

Titel III. — Bepalingen inzake uitvoering van de begroting en begrotingsboekhouding

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Art. 15. De begrotingsboekhouding moet een permanente opvolging toelaten van de naleving van de begrotingsmachtigingen toegekend door het Parlement en van de uitvoering van de begroting. Ze wordt opgenomen in de algemene boekhouding bedoeld in titel IV.

Art. 16. § 1. Op de begroting worden voor een bepaald begrotingsjaar slechts aangerekend :

1° als ontvangsten, de tijdens het begrotingsjaar vastgestelde rechten, met inbegrip van de rechten met betrekking tot de toegewezen ontvangsten, alsook de ontvangsten die contant geïnd zijn;

2° als uitgaven ten laste van de vastleggingskredieten,

a) de bedragen die worden vastgelegd uit hoofde van verbintenissen die ontstaan of worden gesloten tijdens het begrotingsjaar;

b) voor de recurrente verbintenissen waarvan de gevolgen zich over meerdere jaren voordoen, de tijdens het begrotingsjaar opeisbare sommen;

3° als uitgaven ten laste van de vereffeningskredieten, de bedragen die worden vereffend tijdens het begrotingsjaar uit hoofde van de rechten die zijn vastgesteld, in uitvoering van de voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen;

4° ten laste van de begrotingsfondsen,

a) op de beschikbare middelen voor de vastlegging, de bedragen die worden vastgelegd tijdens het begrotingsjaar;

b) op de beschikbare middelen voor de vereffening, de bedragen die worden vereffend tijdens het begrotingsjaar uit hoofde van de rechten die zijn vastgesteld, in uitvoering van de voorafgaandelijk vastgelegde verbintenissen.

§ 2. De op 31 december van het begrotingsjaar vastgestelde rechten die niet worden aangerekend op de begroting van dat jaar vóór 1 februari van het volgende jaar, behoren van ambtswege tot het nieuw begrotingsjaar.

Art. 17. De Regering verstrekt het Parlement op gezette tijden een toestand van de uitvoering van de begroting, opgesplitst :

1° in onderverdelingen wat de ontvangsten betreft;

2° in organisatieafdelingen, in programma's en in basisallocaties wat de uitgaven betreft.

Art. 18. Elk decreet dat aanleiding kan geven tot een uitgave die niet voorzien is in de begroting, opent de nodige vastleggings- en vereffeningskredieten voor zijn uitvoering tijdens het lopende begrotingsjaar en, indien nodig, tijdens het volgende jaar. Bij gebrek wordt zijn inwerkingtreding uitgesteld tot de begroting die het verricht.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de begrotingsontvangsten

Art. 19. § 1. Onverminderd de bepalingen inzake belastingen stellen de ordonnateurs, elk in het kader van hun bevoegdheden, de rechten ten laste van derden vast. Ze delen hen minstens het doel van de schuldvordering, de te betalen som, de betalingsmodaliteiten en de vervaldatum mede.

§ 2. De vastgestelde rechten worden in de boekhouding aangerekend en tegelijkertijd meegedeeld aan een ontvanger. Voor de niet-fiscale ontvangsten kan de entiteit een centraliserende ontvanger aanwijzen.

Art. 20. De ambten van ontvanger en schatbewaarder zijn onderling verenigbaar maar onverenigbaar met het ambt van ordonnateur.

De ontvanger brengt verslag uit over zijn beheer overeenkomstig de bepalingen van artikel 39 in zijn hoedanigheid van boekhouder in de zin van de algemene bepalingen.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de begrotingsuitgaven

Art. 21. § 1. Binnen de perken van de bedragen die op elke basisallocatie worden vastgesteld, kunnen de ordonnateurs de uitgavenkredieten gebruiken overeenkomstig het principe van het goede financiële beheer.

Elke uitgave maakt opeenvolgend het voorwerp uit van een vastlegging, vereffening, betaalopdracht door tussenkomst van de ordonnateur en een betaling door tussenkomst van de schatbewaarder.

§ 2. Bij gebrek aan betalingstermijnen bepaald in de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, in elke andere wettelijke en reglementaire bepaling die bepaalde termijnen vastlegt, ofwel een vervaldatum die contractueel vooraf is vastgesteld met een derde schuldeiser, mag de termijn tussen de vereffening van de uitgave en de betaling van de opeisbare som geen twintig dagen overschrijden.

§ 3. Wanneer het bedrag van het vastgestelde recht niet in handen van de schuldeiser kan betaald worden wegens beslag onder derden, verzet, overdracht of een delegatie ten laste van de schuldvorderingen van het Waalse Gewest of elk ander juridisch of administratief beletsel dat behoorlijk wordt genotificeerd of tegenstelbaar wordt gemaakt, wordt de som op een wachtrekening geregistreerd tot op het ogenblik dat de geschilbeheerder, aangewezen bij besluit van de Regering, de betalingsopdrachten geeft ten gunste van de wettelijk bepaalde begunstigen. In dit geval zijn de bepalingen bedoeld in § 2 niet van toepassing.

§ 4. Wanneer een ordonnateur zijn ambt neerlegt, maakt hij de boekhoud- en begrotingsgegevens van de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren, volledig en onverwijld aan zijn opvolger over. De modaliteiten van deze procedure worden bepaald door de Regering overeenkomstig de bepalingen van artikel 41, tweede lid.

Art. 22. § 1. De contracten en de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten zoals omschreven in de geldende wetgeving, alsook de besluiten voor de toekenning van subsidies en, in voorkomend geval, van prijzen mogen pas aan derden ter kennis worden gebracht door de ordonnateurs nadat het bedrag op de voorziene vastleggingskredieten werd aangerekend.

De vastlegging in de begroting moet door een correlatieve juridische verbintenis worden bevestigd.

§ 2. Indien het bedrag van de juridische verbintenis verschilt van het bedrag van de begrotingsvastlegging, moet laatstgenoemde, naargelând het geval, onmiddellijk worden aangevuld door de ordonnateur of in evenredige mate ambtshalve worden tegengeboekt.

§ 3. Andere uitgaven dan die bedoeld in paragraaf 1 mogen alleen d.m.v. een bewijsstuk van een ordonnateur dat het bestaan en de juiste spreiding van de verplichting vaststelt, ten laste van de vastleggingskredieten worden aangerekend.

Art. 23. § 1. Elke vereffening van een niet voorafgaandelijk vastgelegde uitgave, in overtreding met artikel 21, § 1, tweede lid, die toch aan de vereisten van het vaststellen van het recht ten gunste van de derde voldoet, wordt voorafgegaan door een regulerende vastlegging ten laste van de kredieten van het lopende begrotingsjaar. De Regering bepaalt de modaliteiten ervan.

§ 2. Indien na uitputting van elke mogelijkheid van nieuwe verdeling van de kredieten zoals bedoeld in artikel 26, blijkt :

1° hetzij, dat er geen gespecialiseerd vastleggingskrediet bestaat of dat het onvoldoende is voor de regularisatie bedoeld in § 1;

2° hetzij dat een regelmatig vastgelegde uitgave niet kan vereffend worden wegens onvoldoende vereffeningkredieten terwijl de rechten van derden ontegenzeggelijk vastgesteld worden en onverminderd de bepalingen van artikel 16, § 2,

Opent de Regering het nodige krediet door een begrotingsberaadslaging aan te nemen volgens de procedure en modaliteiten bedoeld in de artikelen 13 en 14.

Indien de beraadslaging echter voldoet aan de drempelvoorwaarde bepaald in artikel 13, derde lid, moet ze bovendien het geopende bedrag compenseren door een blokkering van toegestane kredieten in evenredige mate.

Art. 24. § 1. Minstens een keer per begrotingsjaar moet de toestand van in behandeling zijnde rechtsverbintenissen het voorwerp uitmaken van een onderzoek.

De verbintenissen worden geannuleerd als, enerzijds, uit de bewijsstukken blijkt dat ze overbodig geworden zijn en, anderzijds, ambtshalve, als ze binnen een termijn van vijf jaar na het jaar van hun aanrekening niet werden uitgevoerd, behalve in de gevallen waarin de ordonnateurs het behoud ervan na deze periode rechtvaardigen.

§ 2. De toestand van de uitstaande uitgaven die moeten vereffend worden, wordt regelmatig nagezien om anomalieën op te sporen die vertragingen zouden kunnen veroorzaken voor de vereffening en de betaling.

Art. 25. Met ingang van 1 november mogen de verbintenissen nodig om de ononderbroken werking van de diensten te verzekeren, worden aangegaan ten laste van de vastleggingskredieten van de programma's van het volgende begrotingsjaar. Het bedrag van deze verbintenissen mag de goedgekeurde kredieten voor de overeenkomstige uitgaven van het lopende jaar niet overschrijden.

Deze vastleggingen worden aangerekend in de vastleggingen buiten balansstelling van het lopende jaar tot de opening van het volgende begrotingsjaar. Bij het begin van dat nieuw jaar worden ze onmiddellijk aangerekend in de begrotingsboekhouding.

HOOFDSTUK IV. — *Bepalingen betreffende de nieuwe verdeling van de kredieten tijdens het begrotingsjaar*

Art. 26. § 1. Onverminderd artikel 27, kunnen de ordonnateurs een wijziging vragen van de verdeling van de kredieten van de programma's tussen de basisallocaties volgens de procedure en de modaliteiten bepaald door de Regering en voorzover de volgende regels worden nageleefd :

1° wat de vastleggingskredieten betreft, kan een nieuwe verdeling plaatsvinden tussen de basisallocaties van éénzelfde programma;

2° wat de limitatieve vereffeningkredieten betreft, kan een nieuwe verdeling plaatsvinden tussen de basisallocaties van het functioneel programma en de basisallocaties van alle operationele programma's van éénzelfde organisatieafdeling;

3° wat de niet-limitatieve vereffeningkredieten betreft, kan een nieuwe verdeling uitsluitend plaatsvinden tussen de basisallocaties voorzien van kredieten van die aard die behoorlijk zijn toegestaan;

4° zowel voor de vastleggingskredieten als voor de vereffeningkredieten moeten de kredietverhogingen worden gecompenseerd door overeenkomstige kredietverminderingen wanneer een nieuwe verdeling plaatsvindt.

§ 2. In dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorzienbare omstandigheden en een tekort aan vastleggingskredieten in een functioneel programma van een organisatieafdeling die de vereffening van de bezoldigingen van het administratief personeel verhinderen, kan de Regering, in afwijking van paragraaf 1, 1°, bij gemotiveerde beraadslaging, machtiging verlenen tot een overdracht naar dit programma en tot de overdracht van de nodige vastleggingskredieten afkomstig uit één of meerdere andere programma's. Deze overdracht is onmiddellijk uitvoerbaar.

Art. 27. De begrotingsfondsen worden van het gebied van de wijzigingen van de kredietverdeling van de programma's zoals gepland in artikel 26 uitgesloten.

Tussen de begrotingsfondsen mag er geen overdracht van middelen plaatsvinden.

HOOFDSTUK V. — *Bepalingen betreffende de rekening van uitvoering van de begroting*

Art. 28. § 1. De vastleggings- en vereffeningskredieten uitgetrokken op de basisallocaties die op het einde van het begrotingsjaar niet gebruikt zijn, worden geannuleerd.

§ 2. Worden naar het volgende jaar overgedragen :

1° het saldo van de middelen van de niet gebruikte begrotingsfondsen, van vastleggingen en vereffeningen, op het einde van het begrotingsjaar;

2° het saldo van de begrotingsvastleggingen die door de correlatieve rechtsverbintenissen niet worden bevestigd op het einde van het begrotingsjaar; het overgedragen saldo wordt op het einde van het volgend jaar ambtshalve geannuleerd als het juridisch niet wordt bevestigd;

3° het saldo van de juridische verbintenissen die op het einde van het begrotingsjaar niet aangezuiverd zijn door een vereffening;

4° het saldo van de uitgaven die op het einde van het begrotingsjaar nog moeten vereffend worden, na toepassing van de bepalingen van artikel 16, § 2.

Art. 29. § 1. De rekening van uitvoering van de begroting wordt voorgelegd :

1° overeenkomstig de tabel bedoeld in artikel 6, 4°, wat de ontvangsten betreft;

2° overeenkomstig de tabel bedoeld in artikel 8, § 4, 5°, wat de uitgavenkredieten betreft.

§ 2. Worden in de rekening van uitvoering van de begroting ingeschreven, tegenover de ramingen of machtigingen naargelang het geval, de aanrekeningen die overeenkomstig artikel 16 in de begrotingsboekhouding worden verricht. In de uitgaven worden de te schrappen kredieten bedoeld in artikel 28, § 1, bepaald door het verschil tussen de toegestane kredieten en de aanrekeningen.

§ 3. In de rekening van uitvoering van de begroting maakt de bepaling van de saldo's bedoeld in artikel 28, § 2, 2° tot 4° het voorwerp uit van een verslag.

§ 4. Het begrotingssaldo wordt verkregen door het verschil tussen de aangerekende ontvangsten en de uitgaven die vereffend zijn.

§ 5. Moeten in de bijlage bij de rekening van uitvoering van de begroting voorkomen :

1° de aanrekeningen bedoeld in paragraaf 2, per basisallocatie gedetailleerd, overeenkomstig de tabel bedoeld in artikel 8, § 4, 6°;

2° een lijst met de overschrijdingen van de niet-limitatieve vereffeningskredieten die overeenkomstig artikel 8, § 4, 2° zijn toegestaan;

3° wat de begrotingsfondsen betreft, het detail van de aanrekeningen van het jaar volgens hetzelfde informatieschema als het schema vermeld in artikel 9, § 2, 2°, om het saldo bedoeld in artikel 28, § 2, 1°, te bepalen.

Titel IV. — Bepalingen inzake de algemene boekhouding

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 30. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen voert de entiteit in een geïnformatiseerd boekhoudsysteem een algemene boekhouding volgens de gebruikelijke regels van het dubbel boekhouden met inachtneming van het boekhoudplan vastgesteld overeenkomstig artikel 5 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen.

Die algemene boekhouding is van toepassing op alle bestanddelen van het vermogen, de rechten, de schulden, de verplichtingen en verbintenissen allerhande van de entiteit.

Art. 31. Het boekhoudjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december. Het valt samen met het begrotingsjaar.

Art. 32. § 1. Elke boekhoudverrichting wordt zonder uitstel, getrouw, volledig en naar tijdsorder in ofwel een centraal dagboek of in gespecialiseerde hulpdagboeken geboekt.

In dat laatste geval worden de aangerekende totale bewegingen minstens één keer per maand op samenvattende wijze in het centraal dagboek geboekt.

§ 2. Wanneer de verrichting voortvloeit uit de relatie met een derde, dienen de rechten te zijnen gunste of laste vooraf vastgesteld te zijn.

§ 3. Elke boeking berust op een van een datum voorzien verantwoordingsstuk met een aanwijzing ter verwijzing daarnaar.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaraan de verantwoordingsstukken dienen te voldoen.

Elk van een referte voorzien verantwoordingsstuk moet methodisch bewaard worden, waarbij zowel de onaantastbaarheid als de toegankelijkheid ervan gevrijwaard wordt.

§ 4. Het geïnformatiseerd boekhoudsysteem moet de regelmatigheid en de onomkeerbaarheid van de boekingen waarborgen.

Art. 33. Met inachtneming van de bepalingen van Titel XI stelt de Regering de duur en de nadere regels voor de bewaring van de boeken, de verantwoordingsstukken en de boekhoudstukken vast, met dien verstande dat die minstens beschikbaar blijven zolang het decreet tot goedkeuring van de algemene rekening bedoeld in artikel 44, § 2, niet door het Parlement is goedgekeurd.

Art. 34. De entiteit voert minstens één keer per jaar, en op het einde van het boekjaar, de verrichtingen uit inzake de opgave, het nazicht, het onderzoek en de toetsing voor de vaststelling, op 31 december, van een volledige inventaris van haar vermogen, haar rechten, haar schulden, haar verplichtingen en haar verbintenissen, met inbegrip van haar rechten en verbintenissen buiten balans en, in dat geval, onverminderd de bepalingen van artikel 24, § 1.

De rekeningen worden in overeenstemming gebracht met de inventarisgegevens waarvan de verantwoordingsstukken bewaard worden volgens dezelfde regels als die bedoeld in artikel 33, voor de opmaak van de algemene rekening bedoeld in artikel 41.

Art. 35. De algemene boekhouding moet de opmaak op 31 december mogelijk maken van de balans en de resultatenrekeningen, evenals, periodiek en op 31 december, van cashflow overzichten door een onderscheid te maken al naar gelang ze verrichtingen betreffen met betrekking tot de begroting, de financiering en de beheer van tot derden behorende fondsen.

Het resultaat, verkregen door het verschil tussen de lasten en de opbrengsten van het boekjaar, wordt overgedragen.

Art. 36. Na afsluiting van het boekjaar en tot op het ogenblik waarop het Rekenhof de algemene rekening aan het Parlement verzendt, kunnen er overeenkomstig artikel 44, § 1, correcties geboekt worden ten gevolge van het nazicht en de certificering door het Rekenhof zonder dat dit een af- of bijboeking tot gevolg heeft, met het oog op de uitvoering van een regelmatig, getrouw en oprecht overzicht over de jaarrekening.

HOOFDSTUK II. — *Organisatieregels voor de boekhoudkundige en financiële diensten*

Art. 37. De Regering stelt de regels vast voor de organisatie van de boekhouding, met vrijwaring van het beginsel van de scheiding van de functies.

Art. 38. § 1. In- en uitboeking van geldmiddelen worden door toedoen van rekenplichtigen verricht. Zij worden gecentraliseerd.

§ 2. De Regering kan afwijkend en onder de door haar bepaalde voorwaarden de toelating geven voor een gedecentraliseerd financieel beheer dat onder de verantwoordelijkheid van een rekenplichtige staat. Er kunnen hem voorschotten gestort worden voor het dekken van de werkingsuitgaven, op voorwaarde dat hij dan de verrichte uitgaven verantwoordt.

§ 3. Het centrale systeem voor in- en uitboekingen staat in rechtstreeks verband tot de algemene boekhouding en biedt alle veiligheidswaarborgen tegen elke vorm van bedrog.

Art. 39. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, §§ 1 ten 3, van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen vallen de ontvangers en rekenplichtigen in hun hoedanigheid van rekenplichtigen in de zin van bedoelde wet onder de berechtigingsbevoegdheid van het Rekenhof.

Onverminderd de toepassing van de bepalingen van de artikelen 7 en 8 van de wet van 29 oktober 1846 voor de organisatie van het Rekenhof maken ze jaarlijks op 31 december een rekening op van hun jaarlijks beheer, dat door toedoen van de Minister van Begroting overgezonden wordt naar het Rekenhof voor 1 maart van het jaar volgend op het jaar waarvoor de rekening is opgemaakt.

Als een ontvanger of een rekenplichtige zijn jaarrekening niet overlegt binnen de wettelijke termijn of, in de andere gevallen, binnen de termijn vastgesteld door de entiteit waarvan hij afhangt, of indien hij overleden is zonder zijn rekening te hebben overgelegd, stelt de entiteit ze van rechtswege vast.

Art. 40. Er wordt jaarlijks een vastleggings- en een vereffeningskrediet op de begroting voorzien ter dekking van eventuele verliezen voortvloeiend uit tekorten, ongeacht de oorsprong of de oorzaak ervan. Indien dat tekort verhaalbaar is, wordt het recht vastgesteld en boekhoudkundig aangerekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 19.

Titel V. — **Bepalingen betreffende de algemene rekening**

Art. 41. Tegen 31 maart stelt de Regering de algemene rekening van de entiteit vast voor het afgelopen begrotingsjaar en boekjaar.

Ze kan de inhoud, de vorm, de nadere regels, de bestemming en de periodiciteit van de tussentijdse verslagen bepalen.

Art. 42. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 9 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen omvat de algemene rekening :

1° de jaarrekening, bestaande uit :

a) de balans;

b) de resultatenrekeningen vastgesteld op grond van de lasten en de opbrengsten;

c) de samenvattingsrekening van de begrotingsverrichten van het jaar, gerangschikt per bestemming volgens de economische klassificering en met inachtneming van de nationale en Europese normen voor de nationale boekhouding;

d) het cashflowoverzicht;

2° de uitvoeringsrekening van de begroting, vastgesteld overeenkomstig artikel 29;

3° de bijlage bedoeld in artikel 43.

De vermelde bedragen zijn de bedragen vastgesteld op 31 december van het afgelopen boekhoudkundig en begrotingsjaar.

Art. 43. De bijlage verstrekt ten minste :

1° de informatie nuttig voor de beoordeling van de gegevens in verband met de roerende activa, de schuldvorderingen en de schuldenlast;

2° een commentaar voor de verzoening van het begrotingssaldo, zoals bedoeld in artikel 29, § 4, met het resultaat van het boekjaar van de eenheid, zoals bedoeld in artikel 35, lid 2;

3° een staat van de rechten en verbintenissen buiten balans;

4° een verslag over de overdrachten van roerende goederen bedoeld in de artikelen 57, 63 en 66, evenals over de vervreemdingen ten bezwarenden titel van de onroerende goederen verricht krachtens Titel IX.

Art. 44. § 1. Uiterlijk 15 april maakt de Regering de algemene rekening van de eenheid aan het Rekenhof over, opgesteld overeenkomstig de artikelen 41 tot en met 43.

Het Rekenhof zendt de algemene rekening, samen met zijn opmerkingen en de certificering die hij overeenkomstig artikel 92 verleent, aan het Parlement over tegen uiterlijk eind juni van het daaropvolgend jaar.

Daarbij voegt hij ten behoeve van de Regering een afschrift met zijn opmerkingen en de certificering.

§ 2. Tegen uiterlijk 31 augustus legt de Regering het ontwerp-decreet tot goedkeuring van de algemene rekening van de eenheid in het Parlement neer. De goedkeuring van dat ontwerp moet uiterlijk op 31 oktober plaatsvinden.

§ 3. De opmerkingen en de certificering van het Rekenhof, evenals de algemene rekening, uitgezonderd het deel van de bijlage bij de uitvoeringsrekening van de begroting bedoeld in artikel 29, § 5, 1^o, worden als bijlage bij het decreet tot goedkeuring ervan bekendgemaakt.

Art. 45. Het boekhoudkundig en het begrotingsjaar worden definitief gesloten door de stemming van het decreet tot goedkeuring van de algemene rekening van dat jaar.

Titel VI. — Bepalingen betreffende het toezicht en de controle

HOOFDSTUK I. — Interne controle en interne audit

Art. 46. De eenheid voert een intern systeem in om haar processen en activiteiten te controleren volgens de nadere regels, vast te stellen door de Regering.

Die interne controle strekt ertoe, zich redelijkerwijs in te dekken tegen risico's betreffende met name :

- 1^o de overeenstemming van de beslissingen met de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven en contracten;
- 2^o de naleving van de fases betreffende de vastleggingen en de vereffening van de uitgaven en de juiste vaststelling van de rechten ten opzichte van de derden;
- 3^o het voorkomen en het opsporen van fraude en vergissingen;
- 4^o het uitvoeren van de toegewezen doelstellingen;
- 5^o de betrouwbaarheid en de integriteit van de operationele en financiële gegevens;
- 6^o het zorgvuldig financieel beheer;
- 7^o de vermogensbescherming;
- 8^o de bewaring van de stukken en waarden die door de penningmeesters bewaard worden;
- 9^o het beheer van de bevoorradings en leveringen die noodzakelijk zijn voor de activiteit van de eenheid.

Art. 47. Om zich te vergewissen van de goede werking van de diensten en het intern controlesysteem te beoordelen, richt de Regering de interne audit in door deze de noodzakelijke onafhankelijkheid te verlenen die voor diens werking nodig is, en stelt de nadere regels vast voor diens tussenkomsten. De interne audit heeft ook een adviserende functie.

HOOFDSTUK II. — Administratieve en budgettaire controle

Art. 48. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, ziet de Regering toe op de uitvoering van de begroting door een administratieve budgettaire en beheerscontrole in te richten volgens de door haar bepaalde nadere regels.

§ 2. Om haar in het kader van die controle bij te staan, beschikt de Regering over inspecteurs van financiën die haar ter beschikking worden gesteld en onder haar gezag worden geplaatst.

De inspecteurs van financiën vullen eveneens de functie in van budgettair en financieel adviesverlener van de Regering. Volgens de nadere regels die laatstgenoemde vervult, voeren ze daarbovenop specifieke budgettaire en financiële onderzoeken uit.

Art. 49. De inspecteurs van financiën brengen hun voorafgaande adviezen uit of verstrekken op eigen initiatief dan wel op verzoek hun aanbevelingen in alle onafhankelijkheid en overeenkomstig de deontologie van het interfederale corps van de inspectie van financiën.

Met de meest uitgebreide bevoegdheden tot hun beschikking voeren ze hun opdracht uit aan de hand van de stukken en ter plaatse. Ze hebben toegang tot alle dossiers, archiefstukken en informatie die ze nuttig achten voor de uitoefening ervan.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

HOOFDSTUK III. — De externe controle en de certificering van de algemene rekening

Art. 50. Overeenkomstig artikel 10, § 1, van de bijzondere wet tot vaststelling van de algemene bepalingen wordt door het Rekenhof :

- 1^o de controle uitgevoerd op de algemene boekhouding en de budgettaire boekhouding van de eenheid;
- 2^o erop toegezien dat geen enkel uitgavenkrediet van de begroting overschreden wordt en dat geen enkele overdracht plaatsvindt;
- 3^o de wettelijkheid en de regelmatigheid van de uitgaven en de ontvangsten onderzocht. Wat laatstgenoemden betreft, voert het Rekenhof een algemene controle uit op de verrichten betreffende de vaststelling en de inning;
- 4^o de verantwoorde aanwending van de openbare gelden gecontroleerd; daarbij wordt de naleving van de beginselen inzake zuinigheid, doeltreffendheid en de doelmatigheid onderzocht.

Art. 51. Voor de uitvoering van zijn opdrachten bedoeld in artikel 50 krijgt het Rekenhof :

- 1^o overeenkomstig artikel 10, § 1, van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen ertoe machtiging zich alle stukken en gegevens te laten overmaken, ongeacht de aard ervan, met betrekking tot het beheer van de eenheid. Hij mag een controle ter plaatse uitvoeren;
- 2^o rechtstreeks en ononderbroken inzicht in het geïnformatiseerd boekhoudsysteem;
- 3^o een rechtstreeks contact met de bevoegde ministers, die hem binnen een termijn van maximum één maand van antwoord moeten dienen. Op hun verzoek kan het Hof die termijn verlengen;
- 4^o toelating zijn opmerkingen aan het Parlement mede te delen en licht hij de Minister van Begroting en, in de situaties die dat vereisen, de vakminister in.

Art. 52. § 1. In het kader van de controle van de algemene boekhouding en de budgettaire boekhouding bedoeld in artikel 50, 1^o, verricht het Rekenhof de certificering van de algemene rekening door een standpunt mede te delen :

- 1^o over de naleving van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsbepalingen ervan wat betreft de voering van de boekhouding en de vaststelling van de algemene rekening;
- 2^o over de regelmatigheid, de oprechtheid en de getrouwheid van de algemene rekening.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 44, § 1, wordt die certificering gevoegd bij de opmerkingen van het Hof bij de indiening van de algemene rekening bij het Parlement.

§ 2. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 50, 3°, in verband met het onderzoek naar de wettelijkheid en de regelmatigheid van de uitgaven en ontvangsten, is het Rekenhof meer bepaald ertoe gemachtigd :

1° een analyse uit te voeren van de begrotingsontwerpen en de ontwerpen voor de aanpassing van de begroting bedoeld in artikel 10, hem van ambtswege overgemaakt door de Minister van Begroting;

2° een nazicht uit te voeren bij de ordonnateurs van de verrichtingen betreffende de vaststelling van de rechten ten laste van de derden.

§ 3. Het Parlement kan het Rekenhof ermee belasten, specifieke controles uit te voeren op bepaalde uitgavenprogramma's, evenals op financiële audits en beheersanalyses.

§ 4. Wanneer het Rekenhof de verantwoorde aanwending van de openbare gelden naziet zoals bedoeld in artikel 50, 4°, legt hij zijn voorlopige conclusies voor aan de vakminister en voorziet het in een tegensprekelijk debat voor indiening van zijn eindverslag.

Daarbovenop licht hij, wanneer hij die contrôle ter plaatse uitvoert, de bevoegde administratieve overheid daar op voorhand over in.

Titel VII. — Bepalingen betreffende de inning van de vastgestelde rechten van niet-fiscale aard

Art. 53. Als de vastgestelde rechten van niet-fiscale aard, medegedeeld aan de ontvanger en waarvan kennis gegeven wordt aan de verschuldigden, door laatstgenoemden betwist worden, schort de ontvanger de inning ervan op en licht de betrokken ordonnateurs over in die, na onderzoek, ze geheel of gedeeltelijk kunnen opheffen of ze kunnen bevestigen.

De ordonnateurs lichten de ontvanger over hun beslissingen in voor uitvoering ervan en, in voorkomend geval, het departement boekhouding voor de boeking van de gevolgen van die beslissingen in de begrotings- en algemene boekhouding.

Art. 54. Met inachtneming van de regels, vast te stellen door de Regering, meer bepaald wat betreft de toepassing van verwijlrenten kan de ontvanger op eigen verantwoordelijkheid betalingsvoorwaarden en -termijnen verlenen aan de in gebreke blijvende schuldenaren die zich in een behoorlijk verantwoorde toestand van geldgebrek bevinden.

Art. 55. De ontvanger moet binnen een maximumtermijn van twaalf maanden een procedure aanvatten voor terugvordering van de onbetwiste vastgestelde rechten die na verval ervan en onverminderd de bepalingen van artikel 54 niet betaald werden door de schuldenaren, behalve indien zij aantonen dat die rechten aan één van de gevallen bedoeld in artikel 56 beantwoorden. De terug te vorderen sommen worden van rechtswege verhoogd met verwijlrenten waarvan het percentage overeenstemt met de wettelijke rentevoet, volgens de nadere regels vast te leggen door de Regering.

De ontvanger kan er de inning van toevertrouwen aan de bevoegde federale administratie overeenkomstig de vigerende wettelijke bepalingen, of aan elke dienst die bij decreet gemachtigd wordt tot die inning over te gaan.

Art. 56. § 1. Onverminderd de artikelen 54 en 55 worden de vastgestelde rechten definitief oninbaar verklaard door de ontvanger en als dusdanig aangerekend in diens beheersrekening :

1° als ze voldoen aan de voorwaarden vastgesteld krachtens artikel 6, 3°;

2° als ze verjaard zijn krachtens de bepalingen van Titel XI;

3° waarvan de verhaalkosten door de ontvanger groter geacht worden dan het eigenlijke bedrag;

4° tegen schuldenaren wier insolventie door toedoen van een gerechtsdeurwaarder of door de fiscale besturen aangetoond wordt;

5° als ze zich voorgedaan hebben bij de faling of in vereffening stelling van een rechtspersoon na voorlegging van het oninbaarheidsbewijs verstrekt door de curator of de vereffenaar;

6° ten laste zijn van een buitenlandse staat of een persoon die in het buitenland woont, die niet via de bestaande wettelijke middelen geïnd kunnen worden;

7° tegen schuldenaren die geen gekende woonst meer hebben en onvindbaar blijven na afloop van een periode van vijf opeenvolgende jaren ingaand op de datum van ingebrekestelling bij aangetekend schrijven;

8° tegen schuldenaren die overleden zijn zonder gekende erfgenamen na te laten of wier erfgenamen de opvolging afgewezen hebben;

9° die op grond van de bewijsstukken in het bezit van de ontvanger niet geïnd zouden kunnen worden binnen de vijf jaar van hun eisbaarheid.

§ 2. Het verlies van de schuldvorderingen die overeenstemmen met de vastgestelde rechten bedoeld in § 1, geboekt in de algemene boekhouding.

§ 3. Elke betaling die later dan de oninbaarheidsverklaring bedoeld in § 1 verkregen wordt, wordt in de algemene boekhouding en in de budgettaire boekhouding aangerekend als een contant geïnde betaling.

Titel VIII. — Bepalingen betreffende de toekenning van toelagen en prijzen

HOOFDSTUK I. — Bepalingen betreffende de toekenning, het gebruik en de controle van toelagen

Art. 57. Onder toelage die rechtstreeks of onrechtstreeks door de entiteit, hierna de subsidiërende instantie genoemd, wordt toegekend, wordt verstaan elke vorm van financiële ondersteuning die door deze instantie wordt toegekend, met rechtstreekse of onrechtstreekse doelstelling van algemeen belang, voor een activiteit die door een derde wordt georganiseerd, ongeacht de benaming van deze activiteit, dotaties uitgezonderd.

De financiële ondersteuning kan bestaan uit :

1° hetzij de toekenning van financiële voordelen;

2° hetzij de toekenning van voordelen in natura in de vorm van het overdragen van goederen of het verstrekken van diensten waarvan de financiële last gedeeltelijk of volledig door de subsidiërende instantie wordt gedragen.

Art. 58. Een toelage kan slechts worden toegekend op grond van een decreet of van een bijzondere bepaling die in de uitgavenbegroting voorkomen. Deze toelagen kunnen worden toegekend onder de voorwaarden bepaald door de Regering.

Een overeenkomst kan worden gesloten tussen de begunstigde van de toelage en de subsidiërende instantie met het oog op de bepaling van de draagwijdte van de activiteit die de begunstigde zich verbindt uit te voeren en de desbetreffende financiële ondersteuning die haar zal worden toegekend.

Art. 59. § 1. Een toelage kan worden toegekend :

1° hetzij rechtstreeks aan de begunstigde die de activiteit organiseert;
2° hetzij onrechtstreeks bij de tussenkomst van een rechtspersoon die als subsidiërende tusseninstantie optreedt voor de begunstigde.

§ 2. De begunstigde van een toelage kan :

1° een natuurlijke persoon zijn, die optreedt op eigen naam;
2° een rechtspersoon zijn;
3° een vereniging of organisatie zonder rechtspersoonlijkheid.

Onverminderd hun eigen individuele verantwoordelijkheid kunnen begunstigden zich verenigen met het oog op de uitvoering van de activiteit bedoeld bij de toelage.

Art. 60. § 1. Men onderscheidt twee soorten toelagen :

1° een algemene toelage voor de financiering van een structurele activiteit die een continu en permanent karakter vertoont. Die algemene toelage kan betrekking hebben op het geheel of enkel op een gedeelte van de activiteit van de begunstigde.

2° een projectsubsidie voor de financiering van specifieke kosten voortvloeiend uit een activiteit die zowel qua doelstelling als in tijd moet worden afgebakend.

§ 2. De toelagen bedoel in § 1 kunnen in het bijzonder personeelsuitgaven, algemene kosten, uitrustings-, investerings- en intrestkosten dekken.

Art. 61. Onverminderd de subsidiëringssystemen georganiseerd door bestaande decreten en de uitvoeringsbesluiten ervan en, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 11 tot 14 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, bepaalt de Regering de regels in verband met de toekenning, de verantwoording en de controle van het gebruik van deze toelagen, met inbegrip van elk zonder interest verleend terugvorderbaar voorschot, alsook de onverenigbaarheden met inachtneming van de volgende beginselen :

1° in elke beslissing houdende toekenning van een toelage worden de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en de door de begunstigde te verstrekken verantwoording, vermeld;

2° elke toelage moet worden gebruikt voor de doelstellingen waarvoor ze wordt toegekend;

3° elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen bedragen verantwoorden, tenzij een decreet hem daarvan vrijstelling verleent;

4° door het aanvaarden van de subsidie verleent de begunstigde meteen aan de subsidiërende instantie het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden. In het kader van de inrichting en van de coördinatie van de controles, kan de Regering, met name, een beroep doen op de inspecteurs van financiën bedoeld in de artikelen 48 en 49;

5° de begunstigde is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage als hij :

- a) de voorwaarden voor de toekenning van de toelage niet naleeft;
- b) de toelage niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij wordt toegekend;
- c) de controle van de subsidiërende instantie verhindert.

Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in 3° bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen;

6° de subsidiërende instantie kan de betaling van de toelagen uitstellen zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de vereiste verantwoording te verstrekken of zich aan de controle, ter plaatse of op stukken, van de subsidiërende instantie te onderwerpen. In dat geval, als een subsidie in schijven wordt uitgekeerd, wordt dan iedere schijf als een afzonderlijke subsidie beschouwd.

Art. 62. Onverminderd de regels bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 61 :

1° dient de toelage te worden uitbetaald rekening houdend met de effectieve realisatie van alle ontvangsten en uitgaven die uit de gesubsidieerde activiteit voortvloeien tenzij een decreet, een reglement of de beslissing tot toekenning van bedoelde toelage er anders over beschikken;

2° mag het bedrag van een algemene toelage in de zin van artikel 60, § 1, 1°, niet hoger zijn dan de werkelijke kosten die uit de gesubsidieerde activiteit voortvloeien, behoudens een andersluidende decretale bepaling;

3° mag het bedrag van een projectsubsidie in de zin van artikel 60, § 1, 2°, niet hoger zijn van de werkelijke kosten van het project.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen betreffende de toekenning van prijzen*

Art. 63. Onder prijzen toegekend door de rechtstreeks of onrechtstreeks gesubsidieerde entiteit of door een publiekrechtelijke rechtspersoon, wordt verstaan elke vorm van financiële ondersteuning die door deze instantie wordt toegekend aan een derde als bewijs van erkentelijkheid of beloning voor zijn verdiensten.

Deze prijs kan bestaan uit :

1° hetzij de toekenning van financiële voordelen;
2° hetzij de toekenning van voordelen in natura in de vorm van het overdragen van goederen of het verstrekken van diensten waarvan de financiële last volledig door deze instantie wordt gedragen.

Art. 64. Een prijs kan slechts worden toegekend op grond van een decreet waarbij deze prijs is ingesteld en waarbij de regels voor de toekenning zijn bepaald of van een bijzondere bepaling die in de uitgavenbegroting voorkomt waarbij de Regering ertoe wordt gemachtigd de modaliteiten ervan vast te stellen.

Zijn toekenning is gebaseerd op een eenzijdige akte van de entiteit of van de gesubsidieerde publiekrechtelijke rechtspersoon zonder dat de begunstigde ertoe gehouden is de prijs te aanvaarden, noch het gebruik ervan te bewijzen.

Art. 65. De terugbetaling van een prijs wordt enkel geëist als de begunstigde bedrieglijke informatie heeft verstrekt of als hij in overtreding heeft gehandeld met rechtelijke bepalingen die van kracht waren.

Titel IX. — Bepalingen betreffende afgeschreven goederen

Art. 66. § 1. Onverminderd de toepassing van bijzondere decreetsbepalingen, moeten de aan de entiteit toebehorende roerende of onroerende goederen die kunnen worden verkocht, die leegstaan en die niet opnieuw kunnen worden gebruikt, tegen betaling worden vervreemd.

§ 2. De Regering, overeenkomstig de wettelijk voorgeschreven vormen :

1° bepaalt de te volgen procedure voor de toepassing van § 1;

2° beslist over de overdracht ten kosteloze titel van afgeschreven roerende goederen waarvan de vervreemding tegen betaling kosten zou veroorzaken die hoger zijn dan de geraamde opbrengst;

3° bepaalt de procedure en de voorwaarden betreffende het afdanken van afgeschreven roerende goederen.

Art. 67. De roerende goederen, die in de algemene boekhouding volledig afgeschreven zijn, blijven vermeld, met een nulwaarde, in de inventaris bedoeld in artikel 34 zolang ze op een nuttige wijze worden bestemd voor activiteiten van algemeen belang of van openbare dienstverlening en, in het tegengesteld geval, zolang ze financieel niet worden uitgevoerd, kosteloos overgedragen of afgedankt.

Titel X. — Bepalingen die toepasselijk zijn op administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie

Art. 68. Elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie wordt onderworpen aan bepalingen die door de Regering moeten worden vastgelegd met inachtneming van de volgende minimale regels :

1° het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op de eerstvolgende 31 december;

2° een jaarlijkse begroting wordt vastgesteld en overgemaakt aan de bevoegde autoriteiten met inachtneming van een kalender vastgesteld op basis van de begrotingskalender van het Waalse Gewest. Ze bevat alle ontvangsten en uitgaven zoals bedoeld in artikel 4 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, opgedeeld in basisallocaties overeenkomstig de economische classificatie;

3° de ontvangsten kunnen dotaties bevatten, afkomstig van de begroting van het Waalse Gewest;

4° de uitgavenkredieten zijn limitatief, maar kunnen worden herverdeeld tussen de basisallocaties. De vereffeningskredieten kunnen niet-limitatief zijn voor de werkingsuitgaven verbonden met de omvang van de activiteiten die eigen ontvangsten zouden kunnen genereren;

5° de vastleggingskredieten moeten hoe dan ook worden beprekt tot de middelen samengesteld door de jaarlijkse dotatie, de eigen ontvangsten en het bedrag van de balansreserve na aftrek van het bedrag nodig voor de dekking van de overgedragen uitstaande vastleggingen van de vorige boekjaren;

6° de uitbetalingen kunnen niet leiden tot een overschrijding van de beschikbare thesaurie;

7° er wordt voorzien in interne regularisatieverrichtingen tussen boekjaren die op de begroting worden aangerekend;

8° op het einde van het begrotingsjaar vervallen ambtshalve de vastleggingskredieten en de vereffeningskredieten die niet betrokken zijn bij de in 7° bedoelde verrichtingen;

9° de ambten van ontvanger en van penningmeester zijn onderling verenigbaar, maar zijn onverenigbaar met de ambten van ordonnateur;

10° bij ambtsbeëindiging, maakt de ordonnateur de volledige budgettaire en boekhoudkundige gegevens van de dienst in reële tijd aan zijn opvolger over;

11° overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, §§ 1 en 3, van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, vallen de ontvangsters en penningmeesters in hun hoedanigheid van rekenplichtingen in de zin van die wet onder de berechtingsbevoegdheid van het Rekenhof;

12° de op het eind van het boekjaar beschikbare thesaurie kan worden aangewend vanaf het begin van het volgende jaar;

13° een fysische inventaris van de onroerende en roerende goederen die tot het patrimonium behoren dient te worden gehouden;

14° de jaarrekening, jaarlijks opgemaakt op 31 december, bevat minstens de uitvoeringsrekening van de begroting en een overzicht van de activa en passiva of een balans, opgesteld na overeenstemming met de fysische inventaris.

Art. 69. De jaarlijkse ontvangsten- en uitgavenbegroting van elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie wordt gevoegd in een bijlage bij de uitgavenbegroting van het Waalse Gewest. Onder de begrotingsbepalingen wordt melding gemaakt, ter goedkeuring door het Parlement, van het totaal van de ontvangsten en het totaal van de uitgaven van de betrokken administratieve diensten.

Bij gebrek aan goedkeuring op 1 januari van het begrotingsjaar van de begroting bedoeld in het eerste lid, kunnen de diensten de kredieten bedoeld in hun begrotingsontwerp gebruiken, behalve als ze gericht zijn op uitgaven van een nieuw beginsel die vroeger niet toegelaten waren.

De jaarlijkse begroting van de diensten kan worden aangepast, in voorkomend geval, gedurende het begrotingsjaar, op hetzelfde ogenblik als de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 70. Elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie stelt een interne controle op, waarvan de doelstellingen in het bijzonder in artikel 46 worden bedoeld en waarvan de evaluatie, overeenkomstig de bepalingen van artikel 47, kan worden gecontroleerd.

Art. 71. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, wordt de Regering ertoe gemachtigd de administratieve en begrotingscontrole bedoeld in de artikelen 48 en 49 toepasselijk te maken op de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie.

Art. 72. Overeenkomstig artikel 10, §§ 1 en 3 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, oefent het Rekenhof zijn toezicht uit op administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie.

Art. 73. De jaarrekening van elke administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie, uiterlijk vastgesteld op 15 maart van het jaar dat volgt op het begrotingsjaar, wordt overgemaakt aan de functioneel bevoegde minister en aan de Minister van Begroting die ermee belast wordt ze uiterlijk op de eerstvolgende 15 april over te leggen aan het Rekenhof. Het Hof bezorgt de jaarrekeningen, samen met opmerkingen, aan het Parlement uiterlijk op het einde van de eerstvolgende maand juni en brengt tegelijkertijd de Minister van Begroting op de hoogte ervan.

De jaarrekeningen van de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie worden gevoegd, in geaggregeerde vorm, bij de algemene rekening, en goedgekeurd door een vermelding die in het decreet tot goedkeuring van de algemene rekening bedoeld in artikel 44, § 2 voorkomt.

Titel XI. — Bepalingen inzake verjaring

Art. 74. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, en onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 75, zijn de verjaringsregels van het gemeen recht van toepassing op de entiteiten.

Art. 75. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen :

1° inzake salarissen, voorschotten daarop en vergoedingen, toelagen of uitkeringen, die een toebehoren van de salarissen vormen of ermee gelijkstaan, zijn de door de in artikel 2 bedoelde diensten ten onrechte uitbetaalde sommen voorgoed vervallen aan hen die ze hebben ontvangen, als de terugbetaling daarvan niet is gevraagd binnen een termijn van hoogstens vijf jaar te rekenen van de eerste januari van het jaar van de betaling.

2° om geldig te zijn moet deze vraag tot terugbetaling ter kennis van de schuldenaar worden gebracht bij een ter post aangetekende brief met vermelding van :

a) het totale bedrag van de teruggevraagde som met, per jaar, de opgave van de ten onrechte uitgevoerde betalingen;

b) de bepalingen in strijd waarmede de betalingen zijn gedaan.

Te rekenen vanaf de afgifte van de aangetekende brief aan de post kan het onverschuldigde bedrag worden teruggevorderd gedurende de termijn die in het gemeen recht is bepaald voor de verjaring van persoonlijke vorderingen;

3° de in § 1 vastgestelde termijn wordt verlengd tot tien jaar wanneer de onverschuldigde sommen zijn verkregen door bedrieglijke handelingen of door valse of bewust onvolledige verklaringen.

Titel XII. — Overgangs-, slot- en diverse bepalingen

HOOFDSTUK I. — *Diverse bepalingen*

Art. 76. § 1. De Regering wordt ertoe gemachtigd de volgende opdrachten toe te vertrouwen aan de dienst die ze zal aanduiden :

1° de Commissie Openbare Comptabiliteit om advies verzoeken, de adviezen van bedoelde Commissie onderzoeken en voor de uitvoering ervan zorgen;

2° de evolutie van de Europese wetgeving met betrekking tot boekhouding volgen, en meer bepaald, met betrekking tot het Europees systeem van de nationale en regionale rekeningen in de Gemeenschap;

3° aanpassingen aan decreten en reglementaire teksten voorstellen die voortvloeien uit wijzigingen van Belgische en internationale wettelijke kaders;

4° bijdragen tot het afstemmen van het wettelijk begrotings- en reglementaire kader van de instellingen ingedeeld in de sector van de openbare besturen die afhangen van het Waalse Gewest;

5° de werken voor de economische groepering van de ontvangsten en uitgaven van het Waalse Gewest begeleiden;

6° een permanente studie van de budgettaire en boekhoudkundige processen uitvoeren om betrokken te zijn bij de vereenvoudiging en de verbetering van de dienst voor de gebruikers;

7° de invloed van elke budgettaire en boekhoudkundige wijziging op de steunsoftwares onderzoeken.

§ 2. Naast de opdrachten bedoeld in § 1, kan de Regering bedoelde dienst belasten met het uitvoeren van studies inzake begroting en boekhouding.

HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

Art. 77. Blijven onderworpen aan de bepalingen van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit :

1° de uitvoering van de begroting, aangenomen vóór de inwerkingtreding van dit decreet, en de aanpassingen ervan;

2° het opmaken van de algemene rekeningen en van de boekhoudkundige rekeningen betreffende de vóór de inwerkingtreding van dit decreet begrotingsjaren, met inbegrip van de rekeningen die voortvloeien uit het geval bedoeld in 1°;

3° de verjaringen, als geregeld in artikel 100, eerste lid, van de schuldvorderingen op de entiteiten die ontstaan zijn vóór de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 78. Onverminderd de bepalingen bedoeld in artikel 5, eerste lid, van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, houdt de op 1 januari opgesteld openingsbalans rekening met, in het bijzonder, de waarden, bepaald op 31 december van het voorgaande jaar, van de volgende elementen :

1° het saldo van de geldige rechtsverbintenissen;

2° de nog te innen vastgestelde rechten die in de beheersrekeningen van de ontvangsters voorkomen;

3° de tegoeden op de financiële rekeningen, gevalideerd door uittreksels bezorgd door de financiële instellingen;

4° de speciën en portefeuillewaarden die door de rekeningen van de rekenplichtigen in gelden worden vastgesteld;

5° de situatie van de geconsolideerde schuld en van andere schulden.

Art. 79. De ten laste van de niet-gesplitste kredieten vastgelegde uitgaven die op 31 december van het jaar van inwerkingtreding van dit decreet nog moeten worden geordonnanceerd, zullen ambtshalve worden uitbetaald ten laste van de vereffeningskredieten van het daarop volgende jaar en uiterlijk op 31 december ervan.

Art. 80. Onverminderd de toepassing door de Regering van de bepalingen van hoofdstuk I van de wet van 17 juli 1975 met betrekking met de boekhouding van de ondernemingen, blijven de gewestelijke bedrijven onderworpen aan de bepalingen van Titel III van de gecoördineerde wetten van 17 juli 1991 op de Rijkscomptabiliteit die betrekking hebben op de begroting en de uitvoering ervan, op de controle en op de beheers- en thesaurieregels.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 81. De artikelen 4 tot 11 van het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, zoals gewijzigd, worden opgeheven.

Art. 82. Dit decreet treedt in werking op dezelfde datum als deze van inwerkingtreding van de wet tot vaststelling van de algemene bepalingen, in artikel 17 wat betreft het Waalse Gewest.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 15 december 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden,
Natuur, Bossen en Erfgoed,
B. LUTGEN

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Waals Parlement, 488 (2011-2012) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 14 december 2011.

Mondeling verslag.

Bespreking.

Volledig verslag, openbare vergadering van 15 december 2011.

Stemming.